

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 04 février 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 04 mars 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Modification du plan local d'urbanisme PRESCRIPTION

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions des lois « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000, « Urbanisme et Habitat » du 2 juillet 2003 et des lois « Grenelle » (loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010), qu'il convient d'engager les procédures nécessaires à l'évolution du PLU.

A ce titre, il est proposé, conformément aux dispositions des articles L.123-13-1 et L.123-13-2 du code de l'urbanisme, d'engager une procédure de modification du PLU qui aura notamment pour effet :

- d'intégrer au document des dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...);
- de compléter et d'adapter le règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- d'apporter des corrections de forme concernant des erreurs ou des omissions constatées après l'approbation du PLU et concernant les divers documents qui le composent, dans un souci de précision et de cohérence de l'ensemble du document.

Cette procédure de modification portera notamment sur les points suivants :

- 1) **Modification à caractère général** : évolution de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux (évolution des seuils, des taux et des secteurs concernés) ;

- 2) **Modification à caractère général** : création d'un secteur de zone N-5 couvrant les quatre cimetières de Montpellier ;
- 3) **Modification à caractère général** : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-1, secteur caractérisé par l'existence de constructions présentant un caractère architectural ou historique affirmé ;
- 4) **Modification à caractère général, préservation du patrimoine bâti** : extension de l'application de la règle établie au titre de l'article L.123-1-5 7°) du code de l'urbanisme et repérée par l'indice « w » sur les documents du PLU, permettant de protéger certains espaces ou constructions, notamment pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique ;
- 5) **Modification à caractère général - création d'espaces à protéger au titre du L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme dans quatre secteurs de la ville** :
 - a. quartier Gares - rue Périer (parcelle cadastrée HL n°274)
 - b. quartier Arceaux - rue Marioge (parcelle cadastrée KL n°274)
 - c. quartier Lemasson – avenue de Maurin (parcelle cadastrée OP n°55)
 - d. quartier Chamberte – rue de la Croix de Figuerolles (parcelle cadastrée IS n°79) ;
- 6) **Modification à caractère général** : évolution de la règle de stationnement relative aux conditions de non réalisation des places de stationnement dans les quartiers Rive Gauche (13AU) et Nouveau Saint-Roch (1U1-8) ;
- 7) **Quartier Beaux-Arts - avenue Saint-Lazare** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 2U1-11 ;
- 8) **Quartier Beaux-Arts – anciennes archives départementales** : création d'un secteur de zone 1U1-2 entre l'avenue de Castelnaud, la rue Proudron et la rue Louis Frédéric Rouquette ;
- 9) **Quartier Gares – ZAC du Nouveau Saint-Roch** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U1-8, et extension ponctuelle du secteur de zone 1U1-8 ;
- 10) **Quartier Gares – rue François Périer** : évolution de la règle des hauteurs dans la partie donnant sur l'avenue du Pont Juvénal et située du côté des numéros impairs ;
- 11) **Quartier Figuerolles – cité Gély** : correction ponctuelle de l'emplacement réservé C197 pour voirie entre la rue de Font Carrade et la cité Gély ;
- 12) **Quartier Cévennes – résidence Pergola** : extension du secteur de zone 2U1-10 entre la rue de l'Oasis, la rue de l'Ecrin, la rue d'Alco et la rue Paul Rimbaud ;
- 13) **Quartier Croix d'Argent – secteur de l'EAI** : extension du secteur de zone 2U1-1f le long de la rue des Chasseurs et sur le site de la caserne Guillaud ;
- 14) **Quartier Estanove – mas du Vigan** : création d'emplacements réservés pour cheminements piétons entre la place Flandres-Dunkerque et la rue de Bugarel ;
- 15) **Quartier Croix d'Argent – ZAC des Grisettes** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 11AU ;
- 16) **Quartier Croix d'Argent – rue Gaston Bachelard** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1f ;
- 17) **Quartier Croix d'Argent – ZAC Ovalie** : adaptations ponctuelles du règlement, des documents graphiques du règlement de la zone 7AU et de l'orientation d'aménagement « Secteur Ovalie » ;
- 18) **Quartier Croix d'Argent – mas Nouguier** : adaptation ponctuelle du règlement de la zone A permettant d'autoriser un changement de destination du mas, au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme, et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé R5 pour parc public ;
- 19) **Quartier Hôpitaux-Facultés – faculté de Médecine** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement de la zone 3U2 ;
- 20) **Quartier Hôpitaux-Facultés – bois de Montmaur** : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-2b ;
- 21) **Quartier Hôpitaux-Facultés – Croix Lavit** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1e le long de la rue Robert Capa ;
- 22) **Quartier Hôpitaux-Facultés – rue de la Croix Verte** : création d'un emplacement réservé pour voirie entre la rue de la Croix verte et la commune de Grabels ;
- 23) **Quartier Mosson – ZAC du Coteau** : extension du secteur de zone 3U1-1 sur le collège d'Alco ;
- 24) **Quartier Mosson – Celleneuve** : création d'un emplacement réservé pour cheminement piéton entre la rue Favre de Saint Castor et le parc Azéma ;
- 25) **Quartier Plan des Quatre Seigneurs – secteur Thomassy** : identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme au nord de l'avenue Vincent Auriol, sur les berges du ruisseau Vallat du Fesquet, et en limite communale le long de l'aqueduc Saint-Clément, et prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément ;

- 26) **Quartier Plan des Quatre Seigneurs – avenue du Pic Saint Loup** : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1b le long de l'allée du Monte Cinto ;
- 27) **Quartier Port Marianne – mas de Julien** : création d'un emplacement réservé pour voirie entre l'avenue Albert Einstein et la rue de la Mogère ;
- 28) **Quartier Port-Marianne – ZAC Richter** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 1U7-4 ;
- 29) **Quartier Port-Marianne – ZAC Jardins de la Lironde** : adaptation ponctuelle de l'emplacement réservé C81 entre la rue des Albatros et la rue du Capitaine Pierre Pontal ;
- 30) **Quartier Port-Marianne – ZAC Consuls de Mer** : adaptations ponctuelles du règlement et des documents graphiques du règlement du secteur de zone 6AU-2 et création d'une zone 1U9 sur le secteur du chemin de Moularès et le long de l'avenue Germaine Tillion ;
- 31) **Quartier Port-Marianne – Pompignane – avenue Alphonse Juin** : extension du secteur de zone 1U2-6 et de l'emplacement réservé C207, et création d'un emplacement réservé pour cheminement piéton entre l'avenue Alphonse Juin et le parc des Pastourelles.

La procédure donnera lieu à l'organisation d'une enquête publique qui fera l'objet d'une large publicité et qui sera conduite par un commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif.

Le projet de modification sera notifié, avant ouverture de l'enquête publique, au préfet et personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal :

- de prescrire la modification du plan local d'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013

Hélène MANDROUX



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

QUARTIER HOPITAUX FACULTES Secteur Croix Lavit Instauration d'un périmètre d'étude (art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Situé au nord ouest la ville de Montpellier, le secteur Croix Lavit s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre l'avenue Hemingway et la route de Ganges, jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur « périphérique » se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Ce secteur présente en partie aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Face à ce constat, la Ville a mené une étude urbaine sur le secteur Croix Lavit en 2012. Cette étude a permis, sur la base d'un diagnostic urbain, de définir les perspectives d'évolution du secteur et de proposer une programmation urbaine à terme, au regard du tissu urbain existant et des futures reconversions.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

En conséquence, il est proposé :


- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur Croix Lavit,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111.10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

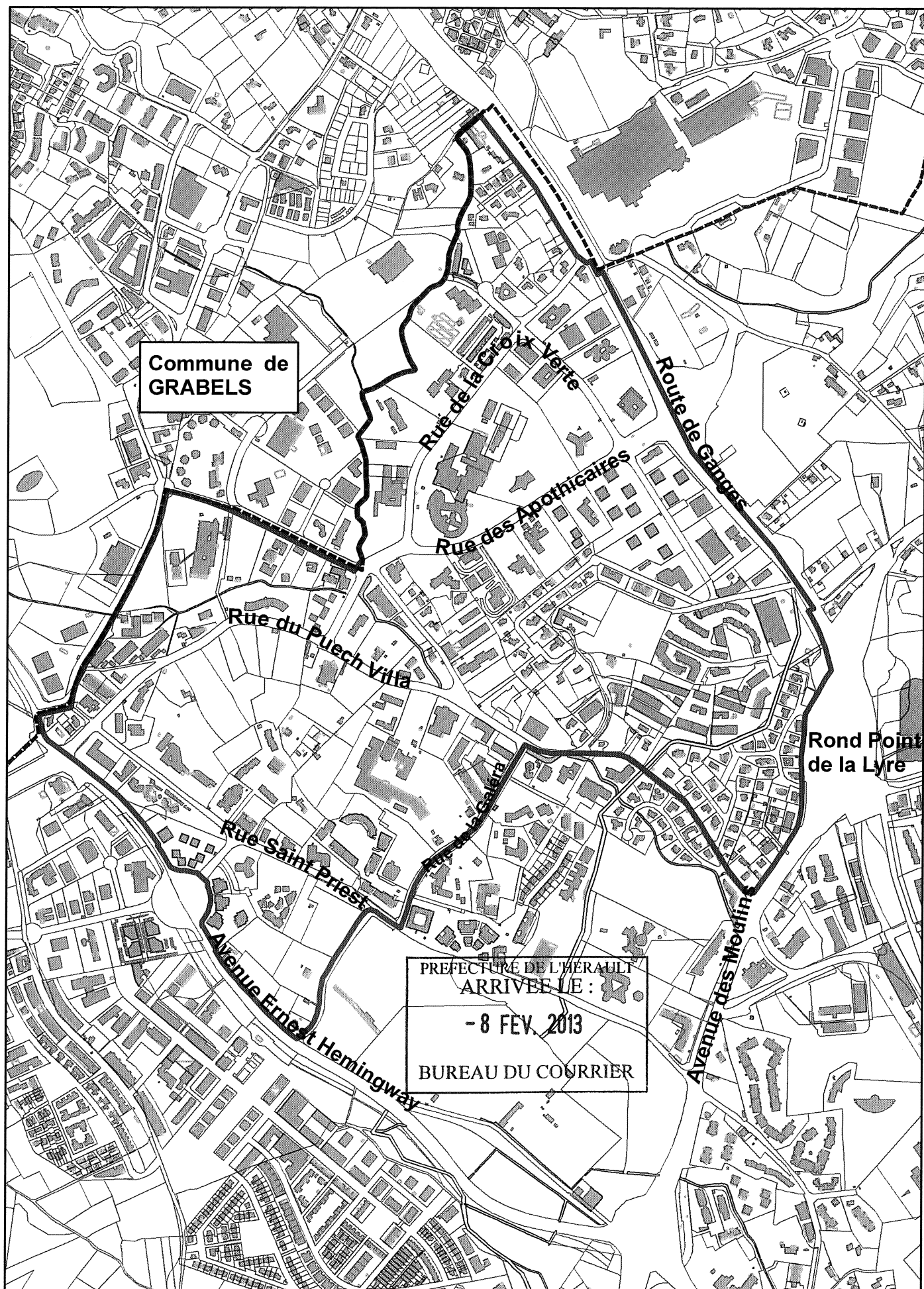
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013

Hélène MANDROUX

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier (Hérault). The seal features a central emblem with a sun, a star, and a figure, surrounded by the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)". Overlaid on the seal is a large, stylized handwritten signature in black ink.



**PLAN DU PERIMETRE D'ETUDE DU SECTEUR CROIX LAVIT
(annexe à la DCM du 4/02/2013)**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 1 Agrément de candidature CIRMAD Grand Sud .

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...).

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha .

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, en cours d'agrandissement et de modernisation, 4 lignes de tramways... .

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CIRMAD Grand Sud en vue de la cession d'un terrain permettant, sur le lot 1 de la ZAC, la réalisation de 2 hôtels, d'un centre d'affaires, de 12 logements collectifs et d'une brasserie.

Dénomination du candidat : CIRMAD Grand Sud
5-7 avenue de Poumeyrol
69300 Caluire et Cuire

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot 1

Parcelles cadastrées : section EW n°562

Surface du lot : 1 718 m²

Nature du projet : un hôtel 4 étoiles et un hôtel 3 étoiles
un centre d'affaires
12 logements collectifs en accession libre
une brasserie

SHON envisagée : 9 538 m² SHON

SHON maximale autorisée : 9 600 m² SHON

La SERM précise que la candidature de CIRMAD Grand Sud prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CIRMAD Grand Sud pour la construction d'un hôtel 4 étoiles et d'un hôtel 3 étoiles, d'un centre d'affaires, de 12 logements collectifs en accession libre et d'une brasserie sur le lot 1 de la ZAC Nouveau Saint Roch ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 4C ACM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieuoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 4C de la tranche 4.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°238

Surface du lot : 1665 m²

Nature du projet : 64 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 4 646 m² SDP
4 870 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

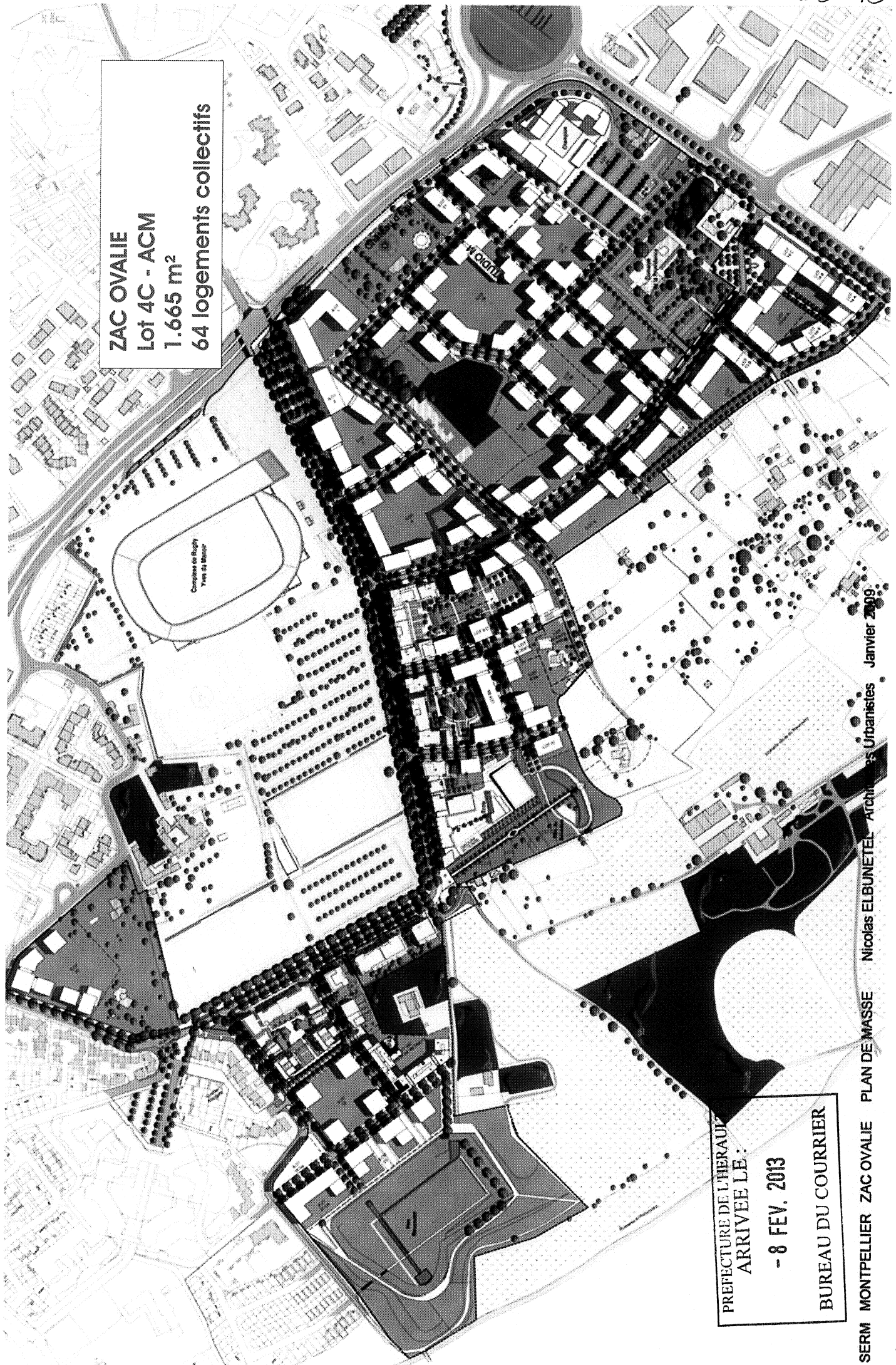
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013


Hélène MANDROUX


ZAC OVALIE
Lot 4C - ACM
1.665 m²
64 logements collectifs



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A1 ACM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieu Coulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 18 A1 de la tranche 5.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PC n°173

Surface du lot : 925 m²

Nature du projet : 23 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 1 763 m² SDP
1 850 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.


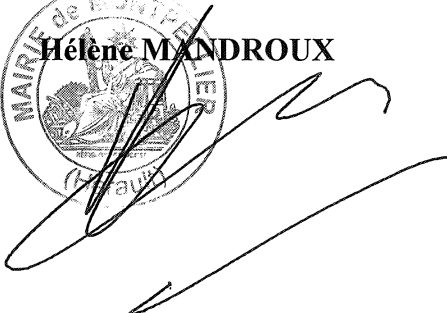
En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013


Hélène MANDROUX


ZAC OVALIE
Lot 18A1 - ACM
925 m²
23 logements collectifs

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 5 - lot 18 A2 ACM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucaulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 18 A2 de la tranche 5.

Maître d'ouvrage : ACM

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PC n°173

Surface du lot : 925 m²

Nature du projet : 21 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 1 529 m² SDP

1 600 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013



Hélène MANDROUX

ZAC OVALIE
Lot 18A2 - ACM
925 m²
21 logements collectifs

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURP

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Foncier Elargissement de la rue de Montasinos Propriété Raout

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre des travaux de mise en sécurité de la rue de Montasinos, la Ville de Montpellier souhaite réduire la largeur de la voie à 6 mètres et élargir les trottoirs, dans le but de limiter la vitesse des véhicules et de sécuriser les cheminements piétons. Cette opération est mise en œuvre dans le cadre de l'emplacement réservé C21 inscrit au PLU.

Ces aménagements nécessitent l'acquisition foncière d'une emprise d'environ 8m², à extraire de la parcelle BN 46, propriété de la famille Raout.

L'emprise exacte sera définie par un géomètre expert qui établira le document d'arpentage.

Lors des négociations, les propriétaires ont accepté la cession de ce terrain à la Ville pour l'euro symbolique avec, pour contrepartie, la prise en charge par la Ville des travaux de reconstitution du mur de clôture et la pose d'un nouveau portail.

La famille Raout a donné son accord à cette proposition et accepte la signature d'une promesse de vente avec prise de jouissance anticipée avant la signature de l'acte notarié, permettant de ne pas retarder le chantier en cours.

Il est proposé de saisir le notaire des vendeurs, Maître GOIJON VANSUYT à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d’acquérir une emprise d’environ 8m², à extraire de la parcelle BN 46, nécessaire aux travaux de mise en sécurité de la rue de Montasinos, auprès de la famille RAOUT, à l’euro symbolique ;
- de prendre en charge le coût de la reconstruction du mur de clôture avec la pose d’un portail, sur les crédits de l’opération ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître GOUJON VANSUYT à Juvignac, pour rédiger l’acte notarié aux frais de la Ville ;
- d’autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l’Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Foncier Rue Tibidabo Vente d'un délaissé à la société IBERO

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre d'un projet immobilier, la société IBERO propose d'acquérir une emprise de 160 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée EP 332, afin d'améliorer l'accès piéton à deux appartements créés en rez de chaussée et valoriser ainsi son opération.

Cet espace n'est d'aucune utilité pour la Ville et représente un coût d'entretien pour le service des espaces verts. Il est donc proposé de vendre ce délaissé au prix fixé par les services fiscaux, à condition que cette emprise ne soit pas bâtie mais constitue un espace d'agrément pour les appartements réalisés.

Les services fiscaux ont évalué le terrain, dénué de toute constructibilité, à 43 € le m², soit 6 880 € (six mille huit cent quatre-vingts euros) pour 160 m².

Par ailleurs, l'acquéreur s'engage à arracher une partie de la haie de pyracanthas en mauvais état et devra réaliser une clôture pour délimiter la propriété privée. A noter que le cheminement piéton est maintenu.

Maître SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la Société IBERO. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il est proposé :

- de céder une emprise de 160 m² issue de la parcelle EP 332 à la société IBERO, pour un montant de 43€/m², conformément à l'estimation des services fiscaux, soit 6 880 € pour 160 m² ;
- de saisir Maître SOULAS-BERTRAND, notaire, pour rédiger l'acte notarié, aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal Municipal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault

**BRIGADE D'EVALUATION.**

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 3 décembre 2012.

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet: Parcelle EP 332 en partie.

Affaire suivie par Mme Bourrat.

Référence: dossier n° 2012.172V2242.

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Situation des biens : Parcelle cadastrée EP 332 pour 1 870 m² sise rue Tibidabo à MONTPELLIER.

3- Urbanisme applicable : Zone 2U1-1c du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 avec dernière mise à jour du 24 mai 2011. Emprise dépourvue de droits à construire.

4- Désignation sommaire :

Emprise d'environ 100 m² en forme de bande et en nature d'espace vert longeant un immeuble collectif.

5- Evaluation des biens : (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

La valeur vénale de cette emprise, dépourvue de droits à construire, est estimée à 4 300 €.

soit 43 €/m²

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

- 8 FEV. 2013

BUREAU DU COURRIER

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Foncier Chemin piéton - Parc Malbosc Acquisition emprise propriété Nexity

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La société Nexity Georges V Languedoc Roussillon est restée propriétaire d'une emprise de terrain d'une superficie de 936 m² environ, dans le quartier Mosson, à proximité de son opération abritant une résidence étudiante de 141 logements.

Cette emprise est comprise entre l'avenue de l'Europe et le parc Malbosc et permet un accès direct à la station « Hauts de Massane » de la ligne 1 de tramway.

Il est proposé d'acquérir ce terrain pour réaliser un cheminement piéton public. Une emprise de 936 m² environ sera à extraire des parcelles TO 187, TO 188, TO 190 et TO 189 par un géomètre expert.

La société Nexity a réalisé les enrochements nécessaires au soutènement et propose de céder ce terrain à la Ville à l'euro symbolique, cession qui mettra fin aux charges d'entretien qu'elle assure jusqu'à ce jour.

Dès que la Ville sera propriétaire, des travaux seront entrepris afin d'améliorer les accès.

Maître Anne Vidal, notaire à Montpellier, a déjà rédigé les actes de transfert de propriété sur ce secteur. Il est proposé de lui confier la rédaction de l'acte, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir une emprise de terrain de 936 m² environ, à l'euro symbolique, auprès de la société Nexity Georges V, pour les besoins d'un cheminement piéton qui permet d'ouvrir le parc Malbosc sur l'avenue de l'Europe et la station de tramway « Hauts de Massane » ;

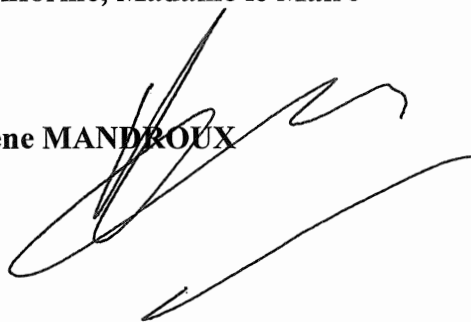
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Anne Vidal, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F. Secteur Pas-du-Loup / Rieucoulon parcelles cadastrées PE 506 PE 14 PC 28

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) renouvelle un câble souterrain afin de sécuriser l'alimentation électrique du quartier la Martelle. Ce câble sera posé sur les parcelles cadastrées PE 506, PC 14 et PC 28, propriété de la Ville le long du ruisseau du Rieucoulon. Une bande de terrain 3 mètres de large sur une longueur d'environ 470 mètres sera impactée par ces travaux.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur ces parcelles.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par Maître Poudou, notaire à Béziers, qui est chargé par ERDF de la publication de tous les actes de ladite société.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage souterrain d'un réseau d'électricité sur les parcelles cadastrées PE 506, PE 14 et PC 28, moyennant une indemnité forfaitaire de 20 € ;
- de demander à Maître Poudou, notaire à Béziers, d'établir un acte notarié aux frais d'ERDF ;
- d'imputer la recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

Affaire : **D325/065883** suivie par : **Frédéric SABATIER**Commune de : **MONTPELLIER**
Département de **L'HERAULT**Ligne électrique souterraine (tension et tracé) : **20kv renouvellement HTA CPI PRISME - RIEUCOULON****CONVENTION DE SERVITUDES**

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92085 Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Karim RAFAI, agissant en qualité de responsable de l'unité Réseaux Electricité Languedoc Roussillon sis, 382, Rue de TRENCANEL - 34926 MONTPELLIER CEDEX 9, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et,

Madame le Maire représentant la Commune de Montpellier

Demeurant 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2

Agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrain sis lieu-dit PAS DU LOUP à MONTPELLIER

Désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire »,

D'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/ appartiennent :

Commune	Section(s)	Numéro(s)	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et culture (Cultures légumières, prairies, Pacage, bois, forêt...)
MONTPELLIER	PE	506	PAS DU LOUP	
MONTPELLIER	PE	14	PAS DU LOUP	
MONTPELLIER	PC	28	PUECH CHEVALIER	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- Exploitée(s) par lui-même
- Exploitée par M, habitant, qui sera indemnisé directement par ERDF en vertu du dit décret s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- Non exploitée(s)

(*) ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 – Droits de servitude consentis au distributeur

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à ERDF, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants:

1/ Etablir à demeure dans une bande de trois mètres de large, une canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ quatre cent soixante dix mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ ~~Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de néant mètres~~

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de remplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'ERDF pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 : Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1^{er}.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er} de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(s) visé(s) à l'article 1^{er}, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur.
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnité

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, ERDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (*inscrire la somme en toutes lettres*).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles⁴ conclus entre la profession agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

⁴ Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatif à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur les quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à ERDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître notaire à, les frais dudit acte restant à la charge d'ERDF.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques défini à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

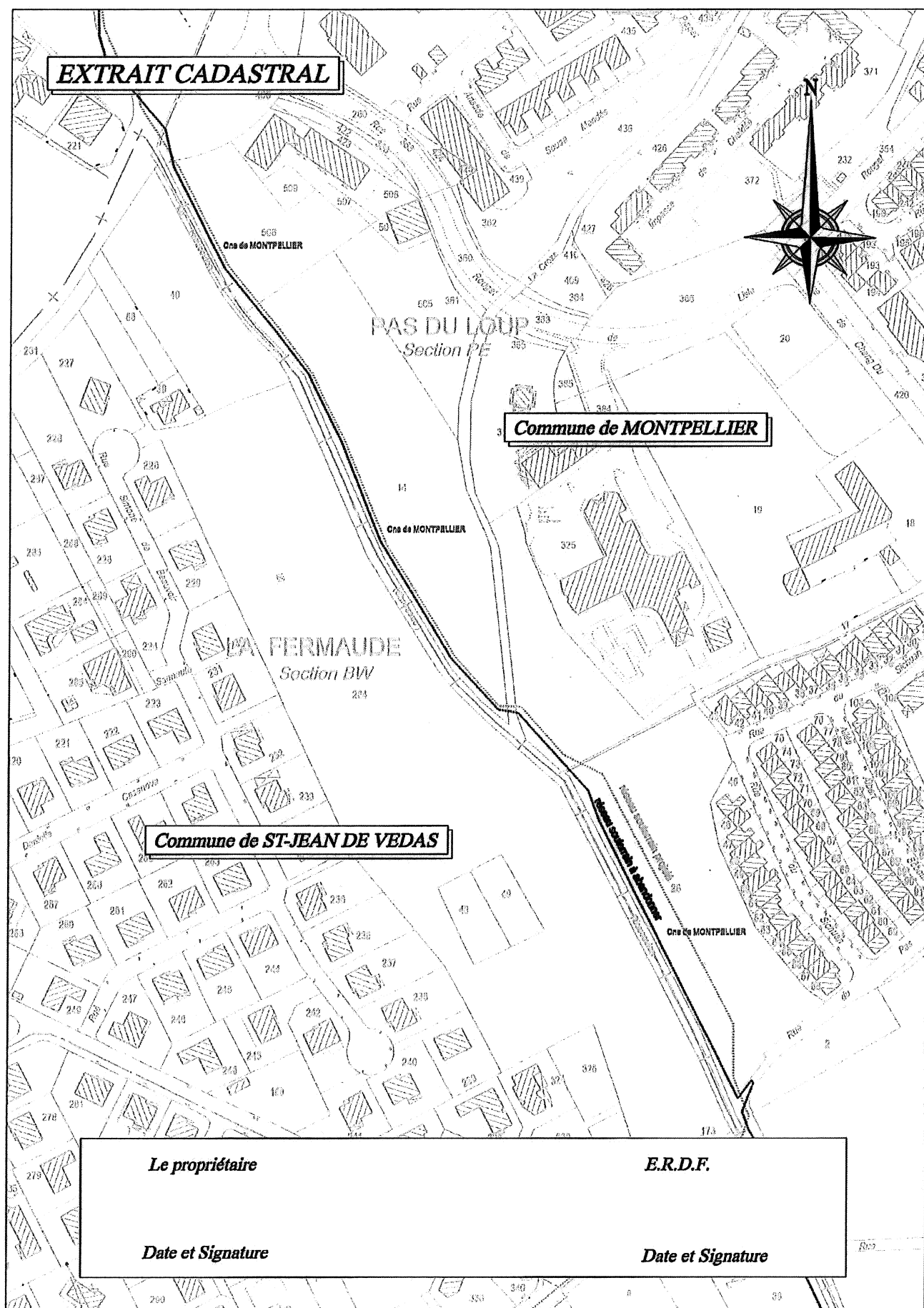
A....., le.....

A....., le.....

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

(1) faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »



Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

ZAC Port Marianne-Parc Marianne extension Groupe scolaire Chengdu Acquisition d'un terrain à la S.E.R.M. parcelle cadastrée SB 210

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil Municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Parc Marianne. Le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2006. L'extension de cette ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud, sur environ 15 hectares, un secteur intégrant le parc public et les terrains situés entre ce parc et la future voie Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² principalement de logements,
- un secteur d'environ 5 hectares à vocation essentiellement d'activités situé dans la plaine du Mas Carbonnier,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98 un secteur d'environ 2 hectares destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² de logements.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de cette ZAC, est propriétaire de la parcelle cadastrée SB 210 correspondant au lot 16 C d'une superficie de 2014 m², situé en zone 12AU-1 du plan local d'urbanisme.

Compte tenu de l'accroissement démographique prévisible dans ce quartier, la Ville doit acquérir ce terrain en vue de la construction d'un groupe scolaire de dix classes dénommé Chengdu d'une superficie de plancher de 2800 m². Ce bâtiment public, aménagé en façade de la future rue Ray Charles, bénéficiera d'équipements à forte performance énergétique. Il accueillera à la rentrée scolaire du mois de septembre 2013 une école primaire, un espace maternelle, un espace élémentaire, un centre de loisir sans hébergement et un restaurant scolaire.

La présente acquisition est conclue à l'euro symbolique car intégrée comme participation de l'aménageur au titre des équipements publics de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} octobre 2012 modifiant son programme des équipements publics.

Les services fiscaux ont évalué ce bien au prix de 336 000 € par avis du 5 juillet 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée SB 210 propriété de la SERM représentant le lot 16 C de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne d'une superficie de 2014 m², afin de construire le groupe scolaire Chengdu,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

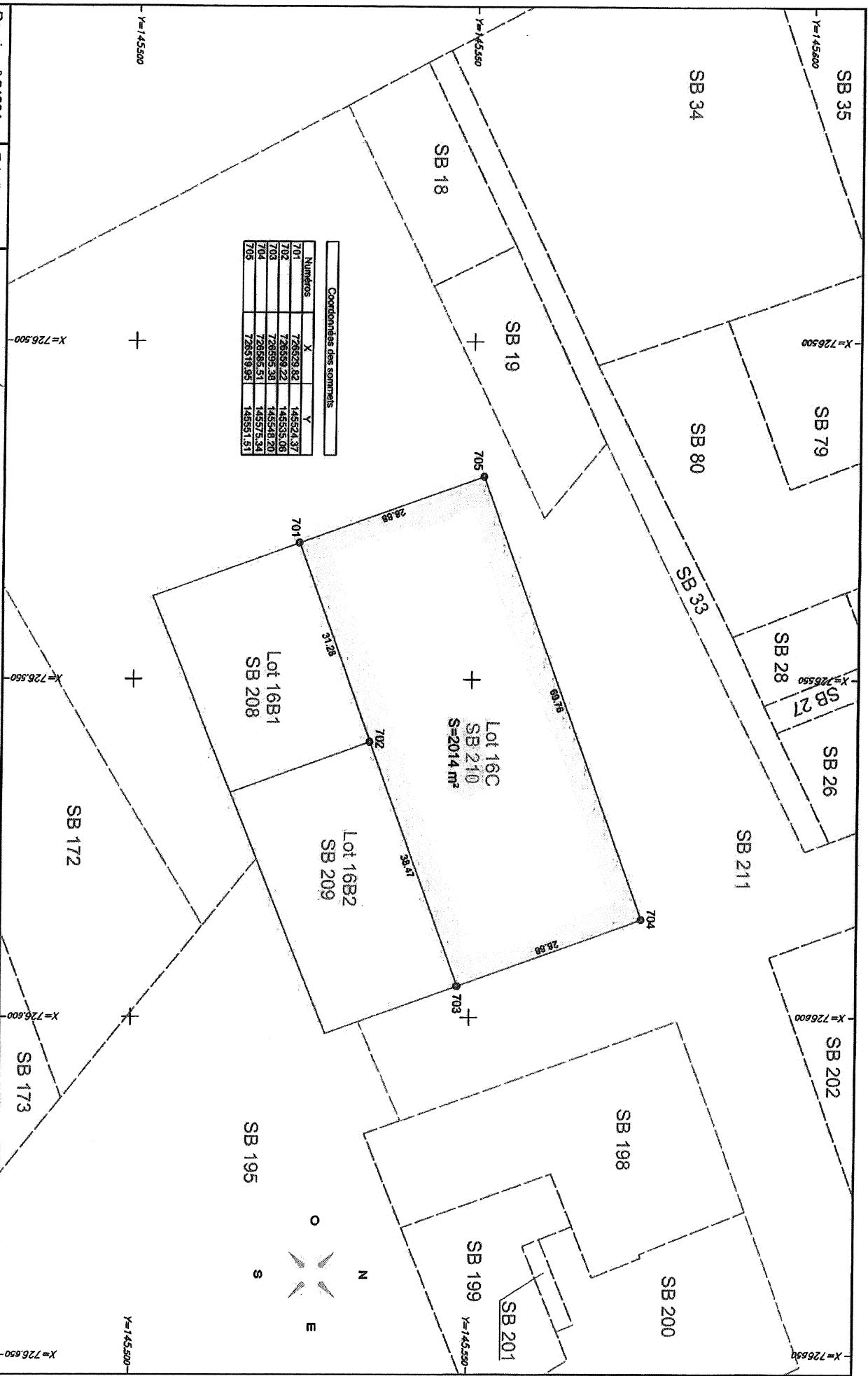
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 05/02/2013



Coordonnées des sommets		
Nombres	X	Y
701	726529.82	145524.37
702	726539.22	145533.06
703	726595.38	145548.20
704	726585.51	145575.34
705	726519.95	145551.51

Dossier n° 21284
Echelle : 1/500
Date : 14/06/2012



Z.A.C. PORT MARIANNE / Parc Marianne Extension
CADASTRE SECTION SB n°208
PLAN DE BORNAGE DU LOT n°16C

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 26 juin 2012.

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

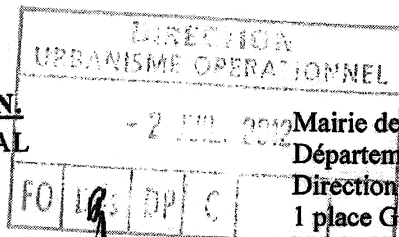
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr



Mairie de Montpellier

Département urbanisme et aménagement

Direction de l'urbanisme opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Objet: ZAC Port-Marianne-ParcMarianne extension.

Affaire suivie par Mme Grezoux.

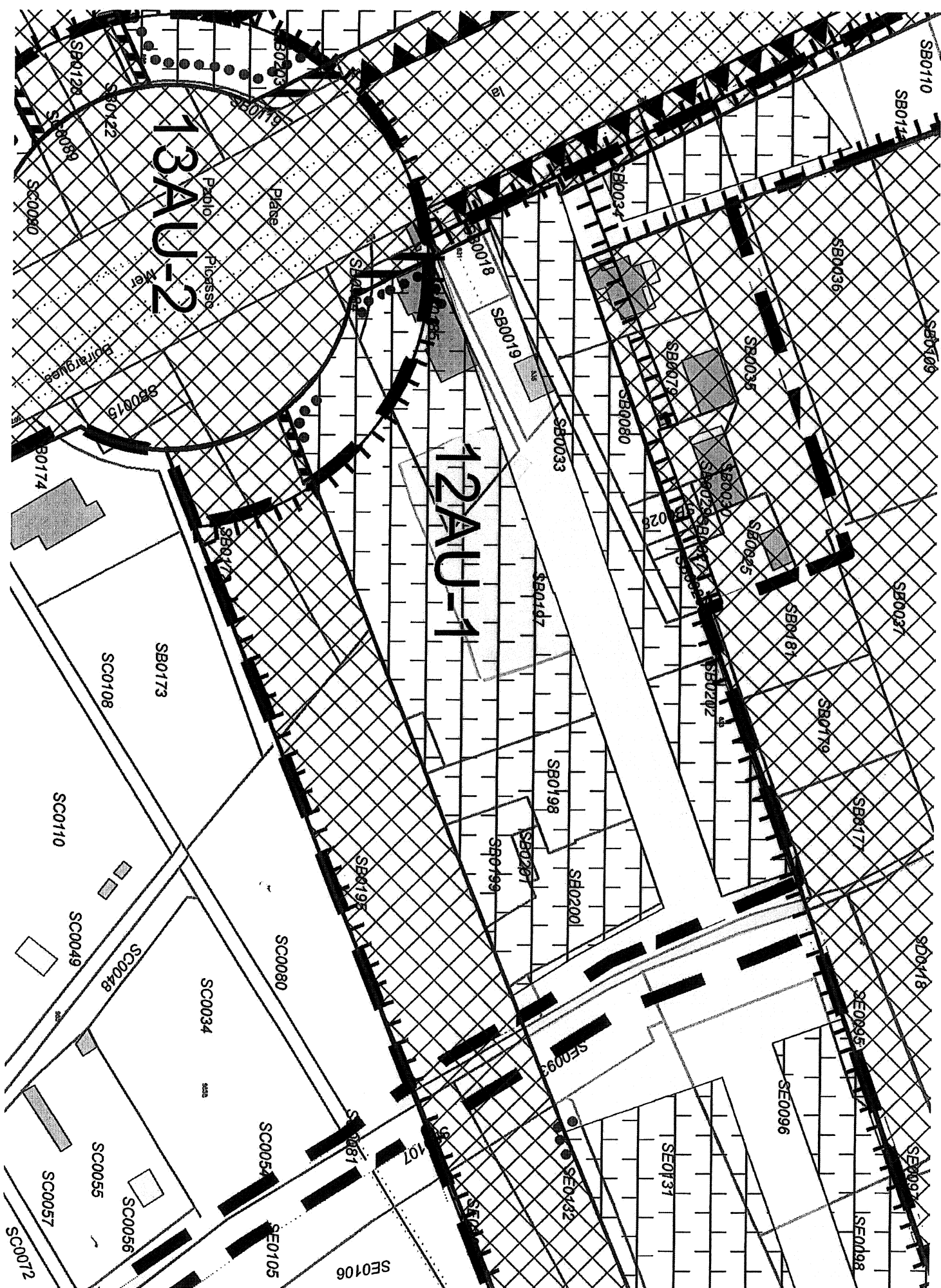
Référence: dossier n° 2012.172V1242.



- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées SB 185 et 197 représentant le lot 16 C d'une surface de 2 014 m² de la ZAC Port-Marianne-ParcMarianne extension à Montpellier.
- 3- **Propriétaire :** SERM.
- 4- **Description sommaire :** Lot destiné à la construction du groupe scolaire Chengdu pour une surface de plancher autorisée de 2 800 m².
- 5- **Urbanisme applicable :** Zone 12 AU-1 du PLU approuvé le 2 mars 2006 et mis à jour en dernier lieu le 24 mai 2011.
- 6- **Valeur vénale des biens:** (avec une marge de d'appréciation de +/- 10%)
La valeur vénale du lot concerné est de l'ordre de 336 000 € sur la base d'un prix unitaire de 120 € le m² de surface de plancher.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE





Mission Grand Coeur
Patrimoine historique -
Ravalement

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 48

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
- 8 FEV. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

PARC DE LA GUIRLANDE Déclaration de travaux Réalisation d'un mur de clôture

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le parc de la Guirlande est un site inscrit à l'Inventaire des sites pittoresques de l'Hérault depuis 1976. Le site, ancien jardin privé du XVIII^e siècle, est la propriété de la Ville depuis 1978, il abrite la Maison pour tous Albertine Sarrazin.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine de la cité Gély (restructuration des espaces publics), il est prévu de remettre l'entrée piétonne du parc (place Agrippa d'Aubigné) à son emplacement d'origine car le portillon d'accès actuel sera condamné par l'immeuble de logement de l'association Foncière Logement.

Le projet consiste à restaurer le portail d'origine, qui n'était plus utilisé pour des raisons de sécurité, et à réaliser de part et d'autre une clôture composée d'un mur bahut surmonté de grilles.

Le montant des travaux est estimé à 40 000 € TTC.

S'agissant d'un site inscrit à l'Inventaire des sites pittoresques de l'Hérault, ces travaux sont soumis à autorisation et doivent recueillir l'avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer la déclaration préalable,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903 du CRB 28500,

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tout autre document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013



Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Ecole élémentaire Jean JAURES - Protocole d'accord Ville - Société SMAC suite à des dégâts des eaux

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Geneviève Anthonioz De Gaulle - Jean Jaurès par la Ville de MONTPELLIER, en 2004, la société SMAC a réalisé l'étanchéité des terrasses accessibles ou inaccessibles et des couvertures du bâtiment, y compris les travaux annexes nécessaires à la finition des ouvrages.

Dès 2006, d'importantes infiltrations d'eau ont été constatées, notamment dans la salle de restaurant de l'école maternelle. La Ville a alors informé la société SMAC de ces problèmes, laquelle est intervenue pour reprendre une partie des désordres.

Toutefois, de nouvelles infiltrations d'eau se sont produites à plusieurs endroits dans l'école en 2009 puis en 2010. La Ville a informé l'entreprise SMAC de ces désordres à plusieurs reprises.

Devant l'absence d'intervention de la société SMAC, la Ville de MONTPELLIER a souhaité préserver ses droits et a saisi le Tribunal Administratif pour que soit instaurée une mesure d'expertise judiciaire.

Par ordonnance du 14 septembre 2011, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville et a désigné Monsieur CRIADO ès qualités d'expert judiciaire. Monsieur CRIADO a déposé son rapport d'expertise le 20 octobre 2012.

Dans un souci de résolution de cette situation affectant depuis plusieurs années le fonctionnement de l'école Jean Jaurès, la Ville de Montpellier a proposé à la société SMAC un protocole d'accord conformément aux préconisations de l'expert. Il ressort du rapport que les infiltrations proviennent principalement d'un défaut d'étanchéité de la dalle. Les désordres ainsi que les coûts sont imputés selon le tableau reproduit à l'article 1 du protocole.

Les parties acceptent les conclusions de l'expert judiciaire quant à la répartition des responsabilités et le principe de reprise des désordres par la société SMAC sous la responsabilité d'une maîtrise d'œuvre privée, aux frais avancés par l'entreprise SMAC.

Le préjudice de jouissance, les frais d'expertise et une participation pour les honoraires d'avocat supportés par la commune feront l'objet d'un titre de recouvrement à l'encontre de la société SMAC d'un montant de 9 181,10 € TTC comme détaillé à l'article 5 du protocole ci-annexé, le montant des prestations réalisées par la maîtrise d'œuvre sera précisé ultérieurement..

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

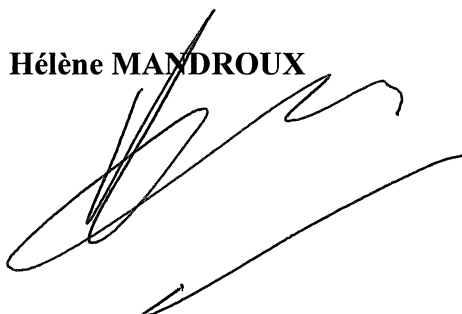
- D'approuver le protocole d'accord transactionnel « Commune de Montpellier – Société SMAC » joint en annexe.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le protocole d'accord en question et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013

Hélène MANDROUX

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de MONTPELLIER , agissant en la personne de son Maire en exercice, domiciliée à Hôtel de Ville,
1 Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2 ,

ci-après dénommée « Ville de MONTPELLIER »,

ET

L'entreprise SMAC ACIEROID, S.A. au capital de 4 300 00 euros, dont le siège social est situé au 40 rue Fanfan
la Tulipe - 92653 BOULOGNE BILLANCOURT, Agence de Montpellier, P.A. La Garrigue - Avenue des
Compagnons - BP 50 - 34172 CASTELNAU LE LEZ, prise en la personne de son représentant légal,

ci-après dénommée « société SMAC »,

Sommaire

ARTICLE 1 : Rappel du contexte factuel et procédural	2
ARTICLE 2 : Rapprochement des parties.....	3
ARTICLE 3 : Termes de la transaction.....	3
ARTICLE 4 : Dispositions à prendre avant, pendant et après les travaux	4
ARTICLE 4.1 : avant le chantier	4
ARTICLE 4.2 : pendant le chantier.....	4
ARTICLE 4.3 : après le chantier – Modalités de la réception	4
ARTICLE 5 : Modalités de facturation et de paiement à la charge de l'entreprise	4
ARTICLE 6 : Effets de la transaction - Désistement - Renonciation	5

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Rappel du contexte factuel et procédural

Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Geneviève Anthonioz De Gaulle - Jean Jaurès entreprise en 2004 par la Ville de MONTPELLIER, la société SMAC s'est vu confier la réalisation des prestations du lot n° 2 "Etanchéité Couverture".

Dans le cadre des travaux qui lui ont été confiés, la société SMAC devait réaliser l'étanchéité des terrasses accessibles ou inaccessibles et des couvertures du bâtiment, y compris les travaux annexes nécessaires à la finition des ouvrages.

Dès 2006, d'importantes infiltrations d'eau ont été constatées, notamment dans la salle de restaurant de l'école maternelle. La Ville a alors informé la société SMAC de ces problèmes, laquelle est intervenue pour reprendre une partie des désordres.

Toutefois, de nouvelles infiltrations d'eau se sont produites à plusieurs endroits dans l'école en 2009 puis en 2010. La Ville a informé l'entreprise SMAC de ces désordres à plusieurs reprises.

Devant l'absence d'intervention de la société SMAC, la Ville de MONTPELLIER a souhaité préserver ses droits et a saisi le Tribunal administratif pour que soit instaurée une mesure d'expertise judiciaire afin de déterminer l'origine des désordres ainsi que les responsabilités.

Par ordonnance du 14 septembre 2011, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville et a désigné Monsieur CRIADO ès qualités d'expert judiciaire.

Monsieur CRIADO a déposé son rapport d'expertise le 20 octobre 2012.

L'expert a précisé, après avoir réalisé, à l'aide de la société SMAC, des essais de mise en eau et d'arrosage, les causes et origines des désordres.

L'expert a conclu que les infiltrations provenaient principalement d'un défaut d'étanchéité de la dalle, notamment :

- dans le réfectoire : défaut d'étanchéité dans la zone des deux moignons de descente (l'un du côté de la cour de récréation, l'autre dans l'angle du local des chaudières)
- dans la salle de classe maternelle n° 1 : défaut d'étanchéité dans la zone des moignons de descente des pluviaux.

L'expert a précisé que l'entrée d'eau se produisait également au niveau de la gaine et des boîtiers incendie. La Ville de MONTPELLIER s'est chargée de procéder à la reprise de ces désordres.

L'expert a imputé les désordres aux différents intervenants ainsi que les coûts selon le tableau suivant, établi par l'expert lui-même :

Ecole maternelle Anthonioz de Gaulle – coût du sinistre			
Désignation	A charge SMAC € TTC	A charge Ville de Montpellier € TTC	Observations
Réfection étanchéité	Oui		Non chiffré, SMAC a proposé de prendre en charge cette intervention, avec accord des parties
Réfection revêtement souple	724.8		Voir devis en annexe 4
Maîtrise d'œuvre	2870.4		Voir estimation en annexe 3
Réfection murs plafond Salle de restaurant	2363.3		Voir devis en annexe 4
Repose dalle faux plafond classe n°1	119.6		Voir devis en annexe 4 limité à 5 m ²
Joints boîtiers		Oui	Non chiffré, relève de l'entretien des bâtiments à charge Ville Montpellier
Essais mise en eau	Oui		Valeur 2990 TTC déjà pris en charge par SMAC
Essais arrosage	- 897.0		A déduire du montant à charge SMAC
TOTAL	5181.1		

Enfin, l'expert s'est prononcé sur les préjudices subis par la Ville de MONTPELLIER et a reconnu l'existence d'un préjudice de jouissance estimé de l'ordre de 4095 € à 5850 €.

ARTICLE 2 : rapprochement des parties

Après le dépôt du rapport par l'expert, la Ville a proposé à la société SMAC de régler le différend à l'amiable et lui a proposé la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel. La société SMAC a accepté les termes de cet accord.

ARTICLE 3 : Termes de la transaction

A titre préliminaire, il sera précisé que les parties acceptent les conclusions de l'expert judiciaire quant à la répartition des responsabilités et quant au principe de reprise des désordres, notamment l'intervention de la société SMAC sous la responsabilité d'une maîtrise d'œuvre.

Les travaux seront ainsi réalisés, selon les principes définis par l'expert, sous la maîtrise d'œuvre d'une entreprise qui sera directement saisie et désignée par la Ville de MONTPELLIER.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Ville de MONTPELLIER, en ses services techniques de la Direction Travaux Maintenance Action Solidaire .

En outre, la société SMAC s'engage, par l'intermédiaire de son représentant légal, à souscrire toutes les assurances conformes à ce type d'ouvrage (À fournir avant tout début de chantier le formulaire NOTI2 , et des copies des assurances Dommage et responsabilité de moins de six mois).

En dernier lieu, la société SMAC s'engage à fournir tous les documents demandés par la maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage dans un délai raisonnable et à prendre à sa charge tous les surcoûts liés à son intervention qui pourraient apparaître lors de l'exécution des prestations. Enfin, la société SMAC fera

également son affaire de la prise en charge des essais et mises en eau nécessaires au contrôle des travaux réalisés et relevant de sa responsabilité.

ARTICLE 4 : Dispositions à prendre avant, pendant et après les travaux

ARTICLE 4.1 : avant le chantier

La société SMAC s'engage à fournir au maître d'œuvre tous les documents et plans nécessaires à la préparation du chantier et à participer, le cas échéant, à toutes réunions préparatoires.

ARTICLE 4.2 : pendant le chantier

La société SMAC s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la réalisation d'un chantier exécuté dans un bâtiment occupé par des enfants en termes de sécurité des personnels et des utilisateurs, en terme de propreté et de nuisances sonores ou autres. La société SMAC sera responsable de l'information, auprès des utilisateurs de l'établissement, sur le déroulement de ses prestations.

Toutes les prestations devront être réalisées, conformément aux demandes du maître d'œuvre et dans le respect des « règles de l'art » et des textes en vigueur.

ARTICLE 4.3 : après le chantier – Modalités de la réception

Comme indiqué à l'article 3, il sera réalisé, préalablement à la réception, par la société SMAC, en présence du maître d'œuvre et de la Ville de MONTPELLIER, à des essais de mise en eau et d'arrosage afin de contrôler les travaux effectués.

La société SMAC s'engage à informer la maîtrise d'œuvre de la date à laquelle les travaux seront considérés comme achevés. Elle fournira alors au maître d'œuvre un dossier des ouvrages exécutés.

La réception sera réalisée par le maître d'œuvre et la Ville de MONTPELLIER et fera l'objet d'un procès-verbal de réception, signé par les parties.

ARTICLE 5 : Modalités de facturation et de paiement à la charge de l'entreprise

La société SMAC s'engage, conformément à l'imputation et aux coûts retenus par l'expert, à prendre en charge :

a) le coût des travaux :

- | | |
|--|----------------|
| - Réalisation des travaux d'étanchéité | |
| - Réfection du sol souple | 724.80 € TTC |
| - Réfection murs plafond de la salle de restaurant | 2 363.30 € TTC |
| - Repose dalles faux plafond classe n°1 | 119.60 € TTC |

b) le coût de la maîtrise d'œuvre : estimé à 2870.40 € TTC

c) les frais d'expertise supportés par la Ville de MONTPELLIER, dont le montant a été fixé par le Tribunal administratif de Montpellier par ordonnance du 15 novembre 2012 à 2 681.10 € TTC.

d) le préjudice de jouissance supporté par la Ville de l'ordre de 4 095 à 5 850 € selon l'estimation de l'expert. Il sera retenu pour ce préjudice un montant de 5 000€.

e) la participation pour le coût supporté par la Ville pour les honoraires d'avocat évaluée à 1 500 €.

Les travaux de reprise des dégradations causées par les infiltrations (faux plafond, murs, sol souple...) seront directement pris en charge par la société SMAC.

Les prestations réalisées par la maîtrise d'œuvre seront réglées directement par la Ville de MONTPELLIER. La Ville de MONTPELLIER émettra ensuite un titre de recettes à l'encontre de la société SMAC pour recouvrer cette somme. Il est précisé que le montant n'est pas déterminé le jour de la signature du protocole puisque les parties n'ont à leur disposition qu'une estimation réalisée par l'expert.

Les sommes dues à la Ville de MONTPELLIER par la société SMAC au titre des frais d'expertise, du préjudice de jouissance et des honoraires d'avocats seront réglées par ladite société dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recouvrement que fera émettre la Ville. La Ville de MONTPELLIER demandera ainsi aux services de la Trésorerie d'émettre un titre de recettes à l'encontre de la société SMAC d'un montant de 9 181.10 € TTC.

ARTICLE 6 : Effets de la transaction - Désistement - Renonciation

Le présent protocole d'accord, dont les annexes font partie intégrante, prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Il lie les parties jusqu'à la fin prévisible des clauses comme prévu dans ce présent protocole. La société SMAC devra réaliser les travaux dans un délai de 9 semaines à compter de la signature du protocole d'accord et devra s'acquitter des sommes dues sur présentation des titres de recettes dans les délais impartis.

En outre, les parties aux présentes :

- reconnaissent et conviennent expressément que le respect des obligations mises à la charge de chacune des parties est directement conditionné par le respect par l'autre partie de ses propres obligations ;
- s'engagent à exécuter de bonne foi et à titre irrévocable le présent accord qui règle définitivement, sans exception ni réserve, les comptes pouvant exister entre elles ;
- s'interdisent expressément de remettre en cause la présente transaction en l'une quelconque de ses dispositions, pour quelque cause que ce soit, fût ce pour une erreur de droit ou de fait ;

Le présent accord transactionnel aura entre les parties le même effet juridique qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Chaque partie reconnaît expressément avoir eu le temps nécessaire et bénéficié de tous les conseils utiles pour mesurer l'exacte portée de ses engagements avant de donner son entier consentement sur les termes de la présente transaction.

Tout litige né de la conclusion, l'exécution, l'interprétation ou l'inexécution du présent accord sera de la compétence exclusive du Tribunal administratif de MONTPELLIER.

Le présent protocole ne concerne pas les désordres susceptibles de résulter de l'exécution des travaux de reprise pour lesquels les parties conservent l'intégralité de leurs droits, actions et prétentions. En outre, il a pour objet exclusif de régler les préjudices tels que décrit dans le rapport d'expertise. Il ne s'oppose pas à toute action, notamment judiciaire, pour tout désordre ultérieur, annexe...

Liste des annexes :

Annexe 1 : Rapport d'expertise judiciaire de Monsieur CRIADO du 20 octobre 2012

Fait en trois exemplaires, à Montpellier le

Pour la SMAC

**pour la Ville de Montpellier
Le Maire de MONTPELLIER**

**Direction Jeunesse Sports
emploi et Logement**
Service Ressources Logement
Emploi

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2012 / 50

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, An
BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tati
CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOS
Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMA
Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE V
Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORAL
Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUR
Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBE
Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Rich
MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Règlement d'attribution des subventions relatives à la prise en charge de la prime d'assurance de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) en faveur de propriétaires louant leur bien à de jeunes actifs:

« Clé Montpellier Logement GRL »

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes actifs rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Dans ce cadre, le conseil municipal a voté en date du 17 décembre 2012 la mise en œuvre d'un accord partenarial entre la Ville de Montpellier et les acteurs d'Action Logement (1% logement) dont l'APAGL et trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL Méditerranée, CILEO et Astria) autour de l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

Cet accord s'appuie sur le développement de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) qui constitue un dispositif de sécurisation des rapports locatifs pour des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution qui sont habituellement demandées.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à prendre en charge le coût de la prime d'assurance « Garantie des risques locatifs (GRL) » pour des propriétaires s'engageant à louer leur bien à des jeunes actifs pour une durée de un an maximum.

Afin de mettre en œuvre cette nouvelle action, faisant partie intégrante du dispositif Clé Montpellier Logement, il est donc proposé d'approuver le règlement d'attribution de cette subvention fixant différentes modalités et conditions dont :

- les publics éligibles : les jeunes actifs de moins de trente ans sous plafonds de ressources équivalent aux plafonds HLM (PLUS).

- Le montant de la subvention limitée à 3,04% du montant du loyer et des charges.
- Les modalités de saisine, d'instruction, d'octroi et de versement de la subvention.

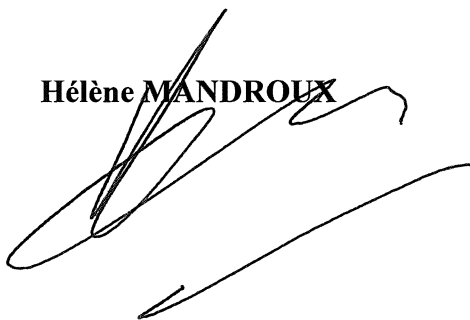
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le règlement d'attribution, annexé à la présente délibération.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Publiée le : 05/02/2013

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES
SUBVENTIONS RELATIVES A LA PRISE EN
CHARGE DE LA PRIME D'ASSURANCE DE LA
GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS, EN
FAVEUR DES PROPRIETAIRES LOUANT LEUR
BIEN A DES JEUNES ACTIFS

« Clé Montpellier Logement-GRL »

Ville de Montpellier

Février 2013

Article 1 : Objet

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

2.2 Les plafonds de ressources

2.3 Les conditions spécifiques

Article 3 : La subvention

Article 4 : Les modalités d'attribution

4.1 Saisine du dispositif

4.2 L'instruction et la prise de décision

4.3 Les recours sur les décisions

4.4 Le versement de l'aide

Article 5 : Modification du dispositif

Article 1 Objet

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel des jeunes.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

Pour cette mise en œuvre, la ville de Montpellier a engagé un partenariat avec les acteurs locaux d'Action Logement : CIL Méditerranée, GROUPE CILEO et ASTRIA, sous l'égide de l'APAGL. L'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives (APAGL), association loi 1901, garantit la finalité sociale du dispositif et en assure la coordination globale à l'échelle nationale tout en mettant en place un traitement social adapté, pour lutter contre l'expulsion locative.

La Garantie universelle des Risques Locatifs permet de couvrir les impayés de loyers, la remise en état du logement en cas de dégradations par le locataire et la prise en charge des frais en cas de contentieux juridique.

Elle permet de rassurer les bailleurs et de les inciter à louer leurs biens immobiliers à des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution.

La Ville de Montpellier prend donc en charge cette prime d'assurance pour un propriétaire dont le bien en location est situé sur le territoire de la Ville de Montpellier et contractant avec un locataire entrant dans les lieux, pour une durée maximale d'une année (ou jusqu'à la résiliation du bail le cas échéant).

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

Sont éligibles au présent dispositif d'aide de la Ville de Montpellier, les propriétaires s'engageant à louer leur bien à de jeunes actifs de moins de trente ans.

Sont considérés comme jeunes actifs :

- Les titulaires d'un contrat de travail : CDD, CDI, ou contrat d'Intérim,
- les jeunes en contrat de formation en alternance de plus de six mois,
- les demandeurs d'emploi indemnisés.

2.2 Les plafonds de ressources

Conformément à la réglementation de la GRL, la part du loyer dans les ressources du locataire doit être comprise entre :

- 28% à 50% pour les ménages en emploi stable (CDI),
- 0% à 50% pour les ménages concernés par la précarité au regard de l'emploi (CDD, en Intérim, en insertion professionnel, étudiants...).

Par ailleurs, conformément au dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes, les ressources du locataire ne doivent pas dépasser les plafonds suivants (équivalents aux plafonds HLM PLUS):

Catégorie de ménage	Nombre de personne composant le ménage	Plafond de ressources (revenu imposable n-1)
1	Personne seule	19 417
2	Deux personnes sans personne à charge	25 930
3	Trois personnes ou personne seule avec une personne à charge ou un jeune ménage sans personne à charge	31 183
4	Quatre personnes ou personne seule avec deux personnes à charge	37 645
5	Cinq personnes ou personne seule avec trois personnes à charge	44 284
6	Six personnes ou personne seule avec quatre personnes à charge	49 908
Pers. Suppl.		5 567

2.3 Les conditions spécifiques

Le logement doit être situé sur le territoire de la ville de Montpellier. Il doit être destiné à la résidence principale du locataire. Il peut être loué nu, ou meublé.

Le loyer mensuel (y compris charges et taxes locatives) ne doit pas dépasser 2000 € lors de la souscription du contrat d'assurance.

Sont exclus du dispositif les baux commerciaux, ruraux et professionnels ainsi que les logements faisant l'objet d'une sous-location.

Article 3 La subvention :

Le dispositif comprend la prise en charge financière de l'assurance souscrite par le bailleur.

La Ville prendra en charge le montant de la prime d'assurance sur une période de 1 an maximum, dans la limite de 3.04% du montant du loyer et des charges.

Article 4 Les modalités de versement

4.1 La saisine du dispositif

La demande de prise en charge par le propriétaire s'effectue grâce à un dossier unique.

Les pièces justificatives à fournir avec le dossier unique de demande d'aide, dûment rempli et signé par le demandeur sont :

- Une pièce d'identité
- Le bail
- Le certificat d'éligibilité
- Le contrat d'assurance

Le dépôt du dossier de demande d'aide s'effectue exclusivement auprès du prestataire désigné par la Ville de Montpellier pour la mission d'information et d'appui des propriétaires au montage des dossiers « Clé Montpellier logement GRL ».

4.2 L'instruction

Les dossiers complets, accompagnés d'une fiche « navette » sont transmis à la Ville de Montpellier (Service ressources Logement Emploi Insertion) qui vérifie la recevabilité de la demande, au vu du dossier constitué des pièces mentionnées article 4.1.

Tout dossier complet, jugé recevable au vu du présent règlement d'attribution, est transmis pour examen à la commission « Clé Montpellier logement GRL » qui émet un avis sur :

- L'octroi de la prise en charge,
- ou, le rejet circonstancié et motivé.

Les dossiers seront acceptés dans la limite des crédits prévus pour cette opération.

L'attribution de la prise en charge est notifiée au bailleur par Madame le Maire ou à défaut par l'adjointe déléguée, après vote du Conseil Municipal.

Le contrat dûment complété est joint à la notification d'attribution de l'aide au demandeur.

Il est précisé qu'en cas de fausse déclaration du demandeur, par rapport à son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 2 du présent règlement, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'émettre un titre de recette exécutoire permettant de recouvrer le montant de la subvention indûment perçue par le demandeur.

4.3 Les recours sur la décision

Lorsque le demandeur souhaite la révision d'une décision, il doit présenter un recours gracieux auprès de la Ville de Montpellier (Service Ressources logement Emploi Insertion) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.

Si des éléments nouveaux par rapport à la demande initiale sont joints, le dossier sera réétudié dans sa globalité afin de vérifier son éligibilité aux conditions fixées article 2 du présent règlement.

Dans ce cadre, une nouvelle décision sera alors notifiée au demandeur.

Si aucun élément nouveau n'est porté à la connaissance de la Ville de Montpellier, la demande de recours gracieux est rejetée.

En cas d'échec du recours amiable, le tribunal administratif est seul compétent.

4.4 Les modalités de versement de la subvention

A terme échu, le demandeur devra adresser à la Ville, Service Ressources Logement Emploi Insertion, la facture correspondant à l'année d'assurance GRL écoulée, ainsi qu'une copie de la dernière quittance de loyer.

Le remboursement intervient sur la base de la facture reçue.

Le Service Ressources Logement Emploi Insertion transmet l'ordre de paiement, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en paiement, à la direction des finances de la Ville de Montpellier.

Article 5 : Modification du dispositif

Il est précisé que toute modification du présent règlement sera soumise au vote du conseil municipal.

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Convention de partenariat Ville de Montpellier - Fédération Française de Volley Ball - CREPS de Montpellier - Ligue Régionale Volley Ball - Montpellier Beach Volley Préparation Jeux Olympiques de Rio en 2016 de Beach Volley

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier dans le cadre de sa politique sportive et de son soutien aux associations souhaite engager un partenariat avec la Fédération Française de Volley Ball, la Ligue LR de Volley Ball, le CREPS de Montpellier et l'association Montpellier Beach Volley afin d'accueillir au sein des structures municipales de la Rauze, la préparation d'équipes séniors masculines et féminines en prévision des Jeux Olympiques 2016 de Rio.

Dans ce cadre, il sera proposé à la Commission du Sport de haut Niveau du Ministère des Sports, la création d'un Centre de Préparation Olympique à Montpellier et la labellisation d'un Pôle France à l'association Montpellier Beach Volley, support du projet.

La création d'un Pôle France, à travers un Parcours d'Excellence Sportive, permettra aux athlètes de profiter des structures du CREPS de Montpellier et de bénéficier des programmes de surveillance médicale et d'accompagnement socio professionnel nécessaires pour répondre aux exigences du sport de haut niveau.

La prise en charge financière des programmes d'entraînements et compétitions par la Fédération Française de Volley Ball devrait être une garantie du projet sportif porté par l'Association.

La Ville de Montpellier mettra à disposition de l'association Montpellier Beach Volley les installations sportives nécessaires dans le cadre d'une convention de mise à disposition annuelle d'occupation du domaine public, permettant ainsi de contractualiser et de formaliser un fonctionnement et d'afficher aussi la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux.

Un soutien structurel, technique et financier sera ainsi apporté par la Ville de Montpellier à l'association, dans le cadre du vote des autorisations budgétaires annuelles.

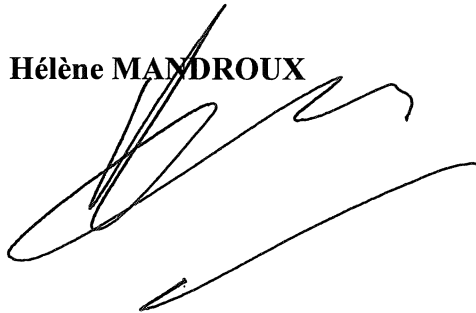
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Fédération Française de Volley Ball, la Ligue LR de Volley Ball, le CREPS de Montpellier et l'association Montpellier Beach Volley pour la préparation d'athlètes aux Jeux Olympiques de Rio 2016 en Beach Volley
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, le Conseiller Spécial Municipal délégué aux sports à signer tout document relatif à cette opération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Publiée le : 05/02/2013

Convention de Partenariat

**Ville de Montpellier / Fédération Française de Volley Ball / CREPS de Montpellier /
Ligue Régionale Volley Ball et Montpellier Beach volley**

«Jeux Olympiques de Rio 2016 en Beach Volley »

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

et

Monsieur FOCARD, Vice Président de la Fédération Française de Volley Ball (FFVB), habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du

ET

Madame DELOUTRE, Présidente de la Ligue Régionale de Volley Ball (LLRVB), habilitée à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du

ET

Monsieur MANSUY, Directeur du Centre de Ressources et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier, habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du

ET

Monsieur COSTALLAT, Président du Montpellier Beach Volley (MBV) habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques « Rio 2016 Beach Volley », la Ville de Montpellier, la Fédération Française Volley Ball, le CREPS de Montpellier, la Ligue Régionale de Volley Ball et le club Montpellier Beach Volley, souhaitent établir un projet de partenariat.

A ce titre, il sera proposé à la Commission du Sport de Haut Niveau du Ministère des Sports, la labellisation d'un pôle France (Parcours d'excellence sportive) ou Centre de Préparation Olympique basé au CREPS de Montpellier et associé aux structures du club Montpellier Beach Volley.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Dispositions générales

L'objectif de ce partenariat est de qualifier une équipe féminine et masculine au Jeux Olympiques de « Rio 2016 ».

Pour ce faire, les partenaires s'engagent à créer et développer un centre d'entraînement permanent et de préparation olympique « séniors » mixte à Montpellier, dans le cadre d'un Parcours d'Excellence Sportive (P.E.S.), lequel doit répondre aux nécessités de l'entraînement pour atteindre le plus haut niveau, et aux exigences de la vie scolaire, universitaire ou professionnelle.

Article 2 : Définition des contributions et engagements des partenaires

Article 2 -1 Contributions de la Ville de Montpellier

La Ville mettra à disposition de l'association Montpellier Beach Volley les installations sportives nécessaires à la pratique du Beach Volley et au développement d'un Pôle France « séniors », dans le cadre d'une convention annuelle d'occupation du domaine public.

L'association sera tenue de respecter les conditions d'occupation et de solliciter une autorisation de la Ville pour tous les projets sportifs, manifestations ou animations qui pourraient être organisés sur les installations municipales, par une demande écrite au moins 15 jours à l'avance.

Les modalités du soutien structurel, technique et financier de la Ville de Montpellier s'organiseront dans le cadre du vote des autorisations budgétaires annuelles.

Les relations et échanges entre les Villes de Montpellier et Rio, seront développées sur des projets gérés en partenariat avec la Direction des Relations Internationales.

Article 2-2 Contributions de la Fédération Française de Volley Ball

La FFVB est garante du projet sportif et accompagnera avec la Direction Technique Nationale, les athlètes et les cadres sportifs.

Une contractualisation avec EDF des joueurs et joueuses affectées à ce programme devra être entérinée.

La FFVB s'engage à prendre en charge les programmes d'entraînement et de compétitions des athlètes, notamment à travers le développement du « Beach Masters de Montpellier ».

Article 2-3 Contributions du CREPS

Le CREPS assurera, en liaison avec la FFVB, la formation et la préparation des sportifs de haut niveau et mettra en œuvre le double projet consistant à concilier la recherche de la performance sportive et la réussite scolaire, universitaire et professionnelle du sportif dans le cadre du Parcours d'Excellence Sportive de la FFVB.

Pour ce faire, le CREPS s'engage à soutenir la création et le développement du pôle à travers :

- l'accès aux installations sportives, salle de musculation, salle de réunion ;

- la coordination du Suivi Médical Règlementaire : SMR, traumatologie (convention CHRU Montpellier) ;
- le suivi kinésithérapie, le suivi psychologique, le suivi diététique ;
- l'accès à l'unité de récupération : sauna, bain froid ;
- la coordination du suivi post opératoire ;
- l'accompagnement du projet socio professionnel.

Article 2-4 Contributions de la Ligue Régionale de Volley Ball

La Ligue Régionale de Volley Ball, organe déconcentré de la Fédération Française, soutiendra par ses moyens humains et logistiques le projet du Parcours d'Excellence Sportive.

Article 2-5 Contributions du Montpellier Beach Volley

Le Montpellier Beach Volley est la structure labellisée, support du projet, qui mettra à disposition les moyens de son association pour répondre aux principes essentiels d'un P.E.S, à savoir :

- La permanence : Elle garantie une prise en charge globale des sportifs tout au long de l'année.
- La rigueur : Le respect d'un cahier des charges imposé aux structures d'accueil.
- L'équilibre : Chaque sportif doit retirer des avantages de son passage par le parcours de l'excellence sportive.
- La cohérence : Il convient de respecter les spécificités de chaque discipline, de privilégier et de veiller à la manière dont les sportifs fréquentent les différents pôles au gré de leur progression

Article 3 : Durée

La convention est établie pour une durée de un an, à compter de la saison sportive 2012-2013 et renouvelable par reconduction tacite jusqu'au 30 septembre 2016.

Article 5 : Promotion et Communication

Les partenaires s'engagent à valoriser les objectifs de qualification aux Jeux Olympiques de « Rio 2016 »

Toutefois, il ne pourra être fait de la publicité sur les terrains et installations qu'avec l'accord exprès de la Ville.

Les partenaires s'engagent à mentionner le logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports et moyens d'information qu'ils utilisent, quelque soit le support.

Article 5 : Résiliation de la Convention

La convention pourra être résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non respect par les partenaires des dispositions de la convention et notamment dans les cas suivants :

- le non respect de la vocation sportive des installations,

- le non respect des règlements d'utilisation des installations par les utilisateurs,
- en cas de force majeure pour des motifs tenant à l'intérêt général ou au bon ordre public,
- le non respect des plannings d'utilisation déterminés par la Ville de Montpellier.

Chacune des parties pourra, en outre, mettre fin à la présente convention avant son terme à charge pour elle d'en demander la résiliation moyennant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

*Le Maire de
la Ville de Montpellier*

*Le Vice-Président de
la Fédération Française de Volley Ball*

Hélène MANDROUX

*Le Directeur du
CREPS de Montpellier*

*Le Président de la
Ligue Régionale de Volley Ball*

*Le Président du
Montpellier Beach Volley*

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

QUARTIER MONTPELLIER CENTRE Construction de la Salle de boxe Jean FARRE Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 1er octobre 2012, la Ville de Montpellier a décidé de reconstruire la salle de boxe Jean FARRE au sein du quartier de Figuerolles. Pour ce faire, il a été validé le lancement d'une consultation à procédure adaptée pour un marché de maîtrise d'œuvre.

Afin de réaliser les travaux, et après que la maîtrise d'œuvre ait finalisé les études du projet, il a été lancé le 26 octobre 2012 un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28-1 du Code des Marchés et comprenant 10 lots.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises, étaient les suivants :

- la valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60 % de la note ;
- le prix des prestations comptant pour 40 % de la note.

A l'ouverture des plis le 20 novembre 2012, et après étude des candidatures, il a été décidé :

- de déclarer infructueux, le lot 10, chauffage, ventilation, plomberie, et de relancer un marché en procédure adaptée ;
- d'entamer une négociation sur les lots suivants :
 - lot 1 – Gros œuvre – Terrassement ;
 - lot 4 – Menuiseries extérieures alu – Serrurerie
 - lot 6 – Menuiseries intérieures
 - lot 9 – Electricité – Courant Faible.

Le 12 décembre 2012, toutes les entreprises ayant répondu au marché initial de ces lots, ont été convoquées pour entamer une négociation. Dès lors, les entreprises ont été invitées à faire une nouvelle offre à remettre le 19 décembre 2012.

La Commission d'appel d'offres en date du 8 janvier 2013 a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées :

LOTS	ENTREPRISES RETENUES		OBSERVATIONS
	NOM	Montant du Marché € HT	
Lot 1 – gros œuvre-terrassement	BEC CONSTRUCTION	179 710,19	Après négociation
Lot 2 - revêtement de façade	FACE & CO	14 572,00	
Lot 3 - charpente couverture métallique	ECIM	53 000,00	
Lot 4 - menuiseries extérieures alu serrurerie	ID METAL	59 095,97	Après négociation
Lot 5 - cloisons-plafonds	MIDI PLAFOND	23 368,50	
Lot 6 - menuiserie intérieures	ATELIER DUCROT	15 545,00	Après négociation
Lot 7 - chapes-carrelages - faïences	RED CONCEPT	12 494,90	
Lot 8 - peintures-revêtement de sol	ATELIER DU SOL	14 742,88	
Lot 9 - électricité - courant faible	JP ELEC	22 650,92	Après négociation
Lot 10 - chauffage-ventilation - plomberie-sanitaires			Marché infructueux Relancé en procédure adaptée
TOTAL en euros HT		446 930,36	

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur le Conseiller Municipal Spécial délégué aux Sports, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Direction Jeunesse Sports Logement Emploi :
Nature 2135, Fonction 90411, Programme 2011AP23 |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

I - Créations de postes :

Filière Technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création d'un poste.

II - Suppressions de postes :

Filière Technique :

Adjoint administratif 2^{ème} classe : Suppression d'un poste.

Adjoint Technique Principal 1^{ère} classe : Suppression de deux postes.

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'Attaché à temps complet est créé à compter du 01/03/2013 sur des fonctions de Directeur Technique du Théâtre Jean Vilar. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 05/02/2013

Hélène MANDROUX

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned below the printed name.

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Attributions de subventions Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définies par la réglementation en vigueur et par les documents suivant qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi:

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Trois modèles de conventions (selon le type de subvention: fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en trois catégories:

- Subvention de fonctionnement (F) pour la gestion des activités courantes de l'association;
- Subvention pour un projet (P) pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition...
- Subvention pour un investissement pour la réalisation de travaux, l'acquisition d'un véhicule ou du gros matériel (I).

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de 2013 et se répartissent comme suit:

- Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5417	ASSOCIATION DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	P	500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	F	500 €
5699	ASSOCIATION FRANCAISE DES JEUNES CHERCHEURS EN ECOLOGIE CHIMIQUE	P	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	F	2 000 €
5667	LE VOILE DE NEPTUNE	P	500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUIZIERE	P	1 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	P	500 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	F	3 000 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	F	500 €
3910	TELA BOTANICA	P	1 000 €
344	TERRE NOURRICIERE	P	3 000 €
3620	UNIVERSITE MONTPELLIER I	P	1 500 €
		Total	14 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

• **Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3	UNICEF	F	700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	P	400 €
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	300 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	500 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE	P	300 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	P	1 400 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	P	700 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE	F	8 500 €
548	EURO-GRECE France	F	1 000 €
630	AMITIE FRANCO-MALGACHE - FIHAVANANA	F	300 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	P	300 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	3 000 €
1005	ARTISANS DU MONDE	F	200 €

1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	F	500 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	F	20 000 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	200 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	300 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	F	300 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	F	2 700 €
2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	200 €
2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	200 €
2377	CONNAISSANCE DE LA CHINE	F	300 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	P	500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	P	500 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	P	500 €
3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	P	200 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	F	2 500 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	F	100 000 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMIENNE COMITE HERAULT	P	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	F	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	P	500 €
4816	I DILETTANTI	F	300 €
4826	ASSOCIATION COLONIA ESPAGNOLA DE MONTPELLIER	F	300 €
4947	ASSOCIATION B'NAI BRITH	P	200 €
4947	ASSOCIATION B'NAI BRITH	P	200 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	F	50 000 €
5311	HOLDUB COLLECTIF	P	300 €
5312	ASSOCIATION DES JOYEUX TROUBADOURS	P	500 €
5392	MOUVEMENT EUROPEEN DE FRANCE-SECTION HERAULT	P	700 €
5634	BRASIL LIEN	P	700 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	F	500 €
5686	RESEAU D 'AFFAIRES FRANCO-ALLEMAND DU LANGUEDOC ROUSSILON	P	200 €
		Total	217 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

• **Attributions de subventions dans le cadre de la santé :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	F	800 €
155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	F	3 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	F	1 000 €
233	MOUVEMENT AUTONOMIE VIEILLISSEMENT MA VIE	P	2 500 €
578	AVENIR SANTE	F	3 000 €
657	LA CORDEE	F	2 500 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	F	1 300 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT	F	3 000 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	F	2 000 €
723	JALMAV CRERSI	F	3 000 €
1020	PATCHENCO	P	500 €
1024	CHEMINS DES ALLIANCES	F	300 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	F	3 000 €
1480	INFO DON 34	F	700 €
1734	MUSIKA	F	1 000 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	F	2 000 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	F	4 500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT	F	1 000 €
1956	COMITE FEMININ 34	F	1 500 €
2021	ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS LR	F	1 500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	P	3 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	F	8 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F	1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	F	4 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	3 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	F	2 500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	F	3 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F	500 €

3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE)	F	1 500 €
3864	ALCOOL ASSISTANCE LA CROIX D'OR DE L'HERAULT	F	1 000 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	F	5 000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	F	500 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	F	1 000 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	1 000 €
5514	SOUTIEN LAIT	F	1 200 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L HERAULT	P	800 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	F	500 €
5627	ASSOCIATION TOM	P	2 500 €
578	AVENIR SANTE	P	12 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	P	457 €
		Total	91 057 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, chapitre 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de l'économie des ressources et du patrimoine :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F	1 500 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	P	3 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F	1 200 €
		Total	5 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre la vie associative :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	F	1 550 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	P	500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	F	500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	F	300 €
121	MAJORETTES IMPERIALES DE MONTPELLIER	F	3 000 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	F	3 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F	2 150 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	F	500 €

283	COMITE PROSPECTIVES ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ET DES QUARTIERS EST	F	500 €
296	JASMIN D'ORIENT	F	800 €
296	JASMIN D'ORIENT	P	700 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	F	500 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	P	700 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	F	500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	P	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	F	500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	P	700 €
343	PLAYM'HERAULT	P	500 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	F	500 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	F	1 000 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	F	500 €
396	COMITE DE QUARTIER POMPIGNANE - LES AUBES	F	500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	F	500 €
434	MOUVEMENT UNIFIE DES RAPATRIES	F	1 200 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	F	13 000 €
509	ASSOCIATION DES DEPORTES, INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES	F	500 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	F	1 500 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST	F	500 €
1014	ORANIE 83	F	1 200 €
1029	CENTRE 665	F	12 250 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	300 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	F	500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	F	500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	P	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	F	500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	F	1 200 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	F	20 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	F	465 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	P	700 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F	1 500 €

1687	CROIX D'ARGENT PLUS	F	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	F	1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	P	500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	F	500 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC	F	1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	F	1 500 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F	300 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	F	500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	P	400 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	F	500 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	F	3 000 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE	F	600 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	F	1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	F	400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	F	500 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	F	2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	P	400 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	F	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	P	1 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	F	1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	F	400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	P	250 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	F	500 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	F	1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	P	700 €
3679	BOUT'ENTRAIN	F	500 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	F	500 €
3791	ASSOCIATION A L'ECOUTE SAINT MARTIN PRES D'ARENES	F	500 €
3940	MARE NOSTRUM	F	500 €
3940	MARE NOSTRUM	P	700 €
3943	PASSE PIERRES	F	500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	F	300 €

4203	OPIFAC	F	500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	F	500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	200 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	350 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	F	500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	P	700 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	F	500 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	F	500 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	P	700 €
4594	LES AMOUREUX DE CANDOLLE	F	500 €
4594	LES AMOUREUX DE CANDOLLE	P	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	F	500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	P	300 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	P	700 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	P	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA	F	500 €
4906	GIPSY CATALANS GELY FIGUEROLLES	F	2 500 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	F	250 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	F	500 €
5311	HOLDUB COLLECTIF	F	500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD	F	500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL	F	500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	P	700 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	F	500 €
		Total	116 665 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

• **Attributions de subventions dans le cadre des finances :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	F	450 €

237	UNION LOCALE CGT	F	4 700 €
240	CFDT UNION LOCALE	F	4 700 €
248	ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS - AFOC	F	1 100 €
392	UNSA EDUCATION 34 - FEN 34	F	2 800 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	F	3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	F	850 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	F	1 400 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE	F	2 800 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	F	2 800 €
		Total	25 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F	7 300 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	F	2 100 €
3259	CONCORDA LOGIS	F	33 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	F	36 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	2 000 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €
4904	HABITER ENFIN	F	800 €
4908	FACE HERAULT	P	1 900 €
		Total	92 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

- **Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	F	13 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	F	38 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	F	4 000 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	F	20 000 €
926	MUC OMNISPORTS	F	44 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	9 000 €

931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	F	9 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	F	11 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	F	12 000 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F	12 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	F	14 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	F	8 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	F	15 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F	1 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	F	35 000 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	F	10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	9 000 €
3534	UNION MONTPELLIERAINE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT ET DE LA CULTURE	F	2 900 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	F	7 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	F	4 500 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	F	5 500 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	F	6 000 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE	F	3 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F	4 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F	1 500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	F	4 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F	15 000 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS	F	4 700 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	F	50 000 €
5381	FC LE LAGON DE MAYOTTE	F	500 €
5565	ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE MONTPELLIER OUTRE MER	F	500 €
		Total	377 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

• **Attributions de subventions dans le cadre de la jeunesse et ville étudiante :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	F	1 200 €

290	ARGOS	P	2 500 €
586	UEAM UNEF	F	5 800 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	F	2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	F	2 900 €
1153	ADAGES DEVELOPPEMENT JEUNESSE ET LOCAL	F	1 000 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	F	4 300 €
4488	MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE	F	1 000 €
4863	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE - GROUPE STE BERNADETTE	F	900 €
4867	SOS JEUNES	P	1 500 €
4867	SOS JEUNES	F	9 800 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT 34	F	30 000 €
5288	ASSOCIATION DES CITOYENS MEDITERRANEENS POUR L'ECHANGE ET LE DEVELOPPEMENT	F	1 500 €
		Total	65 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

• **Attributions de subventions dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	F	5 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	F	1 500 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	F	10 000 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F	4 000 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	F	1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	P	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	F	3 000 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAIS ET LESBIENNES	F	400 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	7 500 €
		Total	33 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

• **Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	F	14 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER	F	31 000 €

1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F	1 000 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR	F	60 000 €
1664	L'AVITARELLE	F	85 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F	25 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	P	2 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F	7 200 €
4703	AMICALE DU NID	F	1 000 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	F	7 500 €
		Total	233 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de animal dans la ville :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	F	2 000 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	F	3 000 €
5170	SOS NATURE	F	1 000 €
		Total	6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
343	ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS MIGRANTS	F	5 000 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR	F	1 500 €
1742	ASTREE	F	1 500 €
2030	ASSOCIATION VIE ET ANIMATION	F	800 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F	6 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	F	10 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F	3 000 €
3530	ALMA-HERAULT	F	500 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	F	2 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	F	1 300 €
4773	DE.F.I DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	F	10 000 €
		Total	41 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

- **Attributions de subventions dans le cadre des anciens combattants :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
540	FEDERATION DES ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE	F	1 220 €
617	LA 177EME SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	F	200 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	F	200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	F	200 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	F	200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	F	200 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	F	200 €
4303	AMIS FONDATION MEMOIRE DEPORTATION HERAULT	F	200 €
4534	LE VIEUX BICLOU	F	6 000 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	F	600 €
5508	ULAC MONTPELLIER	F	200 €
		Total	9 420 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions dans le cadre du droit des femmes et de la petite enfance :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F	2 000 €
58	ATELIER THEATR'ELLES	P	2 500 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUE	F	1 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	F	300 €
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE	F	4 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	F	2 000 €
1521	ASSO CULTURELLE ET SOCIALE DU POLYGONE LES LUTINS	P	1 700 €
1909	CIDFF	F	15 000 €
1909	CIDFF	P	3 000 €
3901	HALTE POUCE	F	4 300 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	F	2 500 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	F	3 500 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	F	3 000 €

5377	CICADE	P	1 500 €
	ADAGES ESPACE FAMILLE	P	7 500 €
		Total	53 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

• **Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	F	3 500 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	P	7 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	P	1 200 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES	P	1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES	F	1 000 €
344	TERRE NOURRICIERE	P	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	6 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	P	2 500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	F	7 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC	F	1 100 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	F	3 000 €
919	MUC ESCRIME	P	2 300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	3 500 €
1281	KAINA	P	3 500 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	F	1 400 €
1596	ASSOCIATION CULTURELLE JUMELAGE MONTPELLIER TLEMCEN	F	1 500 €
1621	MOHICANS ACTIONS EDUCATIVES ECO-GESTES ET JARDINS	F	400 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	F	750 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	P	500 €
2037	ANIMA	F	2 000 €
2242	L'OISEAU LYRE	P	1 500 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR	F	900 €
3012	INTERNATIONAL EDUCATION ASSOCIATION OF MONTPELLIER OUTBOUND	F	450 €
3421	APEDYS HERAULT	P	800 €

3461	CONVERGENCES 34	F	1 500 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	F	1 000 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	P	450 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	P	3 000 €
3777	CITE CITOYENNE	F	2 000 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	P	2 600 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	F	5 000 €
5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	F	750 €
5234	ENTRE COUR ET JARDIN	F	750 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	F	800 €
5385	ZADIGOZINC	P	3 000 €
5483	LES AMIS DE JULES	P	400 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	P	500 €
		Total	76 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

- **Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :**

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4549	EMBRUN	P	5 000 €
		Total	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

- **Attributions de subventions pour les partenaires :**

Il convient de préciser que la délibération n°2012/634 du 17 décembre 2013, ouvrant les crédits d'avances provisoires pour les partenaires est reprise dans les montants proposés ci-dessous qui correspondent donc au montant total de la subvention accordée pour chaque partenaire.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DE MONTPELLIER	F	95 000 €
		Total	95 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13256, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	F	12 350 000 €
		Total	12 350 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11691, nature 657362, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL	F	520 000 €
		Total	520 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F	172 000 €
		Total	172 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11690, nature 657361, chapitre 922.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
3486	GIP DSUA M	F	196 024 €
		Total	196 024 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, nature 65738, chapitre 928.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5456	PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES	F	197 500 €
		Total	197 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13171, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	F	1 867 500 €
		Total	1 867 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2437, nature 6574, chapitre 929.

CODE	STRUCTURE	Nature	Montant
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	50 000 €
		Total	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 920.

Cette délibération sera annexée au budget primitif 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec les natures 6574, 657362, 657361, 65738 pour un montant total de **16 931 816 €**.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Nom de la structure: - Nature de la subvention : Intitulé du projet : Montant attribué : € Thématique :
--

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :
.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

523

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de € pour le projet d'équipement :

Le projet d'équipement porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant total de la dépense d'équipement projetée s'élève à € TTC. Considérant que le projet d'équipement de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour l'acquisition de cet équipement.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépense relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépense correspondent à la copie des factures revêtues de la mention « payée » et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 et 2 sont obligatoires avant tout premier versement.

- Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux.
- Pièce n° 2 : Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier des pièces 3, 4, 5 et 6.

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes à l'équipement, signé du président,
- Pièce n°6 : Un rapport final de réalisation de l'équipement ;

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement

de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 – Modification de destination et transfert de propriété

La structure bénéficiaire s'engage à maintenir la destination géographique et l'utilisation sur la durée maximale autorisée pour l'amortissement comptable de l'investissement correspondant, conformément au Plan Comptable Général et autres textes en vigueur.

Si le bénéficiaire envisage :

- de modifier la destination ou l'utilisation initiale du bien acquis à l'aide de la présente subvention, il doit en aviser préalablement la Ville pour recueillir son accord
- de transférer la propriété des biens subventionnés par la présente convention, il doit obtenir l'accord préalable de la Ville. Les biens subventionnés pourront ainsi changer de propriétaire, dans les conditions qui auront été définies avec la Ville.

Article 10: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Dans les cas suivants, la structure reversera à la Ville le montant (théoriquement ou réellement) non encore amorti des dépenses couvertes par la présente subvention d'équipement, sur la base de la durée maximale d'amortissement comptable tenant compte de la durée normale d'utilisation du bien ou fournie à titre indicatif par l'administration fiscale :

- Si la structure ne maintient pas la destination géographique des biens subventionnés ou leur utilisation en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention
- Si la structure revend tout ou partie des biens financés par cette présente convention en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention.
- En cas de dissolution de la structure à son initiative avant que le bien ne soit totalement amorti.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERTMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Report d'affectation de subventions votées en 2012

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2012, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier. Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 881 665 €, et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclue.

Thématique Santé:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5444	Société Française d'Etude et de Traitement des Brûlures	P	4 000 €	1 200 €
578	Avenir Santé	P	12 000 €	3 600 €
5582	ALFAPSY	P	5 000 €	5 000 €
5577	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier	P	6 000 €	1 800 €
			TOTAL	11 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Jeunesse Ville Etudiante :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3294	Association les Ziconofages (AZ)	P	1 000 €	1 000 €
5417	Asso Salon des métiers et des professionnels de l'écologie	P	500 €	500 €
			TOTAL	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

Thématique Petite Enfance :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	P	15 000 €	4 500 €
			TOTAL	4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
2477	Crèche Bamboubulle	I	9 000 €	9 000 €
			TOTAL	9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21724, nature 20422, chapitre 906.

Thématique Action Internationale et Jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1223	Eurasia	P	500 €	500 €
2060	Association des algériens du Languedoc Roussillon	P	200 €	200 €
1223	Eurasia	P	600 €	600 €
5395	ADAFES	P	800 €	800 €
5677	Les Amis De Montpellier Bethleem	P	1 000 €	1 000 €
1555	American Women's Group	P	300 €	300 €
4039	Senzala	P	2 800 €	2 800 €
			TOTAL	6 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Droit au Logement :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	9 000 €	2 700 €
5591	C.N.L. Région Languedoc Roussillon	P	1 000 €	1 000 €
1784	Agence Immobilière à Vocation Sociale	F	5 330 €	2 665 €
			TOTAL	6 365 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Thématique Emploi et Développement Economique et Commercial :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1281	Kaïna	P	2 000 €	2 000 €
			TOTAL	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

Thématique Qualité de l'espace public:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5581	Institut de Recherche pour le Développement	P	5 000 €	1 500 €
4031	Etat des Lieux	F	850 €	850 €
3620	Université Montpellier I (Primavera)	P	1 500 €	1 500 €
			TOTAL	3 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Thématique Egalité des droits et des devoirs :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5233	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	F	1 470 €	1 470 €
			TOTAL	1 470 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Exclusion :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1755	APAJ Centre Gitan	F	2 000 €	2 000 €
3359	Mouvement du Nid	F	500 €	500 €
666	Secours Catholique	F	1 300 €	1 300 €
			TOTAL	3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Sports:

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
25	Cristals Les Petits Debrouillards	P	3 300 €	990 €
278	Montpellier Arc Club	P	4 000 €	1 200 €
4265	Attitude	P	3 600 €	1 080 €
964	MUC Lutte	P	2 000 €	2 000 €
2139	ASPTT Montpellier	P	4 000 €	1 200 €
2831	Aéro Club Hérault Languedoc-Roussillon	P	3 000 €	3 000 €
4748	Chemin des Cimes	P	3 390 €	1 017 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	P	48 500 €	14 550 €
5442	EURSL Montpellier Agglomération Handball	F	150 000 €	150 000 €
5443	SASP Montpellier Hérault Sport Club	F	100 000 €	100 000 €
5599	Team Marcou	P	8 000 €	2 400 €
5368	Montpellier Rugby Club SASP	F	114 000 €	57 000 €
3176	Festival International des sports extremes - FISE	P	9 000 €	2 700 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	P	14 000 €	4 200 €
1309	Pompignane Sport et Culture	F	4 000 €	4 000 €
2340	Union Boxing Club 34	F	2 000 €	2 000 €
3376	Volley Loisir Compétition Antigone	F	800 €	800 €
	Montpellier Sport de Combat	F	2 500 €	2 500 €
			TOTAL	350 637 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Thématique Montpellier territoire numérique :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
292	Mandarine	P	15 000 €	4 500 €
5573	CNRS (laboratoire art-dév - UMR 5281)	P	50 000 €	25 000 €
5604	Scharffe François	P	5 000 €	1 500 €
5590	Club Business LR 34	P	3 500 €	1 050 €
			TOTAL	32 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Réussite éducative :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	P	4 800 €	1 440 €
4034	Agir, Lire, Coordonner, Intervenir ALCI 34	F	5 000 €	2 500 €
406	Echecs Club Montpellier	P	6 300 €	1 890 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	F	1 000 €	1 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	P	5 000 €	1 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	P	2 000 €	2 000 €
1281	Kaïna	P	3 500 €	1 050 €
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	P	500 €	500 €
5446	Creaction	P	4 000 €	1 200 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	P	4 000 €	1 200 €
3818	Centre Régional de Documentation Pédagogique - CRDP	P	1 100 €	1 100 €
1424	Collège Las Cazes	P	4 000	1 200 €
5011	Cantar e Dansar	F	7 000	7 000 €
1035	OCCE CRDEP 34	P	1 000	1 000 €
1469	Les Francas de l'Hérault	P	10 000	3 000 €
551	OCCE Ecole Alain SAVARY	P	4 448 €	4 448 €
551	OCCE Ecole Jules FERRY	P	5 408 €	5 408 €
551	OCCE Ecole TERESA	P	1 344 €	1 344 €
551	OCCE Paul LANGEVIN	P	2 328 €	2 328 €
551	OCCE SPINOZA	P	7 990 €	7 990 €
551	OCCE Antoine BALARD	P	5 064 €	5 064 €
551	OCCE LOUISVILLE	P	2 520 €	2 520 €
551	OCCE PAPE CARPENTIER	P	1 628 €	1 628 €
551	OCCE RABELAIS	P	5 908 €	5 908 €
551	OCCE Simon BOLIVAR	P	1 636 €	1 636 €
551	OCCE Michel de l'HOSPITAL	P	2 940 €	2 940 €
551	OCCE Paul BERT / Victor HUGO	P	2 895 €	2 895 €
551	OCCE Louis AMSTRONG	P	2 980 €	2 980 €
			TOTAL	74 669 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Thématique Vie associative :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5465	Plan Cabanes et Figueroles	F	500 €	500 €
2882	Etincelle Languedoc Roussillon	P	5 000 €	1 500 €
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	F	800 €	800 €
1530	Club de la Presse Montpellier Languedoc-Roussillon	F	20 000 €	10 000 €
			TOTAL	12 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Culture et Patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	P	7 000 €	2 100 €
2117	Les P'tits Loups du Jazz	P	3 500 €	700 €
2683	Les Gens du Quai	P	7 000 €	2 100 €
3005	Sonorités	P	5 000 €	1 500 €
3671	CROUS - Pass'Culture	P	20 000 €	6 000 €
4520	Le Garage Electrique	P	3 500 €	700 €
5016	Compagnie Les Perles de Verre	P	5 000 €	1 500 €
			TOTAL	14 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923.

Thématique Handicap :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5180	Ghandis	F	500 €	500 €
			TOTAL	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Cohésion sociale :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
71	Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	P	4 000 €	1 200 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	P	4 246 €	1 274 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
4163	Via Voltaire	P	7 000 €	2 100 €
4163	Via Voltaire	P	7 000 €	2 100 €
4284	Lieux Ressources Montpellier	P	5 000 €	1 500 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
5214	Institut Formation insertion Méditerranée	P	3 500 €	1 050 €
			TOTAL	13 274 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	P	4 000 €	1 200 €
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	P	8 000 €	2 400 €
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	P	10 000 €	3 000 €
1281	Kaïna	P	4 000 €	1 200 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	P	4 000 €	1 200 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	P	5 000 €	1 500 €
2190	Collectif Yves du Manoir	P	4 000 €	1 200 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	P	6 000 €	1 800 €
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	P	4 500 €	1 350 €
4163	Via Voltaire	P	6 500 €	1 950 €
4163	Via Voltaire	P	6 500 €	1 950 €
4388	Le Passe Muraille	P	8 000 €	2 400 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	P	3 500 €	1 050 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	10 000 €	3 000 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	P	5 000 €	1 500 €
1530	Club de la Presse Montpellier Languedoc-Roussillon	P	4 000 €	1 200 €
5607	Pastorale Protestante et évangélique de Montpellier	P	6 000 €	1 800 €
2725	Cté pour une répartition équitable de l'emploi et des revenus	F	1 200 €	1 200 €
3160	Association des quartiers des Marels II La Pergola Aiguelongue	P	1 800 €	1 800 €
4388	Association Le Passe Muraille	P	12 500 €	3 750 €
5462	Association Club de Palmes de montpellier	P	3 200 €	3 200 €
2229	Association Coopérative Sens de Vie	F	3 800 €	3 800 €
			TOTAL	46 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Solidarité :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
4901	Promotion Activites Comites Entreprises	F	23 000 €	8 500 €
3090	Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale - ISSUE	F	4 000 €	2 000 €
1878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres Légion d'Honneur	F	300 €	300 €
			TOTAL	10 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

Thématique Economie des ressources et du patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3099	Lez Vivant	P	1 000 €	1 000 €
2606	Messages Pour la Terre	P	4 000 €	4 000 €
5375	Semilla, les Jardiniers Planetaires	P	2 000 €	2 000 €
			TOTAL	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

Thématique Finances :

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
239	FO Union Locale Syndicats	F	4 850 €	4 850 €
1863	Média Forma Sud	P	10 000 €	3 000 €
5692	Cap'Com	P	30 000 €	30 000 €
			TOTAL	37 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
674	SOS Amitiés Montpellier Languedoc	P	500 €	500 €
5602	Fédération des Entreprises Publiques Locales	P	25 000 €	7 500 €
1763	SOS Rétinite France	P	10 000 €	3 000 €
5649	Anima'Fac	P	5 000 €	5 000 €
2881	Association Montpellier Hérault Dépistage du Cancer du Sein	P	30 000 €	30 000 €
	CIRAD (Congrès E-SOVE 2012)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	47 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
5598	CNRS Génopolys	I	50 000 €	50 000 €
			TOTAL	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21434, nature 20421, chapitre 900.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3486	GIP DSUA M	P	12 500 €	3 750 €
			TOTAL	3 750 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, nature 65738, chapitre 928.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
3620	Université de Montpellier I	I	200 000 €	60 000 €
			TOTAL	60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21432, nature 20422, chapitre 900.

CODE	STRUCTURE	NATURE SUBV	ACCORDE	A REPORTER
474	Association La Gerbe	I	50 000 €	50 000 €
4151	Habitat et Humanisme Hérault	I	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2012 ;

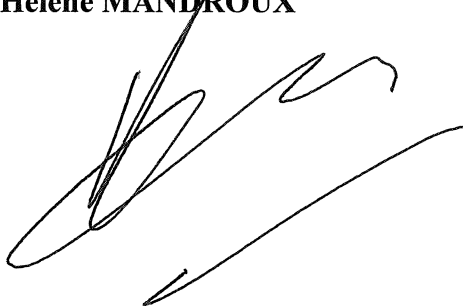
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Hélène Mandroux.

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de matériels : Direction de l'Espace Public

Suite à l'état de vétusté des matériels, il convient de réformer les matériels ci-dessous.

- 4 Blocs WC année 95/97 de marque MDO

Ces équipements seront donnés à titre gracieux à la TAM.

2) Réforme de mobiliers et de matériels : Direction Travaux Maintenance Action Solidarité

Suite à l'état de vétusté des mobiliers, il convient de réformer ces mobiliers dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront donnés à titre gracieux à deux associations :

- Solidarité France Afrique Caraïbe,
- Plate Forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault.

3) Réforme de véhicules et matériels : Direction Paysage et Biodiversité

Suite à l'état de vétusté des véhicules et matériels, il convient de réformer ces véhicules et matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les véhicules et matériels effectivement vendus.

4) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

- Service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales et les imprimantes. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse des matériels de la Direction de l'Espace Public, réformés, au service de la TAM,
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du mobiliers et matériels, réformés, aux associations suivantes : « Solidarité France Afrique Caraïbe » et « Plate Forme Humanitaire et de Solidarité de l'Hérault », cette disposition gracieuse constituant une subvention en nature et sera donc mentionnée comme telle au Compte Administratif de la Ville et sur les compte des deux associations,
- D'autoriser la vente des matériels réformés de la Direction Paysage et Biodiversité, aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE,
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, cette disposition gracieuse constituant une subvention en nature et sera donc mentionnée comme telle au Compte Administratif de la Ville et sur le compte de l'association,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

IMPRIMANTES

N° de série	Désignation	Constructeur	Etat
620K3FY	E352Dn	LEXMARK	réformé
880127C	Optra E321	LEXMARK	réformé
VDY899226	Phaser 3150	XEROX	réformé
	Stylus Color 1520	EPSON	réformé



**COMMISSION DE REFORME ET
CESSION DU MATERIEL ET DES
VEHICULES**

Du jeudi 10 janvier 2013 à 15h45

DIRECTION ENERGIE MOYENS TECHNIQUES

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de matériels : Direction de l'Espace Public

Suite à l'état vétusté des matériels, il convient de réformer les matériels ci-dessous.

- 4 Blocs WC année 95/97 de marque MDO

Ces équipements seront donnés à titre gracieux au service de la TAM qui en a fait la demande.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

2) Réforme de mobiliers et de matériels : Direction Travaux Maintenance Action Solidaire

Suite à l'état de vétusté des matériels, il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront donnés à titre gracieux à deux associations qui en ont fait la demande :

- Solidarité France Afrique Caraïbe
- Plateforme Humanitaire et de Solidarité de L'Hérault

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

3) Réforme de matériels : Direction Paysage et Biodiversité

Suite à l'état de vétusté des matériels, il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme et le principe de ces ventes aux enchères.

4) Réforme de matériels informatiques : Direction Systèmes d'Information

- Service Relations Utilisateurs

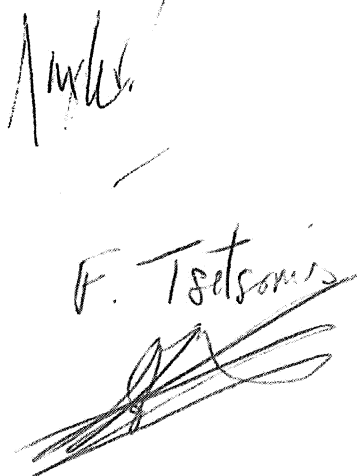
Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales et les imprimantes. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

En conséquence, je vous demande d'autoriser cette opération de réforme.

**Signatures des membres
de la Commission de réformes**



Handwritten signatures of members of the Commission de réformes, including a signature that appears to be 'F. Tsetsonis'.

**Le Responsable du service Achats
et Production Graphique**



Handwritten signature of Mario GIRARDI.

Mario GIRARDI

Direction Espace Public

liste de gros matériels à réformer						
Types	Années	Marques	Série	Etat	Quantités	Estimation
Blocs WC	95/97	MDO		Obsolètes	4	0,00 €

Unités centrales

Nom	Entité	Statut	Modèle	Fabricant	Numéro de série
AP-P078	MAIRIE	Réformé	7298WQ3	LENOVO	S4G8870
DUO-P019	MAIRIE	Réformé	7298WQ3	LENOVO	S4G8715
EMT-P100	MAIRIE	Réformé	7373AR4	LENOVO	LMDBFHN
GIP-P016	MAIRIE	Réformé	Latitude D520	Dell	1BLDP2J
MG-P001	MAIRIE	Réformé	Latitude D520	Dell	2SVZB3J
ST-P065	MAIRIE	Réformé	Latitude D530	Dell	FTHNT3J
SF-P062	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	CKD8Y2J
PN-P046	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	6ZWSS2J
GU-P188	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	G0XSS2J
GU-P187	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	31XSS2J
GU-P186	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	91XSS2J
GU-P185	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	3GB9R2J
GU-P183	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	BNPSS2J
RGP-P199	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	G1XSS2J
RGP-P189	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	JPPSS2J
RGP-P188	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	GZWSS2J
RGP-P187	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	6PPSS2J
EES-P245	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	4MD8Y2J
EES-P243	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1MD8Y2J
EES-P240	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	42XSS2J
EES-P234	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	4PPSS2J
EES-P247	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	6RC8Y2J
EES-P248	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	4JD8Y2J
EES-P244	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	3JD8Y2J
RP-P022	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	8ZWSS2J
RP-P021	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	5ZWSS2J
COM-P049	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	C8B9R2J
CM-P152	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	BLD8Y2J
CM-P148	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	DLD8Y2J
CM-P126	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	2PPSS2J
CM-P120	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	GFB9R2J
PN-P045	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1GB9R2J
RP-P020	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	5PPSS2J
EES-P250	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	6KD8Y2J
SF-P064	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	29B9R2J
SF-P061	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	GPPSS2J
SF-P059	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	81XSS2J
SF-P057	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	77B9R2J

SF-P055	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	4QPSS2J
SF-P053	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	FPPSS2J
RH-P084	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	8RC8Y2J
RH-P083	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	FRC8Y2J
RH-P082	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	4SC8Y2J
RH-P081	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	CQC8Y2J
RH-P079	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	BPPSS2J
RH-P075	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	G8B9R2J
RH-P074	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	DFB9R2J
RH-P073	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	78B9R2J
CM-P141	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	9QC8Y2J
AG-P042	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	BKD8Y2J
SF-P060	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	3PPSS2J
GU-P190	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	9QPSS2J
RH-P087	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	3RC8Y2J
GU-P189	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	JZWSS2J
GU-P182	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	7PPSS2J
CM-P143	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	DHD8Y2J
EMT-P066	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	JSC8Y2J
GU-P181	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	32XSS2J
SF-P058	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	B8B9R2J
GU-P184	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 745	Dell	1QPSS2J
PN-P055	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	6K2KY3J
PSA-P061	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	35YDH3J
EES-P314	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	4H2KY3J
JC-P010	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	GK2KY3J
EES-P307	MAIRIE	Réformé	OptiPlex 755	Dell	9L2KY3J
GU-P167	MAIRIE	Réformé	Precision WorkStation 390	Dell Inc.	JLXKM2J
GU-P165	MAIRIE	Réformé	Precision WorkStation 390	Dell	6X5CL2J
EES-P233	MAIRIE	Réformé	Precision WorkStation 390	Dell	5MXKM2J

Direction Paysage Biodiversité

liste de gros matériels à réformer						
Types	Années	Marques	Série	Etat	Quantités	Estimation
Broyeur de branches	1981	Nicolas		plus au norme de sécurité	1	50,00 €
Tracteur	1981	JOHN DEERE	9039	HS	1	60,00 €
Tracteur	1999	MF 595	9129	HS	1	60,00 €
Tracteur	1999	MF 275	919	HS	1	60,00 €
Fixations balconnières					(lot 110)	100,00 €
Potences noires					(lot 100)	100,00 €
Potences blanches					(lot 70)	70,00 €
Balconnières					(lot 40)	200,00 €
Demi-lune					(lot 80)	200,00 €
Jardinières rondes grandes					(lot 100)	1 500,00 €
Jardinières rondes petites					(lot 80)	1 400,00 €
Jardinières triangulaires grande					(lot 85)	1 500,00 €
Jardinières triangulaires petites					(lot 35)	800,00 €
Jardinières triangulaires moyennes					(lot 50)	500,00 €

Direction Travaux Maintenance Action Solidarité

liste du mobilier des écoles à réformer			
Genres	Types	Etat	Quantités
Chaises	Classes et cantines	Vétusté, obsolète	570
Tables	Classes et cantines	Vétusté, obsolète	350
Armoires hautes		Vétusté, obsolète	60
Bureaux	Maitres et direction	Vétusté, obsolète	30
Armoires basses	de Rangement	Vétusté, obsolète	35
Vieux tableaux		Vétusté, obsolète	20
Présentoirs à livres		Vétusté, obsolète	20
Bancs		Vétusté, obsolète	30
Vestiaires du personnel		Vétusté, obsolète	20
Buffets	Cantines	Vétusté, obsolète	10
Chariots	Cantines	Vétusté, obsolète	10

Séance publique du lundi 4 février 2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

Garantie d'emprunt accordée à la SERM dans le cadre de la délégation de service public du Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF)

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de la délégation de Service Public (DSP), du projet Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF), confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4M€ M€ pour financer la conversion aux énergies renouvelables, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Société Générale et le Crédit Agricole, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

Les caractéristiques de l'emprunt avec la Société Générale sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 10 ans
- Taux fixe de marché indicatif = 3,20 % (fixé lors de la cotation définitive)

Les caractéristiques de l'emprunt avec le Crédit Agricole sont les suivantes :

- Montant : 2 M€
- Durée : 10 ans
- Taux fixe à 3,30 %

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % des montants contractés.

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

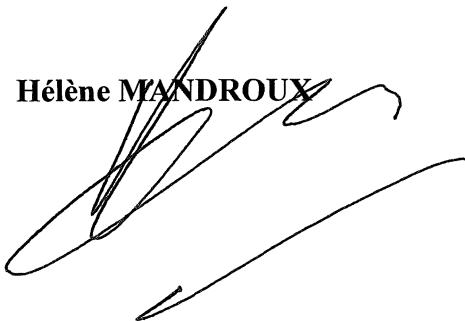
- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % des emprunts que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :
la Société Générale à hauteur de 1M€ de garantie,
le Crédit Agricole à hauteur de 1 M€ de garantie,
aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/02/2013

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Conseil Municipal 4 février 2013
Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
-----------------------	-------------------------

2012/0439	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété CHAPOT située Chemin du Réservoir de Montmaur, cadastrée section AL 49-76-77, pour un montant de 43.600 €.
2012/0443	De conclure un contrat de commissariat d'expositions dans le cadre du programme d'expositions au carré sainte Anne et dans l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2013
2012/0445	De proposer un avenant à l'étude d'aménagement des espaces publics adjacents au projet d'extension et de modernisation de la gare – Etudes d'avant-projet
2012/0446	D'attribuer un marché au groupement "Res-Publica / Atelier des Giboulées" consistant en une mission d'AMO pour la participation du public au projet d'aménagement du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de Montpellier pour un montant de 124 960 € HT
2012/0447	De conclure avec "ESJ PRO" une convention de location pour des locaux situés 560 rue du 56ième Régiment d'Artillerie à Montpellier. Cette convention de location est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2015 moyennant un loyer annuel fixé à 30 000,00 € charges locatives en sus
2012/0449	Considérant la restructuration de la Direction de l'Espace Public, il convient d'apporter des modifications afin de mettre à jour les informations relatives aux deux régies des terrasses, de l'Occupation du Domaine Public
2012/0450	De conclure un contrat de co-accueil avec l'association Uni'sons dans le cadre de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
2012/0451	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OTIS
2012/0453	De mettre à disposition de la SOCIETE DES PARKINGS DU POLYGONE (SPP) les niveaux P1 et P2 du parking situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville pour une durée de 2 mois les samedis du mois de décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013 de 10h à 20h moyennant une redevance de 4 500 € HT

2012/0454	D'attribuer le marché concernant l'assistance technique pour une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires de la Ville (lot n°2) au groupement SETEC Organisation S.A. – INCF pour un montant de 72 700 € HT
2012/0455	De signer une convention relative à l'organisation des rencontres sportives scolaires 2012-2013 entre l'Inspection Académique de l'Hérault, le Comité Départemental USEP 34 et la Ville de Montpellier, dans laquelle sont fixées les cadres d'intervention des différentes parties
2012/0456	D'acheter pour le menu de Noël 2012 le lot 1 - Salade verte à la société BUONOMO pour un montant de 1 500,00 € HT, le lot 2 - Saumon à la société DLG pour un montant de 3 500,00 € HT, le lot 3 - Paupiette de poisson à la société DAVIGEL pour un montant de 11 500,00 € HT, le lot 5 - Bûche du Pilat à la société DISTRISUD pour un montant de 2 000,00 € HT, le lot 6 - Chocolat à la société COCTAIL & CO pour un montant de 6 900,00 € HT. Pour le lot 4 – Pâtes en couleur, l'offre n'a pas pu être attribuée et a été classée sans suite
2012/0457	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum mais avec maximum de 40 000,00 Euros H.T. au centre canin du Pilier des Masques - 34400 Saint Christol pour une durée de 48 mois
2012/0458	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ POMAREDE Cédric
2012/0459	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BRANDSTETTER Marie France
2012/0460	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PHALIPPOU et M. COUHET-GUICHOT (APPEL)
2012/0461	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Gérard GUIGONNET
2012/0463	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI FRIDO
2012/0464	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COHEN Renaud
2012/0466	D'attribuer le marché de «Maintenance des serveurs et baies de stockage» à la société OSIATIS pour le lot 1, à la société ECONOCOM France pour le lot 2, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction et un montant total estimé à 40 000 euros HT
2012/0467	De conclure avec la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, une convention de location pour des locaux de stockage situés, 88 Bis avenue de Toulouse, pendant la période des travaux d'insonorisation et de mise en conformité que la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser sur le site du Rockstore 20 rue de Verdun. D'une durée de 10 mois à compter du 19 décembre 2012 jusqu'au 18 octobre 2013 cette convention de location est consentie à titre gracieux

2012/0468	D'attribuer le marché à l'association Adages Maison du Logement pour une mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires pour une tranche ferme de 12 mois d'un montant de 16720 € H.T et pour une tranche conditionnelle de 12 mois pour un montant de 16720€ HT
2012/0469	D'attribuer le marché concernant la Web TV de la Ville à la société Kprodz pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 40 000 € pour 1 an avec possibilité de reconduction une fois
2012/0470	Afin de permettre le paiement en ligne pour certaines prestations, il est nécessaire d'élargir l'objet de la régie, en prenant en considération les décisions antérieures
2012/0471	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens du 10 au 20 janvier 2013
2012/0472	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens du 14 décembre 2012 au 5 janvier 2013
2012/0473	D'attribuer le marché à l'association Foyer de la Jeune Fille (Boutique Logement Jeunes) pour une mission d'information, d'accompagnement et d'instruction des demandes d'aides au titre du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes de la Ville de Montpellier pour une tranche ferme de 12 mois d'un montant de 8360 € H.T et pour une tranche conditionnelle de 12 mois pour un montant de 8360€ HT
2012/0474	D'attribuer le marché "Achat de matériel professionnel de sonorisation, d'audiovisuel, et de projection" à la société TEXEN, pour un total maximum de commandes de 75 000 € HT, pendant une durée allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014
2012/0475	<p>D'attribuer le marché pour la souscription de contrats d'assurance responsabilités et risques annexes, flotte automobile et risques annexes, et responsabilité civile garage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 « Responsabilité et risques annexes » au Cabinet PNAS/ Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 298 173,78 € TTC (garanties offre de base sans franchise : 255 848,50 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « responsabilité atteintes à l'environnement » : 31 100,19 € TTC + prestation supplémentaire n°2 « augmentation des plafonds de garantie pour la responsabilité civile générale » : 11 225,02 € TTC ; - lot n°2 « Flotte automobile et risques annexes » à la compagnie SMACL, pour une prime annuelle de 112 967,33 € TTC (offre de base sans franchise : 112 654,28 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « marchandises transportées » : 313,05 € TTC) ; - lot n°3 « Responsabilité civile garage » au Cabinet PNAS/Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 5 929 € TTC
2012/0476	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Joëlle HOUCHARD

2012/0477	La mission confiée à Mme GULDNER concernant la conception et la mise en oeuvre d'actions de médiation pour la préfiguration du projet de la Cité du Corps Humain, doit être poursuivie. Suite à des sollicitations supplémentaires du Maître d'Ouvrage en matière de communication et de recherche de contenu scientifique et pédagogique, un avenant est proposé, pour un montant de 3 150€ HT, soit 17% d'augmentation par rapport au montant initial (18 380€ HT). Sa durée est également révisée, passant de 9 mois à 11 mois
2012/0479	De confier à la SPLA SAAM (société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier) différentes missions de suivi d'études de programmation urbaine préalables au réaménagement du quartier de la Pompignane (études urbaine, hydraulique, sociétale, foncière, commerciale, économique, sur les mobilités, ainsi qu'une étude d'impact, un dialogue compétitif, des travaux de géomètre, et diverses prestations techniques - montant estimé à 160 000 € HT) , dans le cadre de la ZAC, pour un montant d'honoraires fixé à 20000 € HT, soit 23 920 € TTC (durée du mandat fixée à 24 mois)
2012/0480	Pour assurer le bon fonctionnement du Cinéma Municipal Nestor Burma, et sur les conseils du Trésorier, il convient de modifier la régie du Cinéma Nestor Burma en séparant la régie d'avances de la régie de recettes
2012/0481	D'attribuer le marché pour effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le territoire communal et dans les bâtiments communaux, ainsi que deux campagnes de dératisation du domaine public à la société Antigone Service pour un montant minimum de 40 000 € HT et maximum de 90 000 € HT
2012/0482	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Société LE MEKONG situé 1 rue d'Alger cadastré section EW 11, pour un montant de 25 000 €
2012/0483	D'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société ZAMGI situé 37 bld du Jeu de Paume cadastré section HV 489 et de faire fixer la valeur de cette cession par Mr le Juge de l'expropriation
2012/0484	De conclure un avenant au marché concernant l'étude de faisabilité économique, juridique et financière de la Cité du Corps Humain modifiant le contenu et le montant financier de la tranche conditionnelle
2012/0485	D'attribuer un logement à titre onéreux à M. LAHOUE à l'école maternelle Desbordes de Valmore - Autorisation de signer la convention d'occupation
2012/0486	De conclure un marché avec la société AXESS Solutions Santé (Armen Informatique) jusqu'au 30 décembre 2017 pour un montant de 45165.744€ pour l'achat d'un logiciel de médecine du travail et prestations associées
2012/0487	Dans le cadre de la scission de la régie d'avances et de recettes, et afin d'assurer le recouvrement des droits d'entrées du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de créer une régie de recettes
2012/0488	Suite à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma et pour en assurer son bon fonctionnement, il convient de créer une régie d'avances
2012/0489	La Panacée Cité des Artistes : de conclure un avenant concernant le marché de mission de contrôle technique pour la restructuration de l'ancienne école de pharmacie en Centre d'Art Contemporain avec le bureau QUALICONSULT pour un montant de 4 200 € HT

2012/0490	D'attribuer le marché à la Société GFI INFORMATIQUE pour l'acquisition et la mise en oeuvre d'un logiciel de gestion des régies pour un montant de 134 303,60 € HT
2012/0491	D'attribuer le marché pour actualiser le schéma d'aménagement hydraulique du Verdanson à l'entreprise spécialisée EGIS EAU pour un montant de 58 290 euros HT
2012/0493	D'attribuer le marché d'accompagnement au changement en matière d'organisation et/ou du fonctionnement des services de la Ville de Montpellier à l'entreprise KPMG pour un montant maximum de 80 000 € HT
2012/0494	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque (L. 311-4 CU) de RFF pour la construction d'un bâtiment de bureaux, ateliers, garages, à hauteur de 175 600 €
2012/0495	De conclure un avenant au contrat de location signé le 28 juin 2008 avec la SERM pour des locaux situés 4 rue des Aconits et destinés aux missions de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit-Bard - Pergola). Ce contrat de location est transféré au GIE SERM-SAAM constitué le 29 novembre 2011 dans le cadre de l'extension des activités de la SERM et de la SAAM
2012/0496	D'attribuer le marché pour la mise à disposition d'hôtesse par l'intermédiaire d'un prestataire à la société Haute Sécurité pour un montant minimum de 5 000 € et maximum de 15 000 €
2012/0499	De confier le marché "Mission de relevé cartographique des zones d'intérêt écologique à protéger" à l'entreprise Biotope pour un montant de 44 265 € HT (tranche ferme + tranche conditionnelle)
2013/0003	D'attribuer le marché réalisation, installation et pose de la structure conçue par 1024 Architecture à la Panacée à la société SIRC pour un montant maximum de 89 500 € HT
2013/0004	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE située 11 rue Maguelone (lots 27 et 37), cadastrée section HM 49, pour un montant de 113 000 €
2013/0005	De conclure un contrat de cession du spectacle Un fil à la patte, du 20 au 22 février 2013, avec la compagnie La Manufacture, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du théâtre Jean Vilar
2013/0006	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE située 11 rue Maguelone (lot 39), cadastrée section HM 49, pour un montant de 90 000 €



DROIT DE PREEMPTION
Périmètre Sensible du Département
Propriété CHAPOT
Chemin du Réservoir de Montmaur
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté du Conseil Général de l'Hérault du 16 juin 1983 portant création d'une zone de préemption dans le cadre du Périmètre Sensible Départemental;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 19 octobre 2012;
- Vu la décision du Conseil général du 28 novembre 2012.

Considérant :

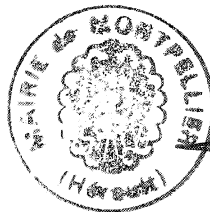
- que le 13 novembre 2012, Monsieur Christophe CHAPOT a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner auprès du Conseil Général de l'HERAULT concernant un terrain boisé situé Chemin du Reservoir de Montmaur et cadastré section AL 49, 76, 77, au prix de 94.000 €;
- que le 28 novembre 2012 le Conseil général a renoncé à exercer le droit de préemption sur la propriété CHAPOT;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption par substitution au Département de l'HERAULT, conformément à l'article L 142-3 du Code l'urbanisme, sur ce bien. Cette parcelle, en partie classée en espace boisé classé à protéger par le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier, est mitoyenne du bois de Montmaur domaine forestier municipal aménagé et ouvert au public. L'acquisition de ce terrain permettra de conforter, d'agrandir et de préserver l'espace naturel que constitue le bois de Montmaur poumon vert du nord de la Ville;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer, conformément aux dispositions de l'article L 142-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption sur la propriété CHAPOT, située Chemin du Reservoir de Montmaur, et cadastrée section AL 49-76-77, au prix de 43.600 €;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2010AP23, ligne de crédit 17459 "Acquisitions terrains".

Montpellier, le - 7 DEC. 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE



Publiée le :
Notifiée le :

**Programme d'exposition au carré sainte Anne et dans
l'Espace Dominique Bagouet
Commissariat d'expositions 2012-2014
Convention pour l'année 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision N°2011/0558 du 6 janvier 2012 approuvant le programme d'expositions au Carré Sainte Anne et à l'Espace Dominique Bagouet pour la période janvier 2012-décembre 2013
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a approuvé le programme d'expositions au Carré Sainte Anne et dans l'Espace Dominique Bagouet pour la période janvier 2012 à décembre 2013 ;
- Que cette programmation a été confiée à Monsieur Numa Hambursin, éminent spécialiste de l'art moderne et contemporain ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce contrat (mapa 2M1821) peut ainsi être renouvelé pour l'année 2013 sans publicité ni nouvelle mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de commissariat général des expositions du Carré Sainte Anne et de l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2013, joint en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Numa Hambursin, pour un montant de 32 000 € d'honoraires et 8 000 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour l'année 2013 ; ces frais seront soit pris en charge directement par la Ville, soit remboursés sur présentation de justificatifs ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe SAUREL

Subscrit : 14/12/2012

353

CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITIONS POUR L'ANNEE 2012

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Numa HAMBURSIN

Demeurant : 24 rue du château 34830 CLAPIERS

Raison sociale : commissaire indépendant

ci-après dénommé (e) « **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception d'un programme d'expositions 2012-2014 pour le Carré Sainte-Anne - espace d'art contemporain de la Ville de Montpellier (*s/s* rue Sainte Anne, 34000 Montpellier.)
- Réalisation de la deuxième année du commissariat général des expositions de cet équipement municipal de janvier à décembre 2013 inclus (coordination des expositions et publications.)
- Commissariat direct d'une exposition sur cette période au Carré Sainte-Anne (exposition Manuel Ocampo).
- Conception d'un programme d'expositions 2013-2014 pour l'espace Dominique Bagouet – lieu d'art et de patrimoine.
- Commissariat direct de trois expositions pour l'espace Dominique Bagouet.

Comme défini dans le cahier des charges joint en annexe au présent contrat.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception du programme d'expositions 2012-2014, la coordination des expositions et le commissariat direct d'une exposition du Carré Sainte-Anne en 2013, la somme de **20 000 € TTC** soit vingt mille euros toutes taxes comprises. Il est également convenu de verser au commissaire d'exposition la somme de **4 000 € TTC** par exposition organisée dans l'espace Dominique Bagouet, soit un total

de **12 000 € TTC** maximum pour l'année 2013. Il est entendu que cette somme est conditionnée à l'organisation effective des 3 expositions prévues.

Les frais de recherche, de déplacement, d'hébergement et de restauration du COMMISSAIRE D'EXPOSITION dans le cadre de ses recherches et de sa participation aux montages d'expositions sont à la charge de l'ORGANISATEUR pour un montant maximum de **8 000 €**, remboursables sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 5000 € à la signature du contrat – janvier 2013

Deuxième versement : 6000 € - mars 2013.

Troisième versement : 5000 € - juin 2013

Quatrième versement : 5000 € - septembre 2013

Cinquième versement : 6000 € - novembre 2013

Sixième versement : 5000 € - décembre 2013 (sous réserve de l'organisation effective de toutes les expositions prévues à l'espace Dominique Bagouet)

Et jusqu'à 8 000 € de remboursements de frais sur la période de janvier à décembre 2013, sur présentation de justificatifs.

Compte bancaire : N°

Agence :

Adresse :

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Direction des Finances, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

M. Numa HAMBURSIN

L'ORGANISATEUR

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

M. Philippe SAUREL

**Etude d'aménagement des espaces publics adjacents
au projet d'extension et de modernisation de la gare –
Etudes d'avant projet - Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- Qu'en 2011, il a été décidé de mener une étude d'aménagement des espaces publics adjacents au projet d'extension et de modernisation de la gare – études d'avant projet (marché n°1M111), le bureau d'étude Agence Garcia Diaz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Qu'au vu de l'évolution du positionnement de parking public de la ZAC Nouveau Saint Roch, dont le projet prévoit désormais un accès direct depuis le pont de Sète, objet de l'étude, implique d'adapter le plan des aménagements des abords du Pôle d'Echanges Multimodal St-Roch ;
- Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'augmenter d'environ 17,21 % (soit 9870 €) le montant initial du marché, soit de 57 360 € HT à 67 230 € HT.

Décide en conséquence :

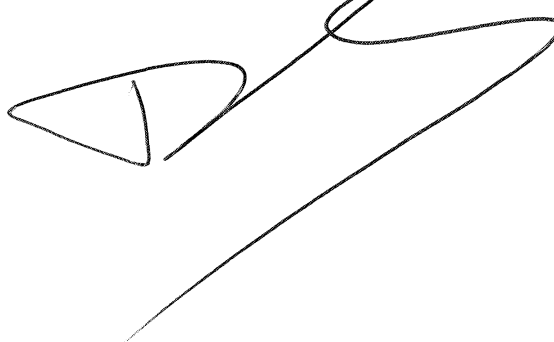
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°1 et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

Nature : 2031 Fonction : 908 241 Programme : 2010AP32 Ligne : 18 793

Montpellier, le 10/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :



AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Agence Garcia Diaz
5 place du 8 mai 1945
34070 Montpellier

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Etude d'aménagement des espaces publics adjacents au projet d'extension et de modernisation de la gare – Etudes d'avant projet – Avenant n°1

N° du marché : 1M111

Notifié le : 18 avril 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 57 360 Euros (TF+TC)

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :
Un parking public aux abords de la gare et de la ZAC Nouveau Saint-Roch, qui devait être réalisé en souterrain sera finalement réalisé en structure avec un accès direct sur le pont de Sète, ce qui implique également des modifications de circulation.
Aussi des études complémentaires sont nécessaires pour adapter le projet d'espace public à l'implantation de ce parking.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 9 870 € H.T.
Le montant du contrat est donc porté à 67 230 € H.T soit une augmentation d'environ 17,21 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

2 mois

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
participation du public au projet d'aménagement du
site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de
Montpellier.**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée n°2M965**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la mise en œuvre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public au projet d'aménagement du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 23 août 2012 au 18 septembre 2012 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, le groupement **RES-PUBLICA / ATELIER DES GIBOULEES** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au groupement **RES-PUBLICA / ATELIER DES GIBOULEES** pour un montant de 124.960 € HT pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.
Nature : 2031 - Fonction : 908 241

Montpellier, le

10/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



560 rue du 56^{ième} Régiment d'Artillerie
Convention de location
Ville de Montpellier/ESJ PRO

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par contrat de location en date du 5 août 2010 et avenant n°1 du 23 juillet 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille nouvellement intitulée ESJ PRO des locaux situés, 192 avenue Albert Einstein, Domaine de Grammont.
Ces locaux ont été vendus en septembre 2012 et la Ville de Montpellier a proposé de reloger provisoirement l'ESJ PRO sur un autre site.
- que la Ville de Montpellier dispose de locaux situés, 560 rue du 56^{ième} Régiment d'Artillerie comprenant un sous-sol de 298 m² et un rez de chaussée de 630 m², adaptés à l'activité de l'organisme ;
- que la location pourrait être consentie pour une durée de 3 ans, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015, moyennant un loyer annuel d'un montant de 30 000,00 €.

Décide en conséquence :

- de conclure avec ESJ PRO une convention de location pour une durée de 3 ans, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015 ;
- que cette location est consentie moyennant un loyer annuel de 30 000,00 € charges locatives en sus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que la convention de location sera annexée à la présente décision ;

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 20/12/2012

Notifiée le :



560 rue du 56^{ième} Régiment d'Artillerie
Convention de location
Ville de Montpellier/ESJ PRO

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par contrat de location en date du 5 août 2010 et avenant n°1 du 23 juillet 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille nouvellement intitulée ESJ PRO des locaux situés, 192 avenue Albert Einstein, Domaine de Grammont.
Ces locaux ont été vendus en septembre 2012 et la Ville de Montpellier a proposé de reloger provisoirement l'ESJ PRO sur un autre site.
- que la Ville de Montpellier dispose de locaux situés, 560^{ième} rue du 56^{ième} Régiment d'Artillerie comprenant un sous-sol de 298 m² et un rez de chaussée de 630 m², adaptés à l'activité de l'organisme ;
- que la location pourrait être consentie pour une durée de 3 ans, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015, moyennant un loyer annuel d'un montant de 30 000,00 €.

Décide en conséquence :

- de conclure avec ESJ PRO une convention de location pour une durée de 3 ans, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015 ;
- que cette location est consentie moyennant un loyer annuel de 30 000,00 € charges locatives en sus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que la convention de location sera annexée à la présente décision ;

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 20/12/2012

Notifiée le :

CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilitée par décision du : , ci-après désignée le Bailleur

D'UNE PART,

ET

ESJ PRO, société anonyme à conseil d'administration au capital de 640.285,87 euros dont le siège social est situé à Lille (59 000) 50 rue Gauthier de Châtillon, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro 423 458 280, représentée par son Directeur Général Monsieur Daniel DELOIT, ci-après désigné le Preneur

D'AUTRE PART,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Par contrat de location en date du 5 août 2010 et avenant n°1 du 23 juillet 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille, des locaux situés, 192 avenue Albert Einstein, Domaine de Grammont.
Ces locaux ont été vendus en septembre 2012 et la Ville de Montpellier a proposé de reloger provisoirement l'ESJ PRO sur un autre site.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés.

ARTICLE 1. DESIGNATION – DESTINATION DES LOCAUX LOUES

1.1 Désignation des locaux loués

La présente convention porte sur des locaux situés 560 rue du 56^{ème} Régiment d'Artillerie, 34070 Montpellier et composés comme suit :

- Un sous-sol (niveau -1) de 298 m² avec chaufferie et locaux de stockage
- Un rez-de-chaussée de 630 m² avec bureaux, salles de cours, locaux de rangement, sanitaires.

Les locaux du 1^{er} étage ne sont pas inclus dans la présente convention.

Les plans des locaux loués sont annexés à la présente convention.

1.2 Destination des locaux loués

Les locaux loués pourront être utilisés par le Preneur dans le seul cadre de son activité (formation continue, recherche appliquée, audit et conseil, action dans le milieu de la presse et des médias en général). Aucun fonds de commerce ne pourra être exploité dans les locaux loués.

ARTICLE 2. DUREE

Le projet d'aménagement de l'Ecole d'Application de l'Infanterie constitue l'un des axes majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété des occupations (mixité urbaine) et des usages (mixité fonctionnelle) avec une volonté collective de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une grande compacité. Elle contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois.

La Ville a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), par délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2012, la mise en œuvre opérationnelle de ce projet, dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Les locaux loués étant situés à l'intérieur du périmètre de l'Ecole d'Application de l'Infanterie, le Preneur ne pourra donc bénéficier que d'une jouissance des lieux pour une durée de 3 ans, dans l'attente d'une installation future dans des locaux plus adaptés à son activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2015.

Afin de permettre au Preneur de procéder au déménagement de ses bureaux, une remise des clés des locaux attribués sera effectuée au 1er décembre 2012.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

ARTICLE 3. LOYER

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, électricité, etc...).

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel fixé à 30 000,00 €, que le preneur s'engage à payer trimestriellement et d'avance à la Trésorerie Principale Municipale.

ARTICLE 4. ETAT DES LOCAUX LOUES A LA PRISE DE POSSESSION PAR LE PRENEUR

4.1 Visite préalable

Le Preneur déclare qu'il a pu procéder, préalablement à la date de signature de la présente convention, à une visite préalable et attentive des locaux loués.

En conséquence, le Preneur prendra possession des locaux loués dans l'état où ils se trouvent, sans exception ni réserve et sans recours à l'encontre du Bailleur et sans garantie de la part de ce dernier pour quelque cause que ce soit, notamment en raison de non-conformité, de l'état actuel des locaux loués ou de leur adaptation à l'activité du Preneur.

4.2 Etat contradictoire d'entrée dans les lieux

Les Parties s'engagent irrévocablement à dresser des états contradictoires d'entrée dans les lieux, respectivement à la date de prise d'effet de la présente convention. Ces états des lieux feront partie intégrante de la présente convention et de ses annexes.

ARTICLE 5. CHARGES ET CONDITIONS LOCATIVES

Le Preneur s'engage à utiliser les locaux loués conformément aux articles 1728 et 1729 du code civil, honorablement et paisiblement, à l'usage défini à l'article 1.2 ci-dessus, à l'exclusion de toute autre activité.

L'occupation des locaux loués par le Preneur ne devra donner lieu à aucune contravention ni à aucune plainte ou réclamation de la part de qui que ce soit. Le Preneur devra exploiter les locaux loués en bon père de famille et fera en conséquence son affaire personnelle de tous les griefs qui seraient faits au Bailleur à son sujet, celui de son personnel ou de ses visiteurs, de manière que ce dernier ne soit jamais inquiété et soit garanti de toutes les conséquences qui pourraient en résulter.

Le Preneur devra maintenir les locaux loués en état permanent d'utilisation effective.

Le Preneur ne devra pas faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, à peine d'être responsable de tous désordres ou accidents dont il devra réparation sans préjudice des dommages et intérêts éventuels.

Le Preneur ne devra être à l'origine d'aucun trouble susceptible de gêner tout occupant de l'Immeuble ou le voisinage de l'Immeuble.

De manière générale, le Preneur devra s'abstenir de toute activité bruyante ou susceptible de troubler la jouissance paisible des autres occupants de l'Immeuble, ou des immeubles avoisinants. Le Preneur ne pourra procéder dans les locaux loués à aucune vente publique de meubles ou autres objets.

Le Bailleur conserve le droit de louer à son gré, comme bon lui semblera et à qui il lui plaira, les autres locaux de l'Immeuble (1^{er} étage).

ARTICLE 6. TRAVAUX

6.1 Entretien des Locaux Loués

Le Preneur, à sa charge exclusive, devra :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté l'ensemble des locaux loués et notamment, les vitres, plomberie, serrurerie, menuiserie, les équipements électriques, informatiques et sanitaire, ou autres. Il sera responsable des accidents causés par et à ces objets ;
- entretenir les revêtements de sols en bon état, et notamment remédier à l'apparition de taches, brûlures, déchirures, trous ou décollements, et veiller à la sécurité d'usage et de circulation, de manière à les rendre à la fin de la convention en bon état d'usage locatif.

6.2 Travaux nécessitant une autorisation

Le Preneur s'engage à ne pas faire dans les locaux loués, de travaux de quelque nature que ce soit, et notamment :

- aucun percement de structure, aucune modification ou création de structure ;
- aucun changement de distribution ni aucune construction ; aucun percement ou destruction de l'un quelconque des éléments de façade, de toiture, de plancher, de plafond, de mur porteur, de dalle, de voûte ou de poteaux ;

Néanmoins, si le Preneur souhaitait, tout de même, réaliser de tels travaux, il devrait alors en faire la demande au Bailleur, et ne pourra les réaliser qu'après y avoir été expressément autorisé.

6.3 Conditions de réalisation des travaux exécutés par le Bailleur

Dans le cadre des travaux à réaliser par le Bailleur :

- Le Preneur devra permettre, toutes réparations, tous travaux d'amélioration et toutes modifications ou autres, que le Bailleur serait amené à faire exécuter dans les locaux loués, dans l'Immeuble.
- Il donnera accès aux locaux loués, au Bailleur, à ses mandataires, architectes, entrepreneurs et ouvriers, pour toute visite, réparation ou tâche d'entretien.
- Le Preneur devra supporter, toute modification que le Bailleur se réserve d'effectuer à l'extérieur de l'Immeuble.

Le Preneur renonce à poursuivre le Bailleur ou son mandataire ou leurs assureurs respectifs, pour réclamer une diminution de loyers ou la réparation d'un préjudice au titre de

travaux qui seraient exécutés sur la voie publique ou par les voisins, par les autres occupants de l'immeuble et de manière générale par les autres utilisateurs de l'immeuble, quelque gêne qui puisse en résulter pour lui.

ARTICLE 7. UTILISATION – SOUS-LOCATION – DOMICILIATION

7.1 Utilisation

Le Preneur devra utiliser personnellement les locaux loués et ne pourra en concéder la jouissance à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou précaire.

Dans ce cadre, le Preneur ne pourra pas donner en location-gérance les locaux loués, sous peine de nullité de la location-gérance consentie au mépris de la présente clause.

7.2 Sous-location

Le Preneur ne pourra sous louer totalement ou partiellement lesdits locaux étant précisé que le local, dans la commune intention des parties, forme un tout indivisible.

7.3 Domiciliation

Toute domiciliation de société est interdite à l'exception de celle du Preneur.

ARTICLE 8. ASSURANCES

Le Preneur doit souscrire une police d'assurance multirisques et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

ARTICLE 9. RESTITUTION DES LOCAUX LOUES

Les locaux loués devront être restitués en bon état d'entretien, de propreté et de réparations locatives, les réparations dues à la vétusté ayant dû être réalisées par le Preneur.

ARTICLE 10. FACULTE DE SUBSTITUTION PAR LE BAILLEUR

Si pendant la durée de la présente convention, le Bailleur transfère la propriété des locaux loués par tous moyens de droit, à un tiers de son choix, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale, celui-ci se trouvera de plein droit subrogé lors de ce transfert au Bailleur dans tous les droits et obligations résultant du présent bail, tant activement que passivement, sans que cette substitution, d'ores et déjà acceptée par le Preneur, n'entraîne novation à la présente convention.

En particulier, le Preneur déclare d'ores et déjà et en tant que de besoin, accepter que la présente convention se poursuive aux mêmes clauses et conditions.

Le Bailleur s'engage à informer le Preneur par écrit de cette cession et à lui communiquer les coordonnées du nouveau bailleur.

ARTICLE 11. RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de la société ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de non respect d'une ou plusieurs clauses de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de six mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le Preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le Preneur par décision de justice.

Le Preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de six mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de soixante jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

ARTICLE 12. LITIGES

Tout litige qui naitrait de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier

Fait à Montpellier, le

, en deux (2) exemplaires.

Le Bailleur

Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire,

L'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Preneur

ESJ PRO

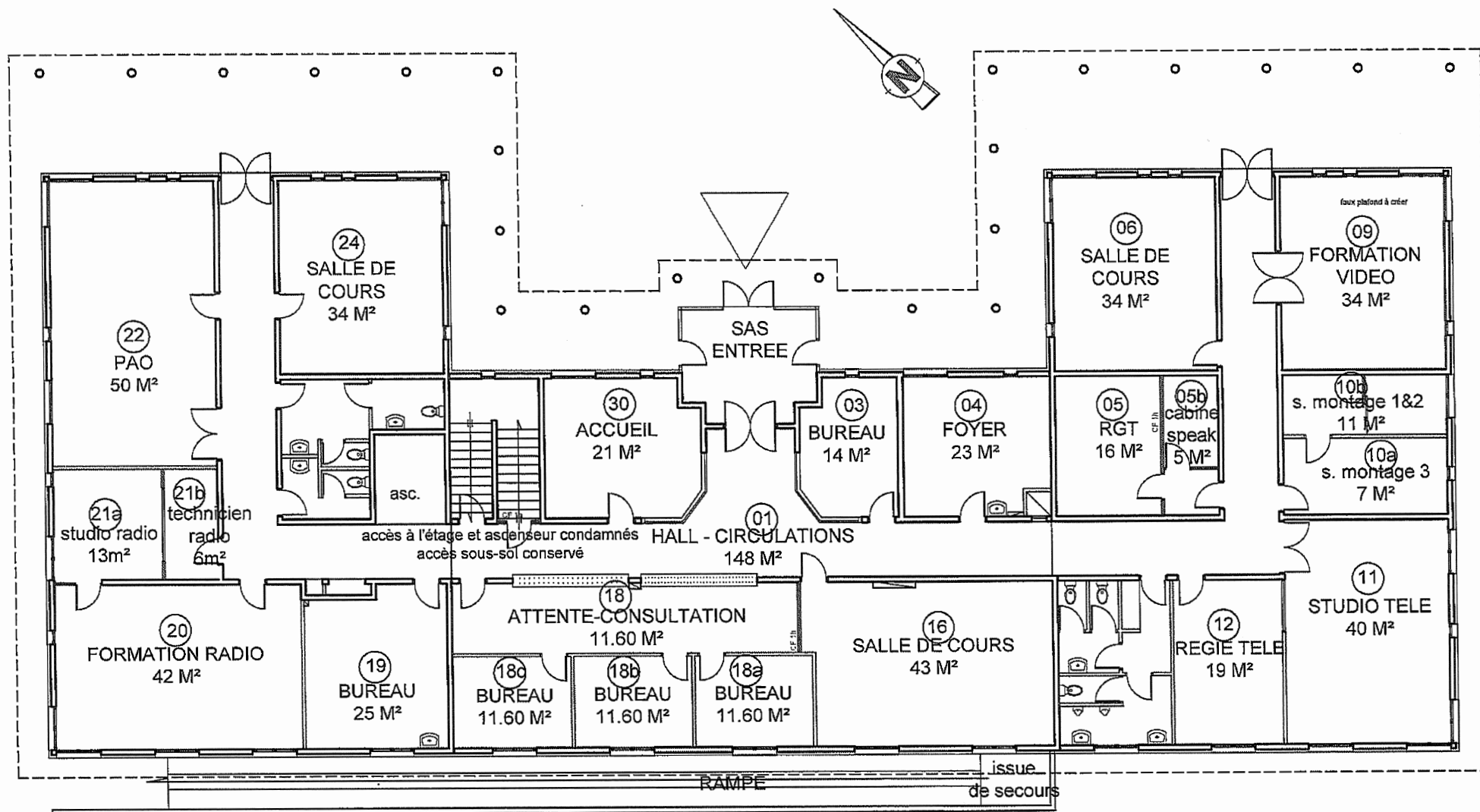
représentée par son

Directeur Général,

Monsieur Daniel DELOIT

ANNEXES

Annexe 1 : Plans des locaux loués



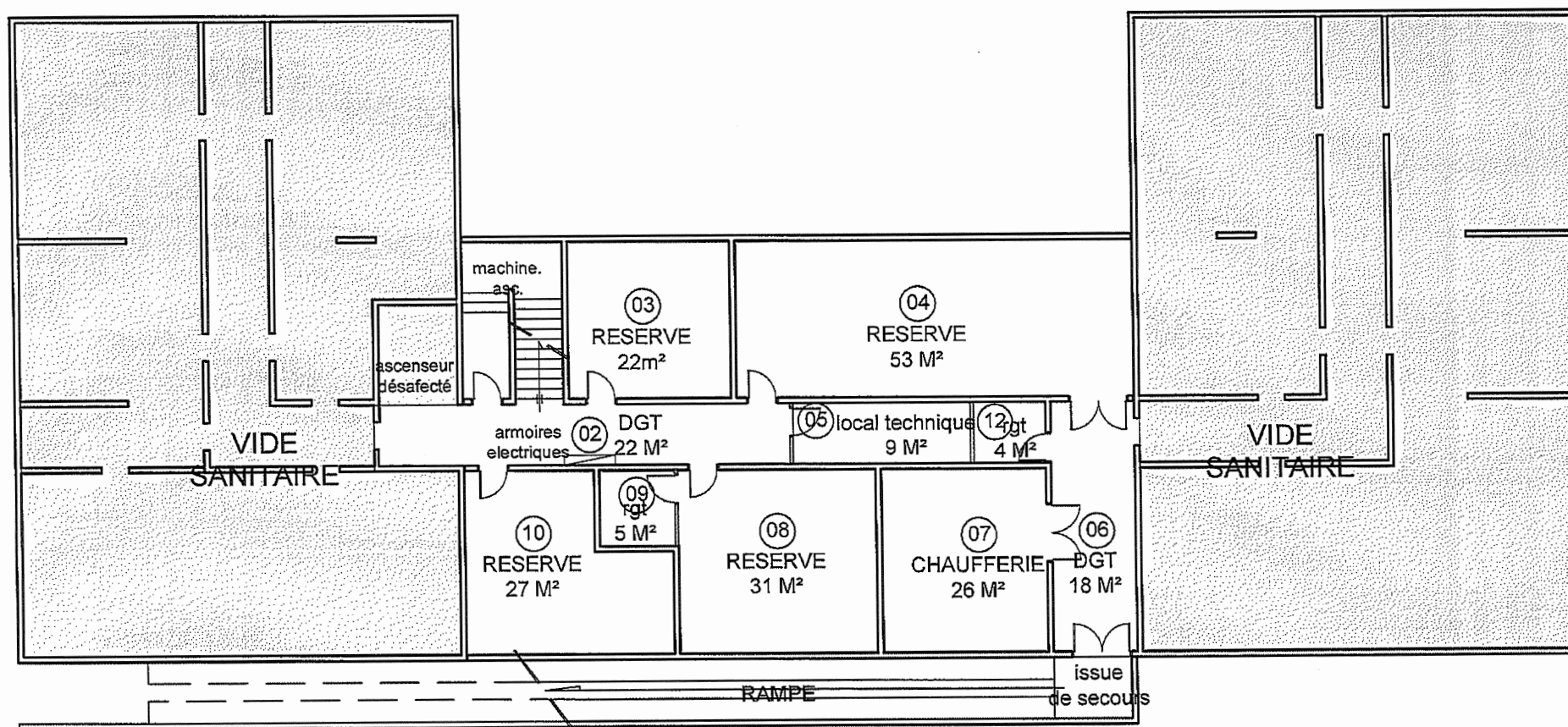
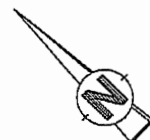
EDL
1
372

REPARTITION DES ESPACES
PLAN RDC

ECOLE DE JOURNALISME
Site de l'ancienne EAI
Pl. du 60ème régiment d'artillerie - 34000 MONTPELLIER

Ech :
Date: 28/11/2012
Dessin: EV
372EDL_Elev





EDL
2
372

REPARTITION DES ESPACES

PLAN R-1

ECOLE DE JOURNALISME

Site de l'ancienne EAI

PL de 15ans reglement d'urbanisme - 34000 MONTPELLIER

Ech :

Date: 28/11/2012

Dessin: EV

372EDL_Elev



371



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/449

Direction de l'Espace Public
Service Occupation du Domaine Public
Modification des 2 régies de recettes pour l'occupation
Du domaine public par les terrasses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°144 du 08 avril 2010, relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 29/11/2012
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

la restructuration de la Direction de l'Espace Public, il convient d'apporter des modifications afin de mettre à jour les informations relatives aux deux régies des terrasses, de l'Occupation du Domaine Public

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est institué, à compter du 1^{er} mai 2010, deux régies de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public recouvrés pour les terrasses, correspondant chacune à un secteur géographique.

Article 2 : Ces régies sont installées 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2, et sont respectivement dénommées :

- Régie recettes des terrasses secteur 1
- Régie recettes des terrasses secteur 2

Article 3 : Les recettes désignées dans l'article 1 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 7 : Le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0450

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de co-accueil avec l'association Uni'sons

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville, via le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Uni'sons, le spectacle *Malik Benthala se la raconte*;
- Qu'une représentation sera donnée le 9 décembre 2012 au théâtre Jean Vilar ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de co-accueil, présenté en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Uni'sons ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel joint en annexe ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations seront mises en commun entre les partenaires ;
- De dire que la Ville (théâtre Jean Vilar) aura ainsi à sa charge 50 % du résultat de la représentation et que les frais d'accueil, d'hébergement, de restauration et de transport lui incomberaient si le résultat était déficitaire
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/12/2012
Notifiée le :

CONTRAT DE CO- ACCUEIL

ENTRE :

UNI'ONS

n° SIRET : 411 968 647 000 49 code APE : 9499Z

Licences d'entrepreneur du spectacle n°2-1033722 et n°3-1033723

Adresse : 475 avenue du Comté de Nice 34080 Montpellier

Téléphone : 04 67 10 06 79

Représentée par Mme Fadelha BENAMMAR, présidente

D'une part ;

ET :

Le Théâtre Jean Vilar, la Ville de Montpellier

SIRET : 213 401 72 20 0011 code APE : 8411Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : n°1-10300066 et n°3-1027742

Représentée par Madame Hélène Mandroux, Maire, agissant ès -qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Marie ci-après désignée par le terme de co-organisateur.

D'autre part.

ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1.- OBJET

Les Parties conviennent de diffuser le spectacle « Malik Benthala se la raconte », le 09 décembre 2012 à 17h au Théâtre Jean Vilar.

Les tarifs seront ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar. La capacité retenue pour ce spectacle est de 374 places. La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties. Elle est de :

- 55 places pour Uni'sons et notamment en vue des personnes bénéficiaires de minimas sociaux de la Mosson

- 20 places pour le pass culture

- 8 invitations pour la compagnie - 6 invitations Culture du Cœur- 13 invitations officiels, presse

Le quota retenu pour chacun est modifiable selon les besoins de chacun. Le Théâtre Jean Vilar et UNI'ONS assureront ensemble la gestion des invitations compagnie, presse et protocole.

Article 2.- OBLIGATIONS D'UNI'ONS

UNI'ONS présentera le spectacle dans le cadre de son projet Caravane Arabesques. UNI'ONS signera le contrat de cession de droits avec le producteur de l'artiste et en assurera le paiement. UNI'ONS s'assurera que le producteur dispose de tous les droits artistiques. Il prendra en charge le cachet du spectacle, frais de transport, d'hébergement, de repas et droits d'auteurs.

UNI'ONS aura à sa charge 50% du résultat de l'organisation de la représentation hors technique. Si toutefois ce résultat était déficitaire, les frais d'accueil hébergement, repas et transport serait à la charge du Théâtre Jean Vilar.

Article 3.- OBLIGATIONS DU THEATRE JEAN VILAR

Le théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans le cadre de sa saison et le proposera à ses abonnés. Il en prendra en charge la billetterie et assurera l'infoline.

Il validera les éléments artistiques, logistiques et techniques du contrat de cession avant signature par UNI'ONS.

La Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 50% du résultat de l'organisation de la représentation hors technique et mettra en commun ses recettes propres de billetterie. Si toutefois ce résultat était déficitaire, les frais d'accueil hébergement, repas et transport lui incomberait.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge unique les coûts techniques. Il constituera l'équipe technique et louera le matériel en fonction de la fiche technique du spectacle. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

ARTICLE 4 : TARIFS

Les tarifs d'entrée aux spectacles sont ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar. Un tarif préférentiel de 5 euros est proposé à UNI'SONS pour la vente de billets destinée aux bénéficiaires de minimas sociaux de la Mosson. Cette vente sera effectuée par UNI'SONS par le biais des associations membres du Réseau Pailladin et directement auprès des jeunes au sein de la structure.

Article 5 : COMMUNICATION

Le Théâtre Jean Vilar et UNI'SONS assureront ensemble la communication et la promotion du spectacle : plan de communication, communiqué de presse, le choix de visuels et des textes et relations publiques.

Chacune des parties communique sur l'événement auprès de son public en utilisant sa charte graphique et en mentionnant pour le Théâtre Jean Vilar « en partenariat avec UNI'SONS dans le cadre de la Caravane Arabesques » et pour UNI'SONS « en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar »

Article 6.- CLAUSE FINANCIERE

Les parties du contrat ont décidé de partager à 50% le résultat de l'organisation du spectacle selon la description budgétaire ci-jointe en annexe.

Uni'Sons n'étant pas soumis à TVA, les budgets prévisionnels et les résultats seront envisagés toutes taxes comprises.

Les recettes concernent seulement les recettes de billetterie.

Les frais de fonctionnement des structures ne sont pas intégrés.

A l'issue de la représentation une situation financière sera établie avec mise en commun des charges liées au cachet de l'artiste, aux droits d'auteurs et à la communication du spectacle et frais d'accueil (hébergement, repas et transport).

Dans le cas d'un résultat déficitaire, les dépenses mises en commun concernent seulement les dépenses liées au cachet de l'artiste, aux droits d'auteurs et à la communication du spectacle. Les frais d'accueil (hébergement, repas et transport) seront dans ce cas pris en charge uniquement par le Théâtre Jean Vilar.

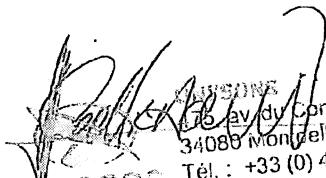
Article 5.- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...)

Fait à Montpellier, le 20 octobre 2012, en deux exemplaires

Pour UNI'SONS

Pour le Théâtre Jean Vilar, la ville de Montpellier


UNI'SONS
106 av du Comté de Nice
34080 Montpellier - France
Tél. : +33 (0) 4 67 10 06 79
Fax : +33 (0) 4 67 40 50 62
Siret : 411 538 17 50649 - APE : 9131Z 4997
MUSIC

SAISON 2012-2013

BUDGET PREVISIONNEL Toutes Taxes Comprises

THEATRE JEAN VILAR / UNI'ONS

09 décembre 2012 - 17h Théâtre Jean

Malik Benthala

(détail des recettes et charges relatives au spectacle)

	à charge d'UNI'ONS	à charge de TJEAN VILAR	TOTAL
prix du spectacle	3 424 €		3 424 €
frais annexes			
défraiements repas 17,40€ x 3 pers x 2	104 €		104 €
voyages	498 €		498 €
hotel	155 €		
frais de catering	30 €		30 €
Accueil	15 €		- €
Communication	109 €		109 €
Droits d'auteur (SACD / DROITS DE MISE EN SCENE / CNV)	770 €		770 €
TOTAL DES CHARGES	5 105 €	- €	5 105 €
Billetterie Théâtre Jean Vilar TTC		3 860 €	3 860 €
TOTAL DES RECETTES	- €	3 860 €	3 860 €
MARGE	-5 105 €	3 860 €	-1 245 €
REPARTITION			
THEATRE JEAN VILAR (50%)			-622 €
UNI'ONS (50%)		3 860 €	-622 €

CONTENTIEUX
Référé précontractuel
OTIS c/ Commune de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que la société OTIS a saisi, par requête n°1204996-4, le Tribunal Administratif de Montpellier sur le fondement de l'article L.551-1 du code de justice administrative invoquant un manquement de la Commune à ses obligations de publicité et de mise en concurrence affectant la procédure de passation d'un marché de prestations d'entretien et de maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices de l'Hôtel de Ville et de l'ensemble des bâtiments municipaux ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville de Montpellier dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2012
Notifiée le :



**Parking situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville,
niveaux P1 et P2 - Place Francis Ponge
Autorisation d'occupation temporaire du domaine
public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à M. Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'un parking réparti sur 3 niveaux situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville - Place Francis Ponge. Ce parking appartient au domaine public de la ville ;
- Que ce parking, initialement destiné à accueillir les véhicules de service de la ville et les véhicules des agents, est actuellement fermé au public ;
- Que la Société des Parkings du Polygone (SPP) sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public des niveaux P1 et P2 de ce parking pour une durée de 2 mois les samedis du mois de décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013.

Décide en conséquence :

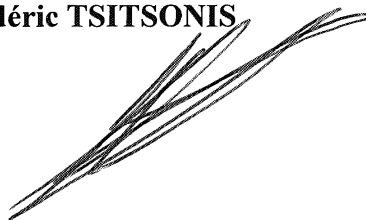
- De conclure avec la Société des Parkings du Polygone (SPP) une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la mise à disposition des niveaux P1 et P2 du parking situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de Ville – Place Francis Ponge.
- Que cette mise à disposition est consentie pour une durée de 2 mois les samedis de décembre ainsi que le samedi 12 janvier 2013 de 10h à 20h, moyennant une redevance de 4 500 € HT (soit 750 € HT par jour d'occupation).
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

- Que ladite autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 24/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :



**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC**
**Par la ville de MONTPELLIER au profit de la SOCIETE DES PARKINGS DU
POLYGONE**

Version du 27.11.12

ENTRE

1°- La COMMUNE DE MONTPELLIER, collectivité territoriale, située dans le département de l'Hérault, dont l'Hôtel de Ville se trouve à (34000) MONTPELLIER, 1 place George FRECHE, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722.

Représentée par Madame le Maire, dûment habilitée en vertu d'une délibération du 2 avril 2008,

Figurant ci-après sous la dénomination : « **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** ».

DE PREMIERE PART,

ET

2°- La Société dénommée « **Société des Parkings du Polygone** » en abrégé « **SPP** », société en nom collectif au capital de 3.049 €, dont le siège social est à MONTPELLIER (34000) Centre Commercial Le Polygone, 1, rue des Pertuisanes, inscrite au RCS de Montpellier sous le numéro 780.078.051 et représentée aux présentes par son gérant, **Monsieur Henri CHAMBON**.

Figurant ci-après sous la dénomination : « **LE BENEFICIAIRE** ».

DE SECONDE PART.

9

EXPOSE PREALABLE

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** est propriétaire d'un parking réparti sur 3 niveaux, situé en sous-sol de l'ancien Hôtel de ville, sis place Francis Ponge 34000 MONTPELLIER. Ce parking appartient au domaine public de la ville.

Ce parking, initialement destiné à accueillir les véhicules de service de la ville et les véhicules des agents, est actuellement fermé au public.

Afin de permettre l'occupation de ces emplacements les samedis du mois de décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013 et valoriser ainsi le domaine public, la commune de Montpellier a décidé, sur les parkings situés en niveau P1 et P2, de consentir à la société des Parkings du Polygone (SPP), une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour une durée de deux (2) mois.

Cette autorisation temporaire et personnelle, non constitutive de droits réels, obéit aux dispositions des articles L.2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ci-après reproduits.

L. 2122-1 : *"Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L.1 ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous".*

L. 2122-2 : *"L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire".*

L. 2122-3 : *"L'autorisation mentionnée à l'article L.2122-1 présente un caractère précaire et révocable".*

AUTORISATION D'OCCUPATION

ARTICLE 1 - DESIGNATION, DATES ET HORAIRES

LE **BENEFICIAIRE** est autorisé à occuper, les samedis 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013 de 10h00 à 20h00, les 180 emplacements de stationnement situés en sous-sol de la mairie niveau 18/95 et niveau 21/65 (P1 et P2), ci-après désignés, dépendant du domaine public de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien, objet des présentes, dépend du domaine public communal.

ARTICLE 3 - SERVITUDES

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** déclare qu'elle n'a créé, ni laissé acquérir aucune servitude sur le bien, objet des présentes et qu'à leur connaissance, il n'en existe aucune autre que celles indiquées au présent acte.

ARTICLE 4 - OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie en vue de l'exploitation des emplacements de stationnement situés en niveau P1 et P2 les samedis ci-dessus désignés à l'article 1 des présentes.

ARTICLE 5 - CONSISTANCE - REGLEMENTATION - TRAVAUX

5.1 CONSISTANCE

LE BENEFICIAIRE déclare avoir parfaite connaissance du bien sus-désigné, le prendre dans son état pour l'avoir vu et visité, sans recours contre quiconque pour quelque cause que ce soit.

5.2 REGLEMENTATION

S'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'un bien dépendant du domaine public de **LA COMMUNE DE MONTPELLIER**, la convention obéit aux règles suivantes arrêtées directement entre les parties :

- **LE BENEFICIAIRE** utilisera les biens dont s'agit exclusivement à l'activité de location d'emplacements de parking.

Cette destination étant une clause essentielle et déterminante des présentes sans laquelle la présente convention n'aurait pu avoir lieu. Toute autre utilisation est interdite, sauf accord préalable et express de **LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

- **LE BENEFICIAIRE** devra respecter en permanence les lois et règlements attachés à la destination susvisée ;

- **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** pourra, à tout moment et sans en prévenir obligatoirement à l'avance l'occupant, effectuer tout contrôle qu'elle juge opportun et nécessaire, notamment à l'effet de vérifier le respect de la destination et de la réglementation qui y est attachée, et l'entretien général des biens.

S'agissant d'un établissement destiné à recevoir du public, **LE BENEFICIAIRE** fera son affaire des dispositions à prendre pour la conformité des installations, sans que la responsabilité de **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** ne puisse être recherchée.

1

ARTICLE 6 - CARACTERES DE L'OCCUPATION

6.1 DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette occupation du domaine public est temporaire.

Conformément à l'article L 2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, cette autorisation d'occupation du domaine public présente un caractère précaire et révocable.

Cette autorisation présente un caractère strictement personnel qui ne confère aucun droit réel au **BENEFICIAIRE** sur le terrain objet des présentes.

La présente convention ne confère au **BENEFICIAIRE** qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions du décret n°53-960 du 30 septembre 1953 et ne pourra conférer la propriété commerciale au propriétaire.

6.2 CESSION ET APPORT EN SOCIETE

En raison du caractère personnel de l'autorisation, toute cession totale ou partielle ou tout apport en société des droits retirés de la présente convention est interdite.

6.3 CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

LE BENEFICIAIRE jouira du bien dont il s'agit à l'exemple d'un bon père de famille tel que défini par le Code civil sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

2°) Occupation - Empiètement - Usurpations

LE BENEFICIAIRE s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir la **COMMUNE DE MONTPELLIER** de tout ce qui pourrait se produire sous peine de tous dépens, dommages intérêts, et même de résiliation des présentes. Il devra prévenir immédiatement la **COMMUNE DE MONTPELLIER** de toutes actions pouvant porter atteinte aux droits de ces derniers sur les biens occupés.

3°) Assurances.

3.1. La **COMMUNE DE MONTPELLIER** déclare que l'immeuble dans lequel se trouve les locaux loués sont assurés contre les risques d'incendie, d'explosion, bris de glace et de dégâts des eaux, dommages électriques, tempêtes, grêle, ouragans, cyclone et tornade, neige, fumées, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, attentats et vandalisme, chutes d'aéronefs et objets aériens, choc de véhicule terrestre.

3.2. Le BENEFICIAIRE devra assurer et maintenir assurés pendant tout le cours de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ses aménagements et équipements, mobiliers, matériels et marchandises contre les risques d'incendie, d'explosion, bris de glace et de dégâts des eaux, dommages électriques, tempêtes, grêle, ouragans, cyclone et tornade, neige, fumées, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, attentats et vandalisme, chutes d'aéronefs et objets aériens, choc de véhicule terrestre, les frais de déplacement et remplacement desdits objets ainsi que la privation de jouissance, sans aucune exception, auprès d'une compagnie notoirement solvable, ayant son siège ou une succursale en France.

Cette police d'assurance devra comporter une garantie en matière de recours des voisins et des tiers, ainsi qu'en matière de privation de jouissance.

Le **BENEFICIAIRE** devra également souscrire un contrat de responsabilité civile en vue de couvrir tous les dommages corporels matériels ou immatériels pouvant être causés aux tiers du fait de l'occupation des Locaux, du fait des aménagements et installations, du fait des travaux qu'il aura exécutés ou encore du fait de ses préposés.

3.3. La COMMUNE DE MONTPELLIER renonce en cas de sinistres couverts par les garanties prévues ci-dessus, à tout recours qu'il serait fondé à exercer contre le **BENEFICIAIRE** et ses assureurs et s'engage à obtenir la même renonciation de la part de ses assureurs.

En contrepartie, le **BENEFICIAIRE** renonce en cas de sinistres couverts par les garanties prévues ci-dessus, à tous recours envers la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et ses assureurs et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

4°) Entretien et exploitation du bien

LE BENEFICIAIRE aura à sa charge le maintien en bon état d'entretien et de propriété du bien occupé.

Il sera responsable de toute détérioration survenant soit de son fait, soit du fait des tiers, au bien mis à sa disposition.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura droit de visiter les emprises ou de les faire visiter par son architecte ou mandataire pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation.

5°) Contrôle et surveillance

LE BENEFICIAIRE s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que le gestionnaire jugerait utile d'exercer. **LE BENEFICIAIRE** aura l'obligation de surveiller les emprises faisant l'objet des présentes conventions.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'AUTORISATION ET RESILIATION

7.1 DUREE -RECONDUCTION

La présente convention est consentie et acceptée à titre précaire et révocable pour une durée de deux (2) mois entiers et consécutifs prenant effet le 1^{er} décembre 2012 pour finir deux mois après.

9

A l'expiration de la durée des présentes, et sauf aux parties d'en convenir autrement, **LE BENEFICIAIRE** ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

7.2 RESILIATION DE L'AUTORISATION PAR LA COMMUNE

LA COMMUNE DE MONTPELLIER peut, à tout moment, et pour l'un des motifs ci-après, procéder à la résiliation de l'autorisation.

La résiliation par la commune ne donne droit au remboursement d'aucune échéance de redevance déjà versée par le bénéficiaire.

1°) Résiliation pour motif d'intérêt général :

La résiliation de l'autorisation d'occupation du domaine public, pour un motif d'intérêt général, pourra être décidée par **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** sous préavis de 15 jours effectué par lettre recommandée avec accusé de réception.

2°) Résiliation pour inexécution par le BENEFICIAIRE des clauses et conditions :

La présente autorisation d'occupation du domaine public pourra être résiliée par **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** en cas d'inexécution de l'une quelconque des clauses et conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment :

- en cas de disparition juridique du **BENEFICIAIRE** ;
- en cas d'agissements du **BENEFICIAIRE** de nature à compromettre la bonne exploitation des ouvrages ;
- en cas de cession totale ou partielle ou apport en société des droits retirés de la présente convention ;
- en cas d'inexécution ou de non-respect par **LE BENEFICIAIRE** de l'une des conditions convenues aux présentes ;
- en cas de non-paiement par **LE BENEFICIAIRE** d'un seul terme de la redevance, à son échéance ;
- en cas de non-usage des installations implantées, dans les conditions définies précédemment ;

La résiliation du chef de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura lieu par lettre recommandée avec accusé de réception dûment motivée et son effet partira du jour de l'accusé de réception. Un délai de 15 jours de préavis devra être respecté.

3°) Résiliation à la demande du BENEFICIAIRE

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement d'exploiter le bien, avant l'expiration de la présente convention, le **BENEFICIAIRE** pourra résilier celle-ci en notifiant, moyennant un préavis de sept (7) jours, sa décision par lettre recommandée adressée à l'autorité ayant délivré le titre.

La résiliation à la demande du bénéficiaire ne donne droit au remboursement par **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** d'aucune échéance de redevance déjà versée.

ARTICLE 8 - REDEVANCE

En application de l'article L 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques « *La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation* »

Le prix de la redevance est forfaitairement fixé à la somme de 750,00 € HT (sept cent cinquante euros Hors Taxes) par jour d'occupation.

La présente autorisation étant consentie en vue de l'exploitation des emplacements de stationnement situés en niveau P1 et P2 les samedis 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 décembre 2012 ainsi que le samedi 12 janvier 2013 le montant totale de la prestation est fixé à la somme de 4.500,00 € HT (quatre mille cinq cents euros Hors Taxes).

Etant ici précisé que le prix de la redevance ci-dessus déterminé est un prix forfaitaire et global lequel comprend en conséquence l'ensemble des charges relatives à l'exploitation des stationnements objet de l'autorisation et notamment les frais relatifs à l'éclairage.

La redevance sera versée par le BENEFICIAIRE de façon mensuelle au plus tard les 31 décembre 2012 et 31 janvier 2013 par virement sur le compte au Trésor Public de la Ville de Montpellier dont les références sont les suivantes :

- Trésor Public
- Code Etablissement : 30001
- Code Guichet : 00572
- Compte : E3400000000
- Clé : 10

ARTICLE 9 - CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la convention, pour quelque cause que ce soit, et à moins que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** n'y renonce, le **BENEFICIAIRE** sera tenu d'enlever à ses frais les aménagements ou installations qui auraient été réalisés sur les dépendances domaniales occupées qu'il devra, sans prétendre à indemnité, remettre en leur état initial.

Les constructions ou installations de caractère immobilier, dont le maintien à l'issue du titre aura été accepté, deviennent de plein droit et gratuitement la propriété de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

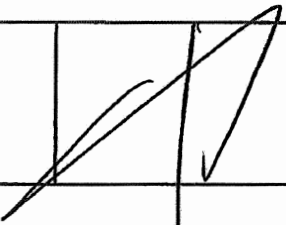
Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

ARTICLE 11 - CLOTURE

Le présent acte sera établi en deux originaux, l'un remis au **BENEFICIAIRE**, l'autre conservé par la **COMMUNE de MONTPELLIER**.

A MONTPELLIER,
le 27/11/2012

La COMMUNE DE MONTPELLIER	
----------------------------------	--

LE BENEFICIAIRE La Société des Parkings du Polygone	
---	---

SNC du Parking du Polygone
1, rue des Pertuisanes
34000 MONTPELLIER
Capital 3049 € - R.C.S. Montpellier
SIRET 780 078 051 00015

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Assistance technique pour une organisation optimisée
de la fonction entretien des locaux municipaux et des
groupes scolaires de la Ville (lot n°2)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'accompagnement de la Ville pour une organisation optimisée de la fonction entretien des groupes scolaires municipaux (lot n°2)
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 17 septembre 2012
- Que le groupement SETEC Organisation S.A. – INCF a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2

Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot n°2 du marché précité au groupement SETEC Organisation S.A. – INCF pour un montant de 72 700 € HT
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (chapitre 920, nature 611, fonction 020)

Montpellier, le 14 / 12 / 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17 / 12 / 2012
Notifiée le :

**Rencontres sportives scolaires 2012-2013
Convention entre l'Inspection Académique de
l'Hérault, le Comité Départemental USEP 34 et la Ville
de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 19 septembre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, en qualité de Conseiller Spécial délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire dans le cadre de l'organisation des rencontres sportives scolaires terminant un cycle d'apprentissage de définir les modalités de l'intervention des éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour l'année scolaire 2012-2013;
- que les projets élaborés en partenariat avec le Comité Départemental USEP 34, devront faire l'objet d'un agrément de l'Inspection Académique de l'Hérault et respecter le fonctionnement des écoles ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention tripartite fixant les limites d'intervention des parties pour l'année scolaire 2012-2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

07/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 08/01/2013

Notifiée le :

RENCONTRES SPORTIVES SCOLAIRES

MODALITES D'INTERVENTION A L'ECOLE PRIMAIRE

2012 - 2013

CONVENTION T R I P A R T I T E

entre

INSPECTION ACADEMIQUE DE L'HERAULT
COMITE DEPARTEMENTAL USEP 34
VILLE DE MONTPELLIER
(SERVICE DES SPORTS)

REFERENCES:

- Convention Nationale MEN - USEP du 30-10-2009
- Conventions Nationales particulières à certaines activités physiques MEN / USEP / Fédérations sportives
- Programmes de l'école primaire : Arrêté du 09-06-2008 BOEN HS n°3 du 19.06.2008
- Loi n°84-610 du 16-07-1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
- Sorties Scolaires: Circulaire n°99136 du 21-09-1999 modifiée par la circulaire 2000-045 du 31/05/2000
- Participation des intervenants extérieurs aux activités d'enseignement à l'école: Circulaire n°92-196 du 3-07-1992
- Texte Départemental : "Charte des intervenants extérieurs à l'école" de septembre 2012
- Circ. N° 2010-125 du 18/08/2010 : Activités sportives et éducatives – Développement du Sport scolaire

Entre les soussignés :

- **La Direction Académique**, représentée par Monsieur Philippe WUILLAMIER, Directeur Académique des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault
- **Le Comité départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de l'Hérault** représenté par M. Gérard VIRGILI agissant en qualité de Président, ci-après dénommé « **USEP 34** »
- **La Ville de MONTPELLIER** représentée par Madame MANDROUX, agissant en qualité de Maire

Il a été convenu ce qui suit :

OBJET

La présente convention tripartite a pour but de définir le cadre d'intervention du service des sports de la Ville de **MONTPELLIER**, dans le temps scolaire, incluant le cas échéant du temps périscolaire, pour l'organisation de rencontres sportives finalisant un cycle d'apprentissage.

LE PROJET

Pour être recevable chaque action fera l'objet de l'élaboration préalable d'un projet agréé par le Directeur Académique des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault ou par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription du 1^{er} degré concernée, associant l'ensemble des partenaires. Ce projet devra satisfaire aux règles de fonctionnement de l'école rappelées en annexe de la présente convention (*cf. document annexe*).

LES PARTENAIRES

- **L'Education Nationale**, garante de l'application des programmes scolaires.
- **L'USEP 34**, fédération sportive scolaire, interface entre l'Ecole publique et les structures émanant du mouvement sportif dans le cas des rencontres sportives inter-écoles.
- **La Ville de MONTPELLIER**, intervenant dans le cadre de la spécificité de son Service des Sports.

OBJECTIF

ARTICLE 1

Toute action de partenariat avec l'école publique, impliquant une structure sportive, doit avoir comme objectif d'utiliser l'activité sportive comme moyen de formation des élèves dans le domaine de l'éducation physique et sportive, et plus précisément dans celui de la culture sportive, de l'accession à l'autonomie et à la citoyenneté.

ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

ARTICLE 2

2-1 : L'Education Nationale contribue à l'ouverture de l'école publique en agréant des personnels ayant les qualifications et les compétences requises, dans les limites de la législation en vigueur.

L'Education Nationale est responsable de la mise en place des modules d'enseignement dans lesquels peuvent s'inscrire les rencontres qui les finalisent.

L'enseignant de la classe s'implique par sa présence et son engagement dans le déroulement de la séance et reste maître d'œuvre du projet (du contenu et de la pédagogie).

2-2 : L'USEP 34, dans le cadre des conventions, nationale MEN / USEP / Ligue de l'enseignement et départementale DSDEN / USEP citées en référence, s'engage à gérer, soutenir, ou favoriser tout projet de rencontres sportives à caractère éducatif pour les écoles publiques, dans le cadre de sa mission de service public.

2-3 : La Ville de **MONTPELLIER** s'engage à respecter les règles et principes de fonctionnement de l'Ecole et à établir systématiquement le contact avec l'USEP dès lors que le projet se finalise par une rencontre sportive.

2-4 : La ville de **MONTPELLIER** possède une assurance pour l'ensemble des manifestations et rencontres sportives pour lesquelles elle est engagée.

2-5 : Les partenaires peuvent annexer à la présente convention, un avenant précisant les modalités particulières ne figurant pas dans ce texte cadre.

RENCONTRES

ARTICLE 3

3-1 : La rencontre doit être un moment privilégié et permettre l'expression des acquisitions pour tous les enfants. Leur investissement dans les tâches d'organisation et de gestion doit être une priorité. En conséquence, il conviendra de limiter le nombre de participants pour atteindre ces objectifs.

3-2 : Conformément à l'article 8 de la Charte Départementale relative aux intervenants extérieurs, les rencontres à caractère essentiellement médiatique ou promotionnel n'ont pas leur place en temps scolaire.

EVALUATION

ARTICLE 4

- Bilan des actions

4-1 : Un bilan global des actions menées en partenariat, sera établi conjointement par les différentes parties.

- Diplôme de participation

4-2 : Tout diplôme ou document remis aux élèves attestant de leur participation à une ou des action(s) relevant de cette convention portera les logos respectifs des partenaires ayant participé à l'action : Inspection Académique, Ville de **MONTPELLIER**, USEP 34 ou autres partenaires institutionnels éventuels.

MOYENS MIS EN OEUVRE

ARTICLE 5

5-1 : La Ville de **MONTPELLIER** et l'USEP 34 peuvent mettre à la disposition des écoles le matériel sportif nécessaire au déroulement du projet.

Dans la limite de ses moyens et, afin de rendre possible la poursuite de l'activité au delà de la période d'intervention, la Ville de **MONTPELLIER** peut attribuer aux écoles du matériel spécifique à la pratique de l'activité.

5-2 : La Ville de **MONTPELLIER** participe aux dépenses inhérentes à la mise en place des actions par la mise à disposition de moyens humains et d'installations sportives. Un cahier des charges peut accompagner le projet et définir cette participation.

DIFFUSION DE LA CONVENTION

ARTICLE 6

6-1 : Madame le Maire de **MONTPELLIER**, s'engage à porter à la connaissance des intervenants du Service des Sports mis à disposition, les termes de la présente convention.

6-2 – Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale s'engage à porter à la connaissance des directeurs d'école les termes de cette même convention.

DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

ARTICLE 7

7-1 : La présente convention s'exerce du mois de septembre de l'année en cours au mois de septembre de l'année suivante.

7-2 : Elle est renouvelable chaque année. Ce renouvellement ne pourra intervenir qu'après la validation du bilan des actions menées en partenariat.

7-3 : Avec l'accord unanime des différentes parties, des modifications peuvent être proposées dans le but d'améliorer les modalités d'intervention du mouvement sportif en milieu scolaire. Celles-ci ne seront mises en application qu'à partir du renouvellement de la signature de la convention ainsi modifiée.

7-4 : Si l'une des parties signataires souhaite mettre fin à la validité de la convention, il lui appartient d'en aviser les autres parties par lettre recommandée, trois mois avant la date d'expiration prévue.

le

le

le

Le Directeur Académique
des Services Départementaux
de l'Education Nationale de l'Hérault
Philippe WUILLAMIER

Le Maire
Hélène MANDROUX

Le Président de l'USEP34
Gérard VIRGILI

ANNEXE

Respect des règles de fonctionnement de l'école

- Les personnels rémunérés ou bénévoles intervenant dans les écoles sont soumis à l'agrément du Directeur Académique des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault, conformément aux textes cités en référence. Cet agrément est obligatoire. Les formulaires sont à demander auprès de l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription du premier degré concernée (ou aux Conseillers départementaux EPS dans le cas d'un projet concernant plusieurs circonscriptions)

Les qualifications requises pour les personnes rémunérées sont les suivantes :

- titulaires de la fonction publique territoriale, conseillers ou éducateurs territoriaux des APS, recrutés dans la filière sportive ou opérateurs territoriaux des APS intégrés lors de la constitution initiale du cadre d'emploi de 1992.

- non titulaires de la fonction publique territoriale diplômés :
 - d'un brevet d'état de spécialité ou d'un BP.JEPS pour les activités dites « à risque »
 - d'un BEESAPT ou d'un BP.JEPS activités physiques pour tous, du DEUG ou de la Licence STAPS, qualifications suffisantes pour les activités ne nécessitant pas un encadrement renforcé.

- Toute intervention est nécessairement inscrite dans les projets pédagogiques de classe ou d'école, en cohérence avec les programmes de l'école primaire.

- Le projet en partenariat est élaboré conjointement par les enseignants, le (ou les) Conseiller(s) Pédagogique(s) EPS de la (ou des) circonscription(s) concernée(s), les intervenants sportifs, et l'USEP 34 dès lors que le projet se finalise par une rencontre sportive.

Il est soumis à l'agrément du Directeur Académique des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault, dans le respect des délais précisés dans l'article 2(b) de la Charte Départementale relative aux intervenants extérieurs, à savoir, 4 semaines avant le début de l'activité.

- Les intervenants extérieurs ne peuvent se substituer aux enseignants. Ils apportent leurs compétences de spécialistes de la discipline en complément de celle des enseignants polyvalents.

- Les documents pédagogiques éventuels communiqués aux enseignants par les intervenants sont annexés au projet, pour validation.

Respect des principes de mise en oeuvre

- Préparation

- La rencontre est l'aboutissement d'un module d'enseignement composé de 6 à 15 séances, elle ne peut en aucun cas en être dissociée ; elle doit être clairement mentionnée dans le projet pédagogique faisant l'objet de l'agrément.

- Un temps d'information et/ou de formation fixant l'organisation et le contenu du projet est organisé sous la responsabilité du Directeur Académique des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault, ou de l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription du premier degré concernée et, de l'USEP 34 dès lors que le projet se finalise par une rencontre sportive. Il associe le ou les intervenants du Service des Sports mis à disposition par la Ville.

- Module d'Intervention

- Les interventions doivent s'inscrire dans la mise en œuvre départementale des programmes de l'école. Elles sont réservées prioritairement aux cycles 2 et 3.

**Attribution d'un marché selon la procédure adaptée
pour l'élaboration du menu de Noël 2012 pour les
restaurants scolaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur GELY adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter les denrées alimentaires nécessaires pour la confection du menu de Noël 2012 pour les restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 2M1586 conforme à l'article 28 du code des Marchés Publics en date du 16 octobre 2012 les sociétés suivantes ont proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots indiqués :
BUONOMO pour le lot 1- Salade verte, DLG pour le lot 2 – Saumon, DAVIGEL pour le lot 3 – Paupiette de poisson, DISTRISUD pour le lot 5 – Bûche du Pilat, COCTAIL & CO pour le lot 6 – Chocolat.
Pour le lot 4 – Pâtes en couleur, l'offre n'a pas pu être attribuée et a été classée sans suite.

Décide en conséquence :

- D'acheter les denrées nécessaires pour la confection du menu de Noël 2012 pour les restaurants scolaires de la Ville aux sociétés et aux montants maximum HT ci-dessous :

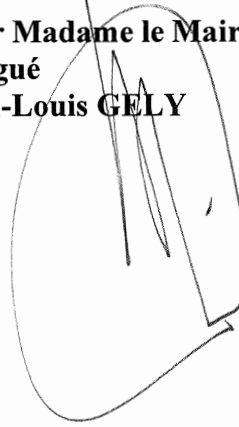
BUONOMO	Lot 1 – salade verte	1 500.00 €
DLG	Lot 2 – Saumon	3 500.00 €
DAVIGEL	Lot 3 – Paupiette de poisson	11 500.00 €
	Lot 4 – Pâte en couleur	Sans suite
DISTRISUD	Lot – 5 Bûche du Pilat	2 000.00 €
COCKTAIL & CO	Lot – 6 Chocolat	6 900.00 €

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 60623 Fonctionnement : 922511 Ligne : 1501
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 07/01/2013
Notifiée le :



**Attribution d'un marché concernant la mise en chenil
des chiens placés par le Maire de la Ville de
Montpellier
Autorisation de signer le Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un centre canin le marché de mise en chenil des chiens placés par le Maire de la Commune de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 25 octobre 2012 pour un marché immatriculé 2M1654, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le Centre Canin Du Pilier Des Masques sis 299 Chemin du Predaïau 34400 SAINT CHRISTOL a présenté une offre acceptable ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité pour un montant sans minimum et un maximum de 40 000,00 Euros H.T. au Centre Canin Du Pilier des Masques sur une durée de quarante huit mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921120 - Nature : 611 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/12/2012

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE**



Publiée le : 20/12/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ POMAREDE Cédric
Recours pour excès de pouvoir contre les permis
d'aménager PA 34172 120003 et PA 34172 120003M1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par deux arrêtés des 01 juin et 23 août 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a refusé d'accorder à M. Cédric POMAREDE un permis d'aménager visant à réaliser un projet de lotissement de 9 lots avec voirie de desserte et placette de retournement sur un terrain situé Terre Du Mas d'Astre, cadastré OC0001;
- Que M. Cédric POMAREDE a déposé une requête en annulation des arrêtés auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18 octobre 2012 sous le n°1204610-1
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

19 / 12 / 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20 / 12 / 2012

Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ BRANDSTETTER Marie
France
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC34172 11V0234**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 20 janvier 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SCI du FIGUIER un permis de construire visant à procéder à la construction d'un immeuble de 17 logements et de commerces au 10 boulevard de Strasbourg ;
- Que Mme BRANDSTETTER a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18 octobre 2012 sous le n°1204461-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2012
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012 / 1460

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ M. PHALIPPOU et M. COUHET-
GUICHOT
APPEL
Décision de défendre
Dossier PE 09 V 0051

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que saisi d'un cas de réalisation de travaux sans autorisation administrative au n°405 rue du Triolet par M. PHALIPPOU et M. COUHET-GUICHOT, le Tribunal Correctionnel de Montpellier a rendu un jugement en date du 18/10/12 (minute n°2012/4125) ;
- Que la Commune de Montpellier a interjeté appel de ce jugement, le 26/10/12 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2012
Notifiée le :

Contentieux
Gérard GUIGONNET c/ PREFET DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON, PREFET DE
L'HERAULT

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
cessibilité n°2012-I-870 du 12 avril 2012 et les arrêtés
de déclaration d'utilité publique n°2006-I-571 du 2
mars 2006 et 2005-I-1237 du 30 mai 2005**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par deux arrêtés préfectoraux n°2006-I-571 et 2005-I-1237 des 02 mars 2006 et 30 mai 2005, la restauration immobilière du quartier « Figuerolles Parc Clémenceau » a été déclarée d'utilité publique, et que par un arrêté préfectoral n°2012-I-87 du 12 avril 2012, la copropriété située au n°2 rue du Père Fabre a été déclarée cessible ;

- Que M. Gérard GUIGONNET a déposé une requête en annulation des arrêtés auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 01 juin 2012 sous le n°1202639-5 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2012

Notifiée le :

Contentieux
SCI FRIDO c/ PREFET DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON, PREFET DE
L'HERAULT
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
cessibilité n°2012-I-870 du 12 avril 2012

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté préfectoral n°2012-I-870 du 12 Avril 2012, la copropriété située au n°2 rue du Père Fabre a été déclarée cessible ;
- Que la SCI FRIDO a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18 octobre 2012 sous le n°1204447-5 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

19/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/12/2012

Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ COHEN Renaud
Recours pour excès de pouvoir contre la déclaration
préalable DP34172 11 1064

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 06 Avril 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SCI SBMH une déclaration préalable visant à réaliser une division parcellaire et créer un nouvel accès au n°48 avenue d'ASSAS ;
- Que M. Cohen Renaud a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 17 septembre 2012 sous le n°1203966-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *19/12/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *20/12/2012*
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2012/0466

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance des serveurs et baies de
stockage
Marché 2M1734**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il convient d'assurer la maintenance des serveurs et baies de stockage situés dans la salle informatique de l'Hôtel de Ville ainsi que dans les locaux du NRO ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 7 novembre 2012, les sociétés OSIATIS pour le lot 1 et ECONOCOM France pour le lot 2 ont présenté les offres les plus économiquement avantageuses ;

Décide en conséquence :

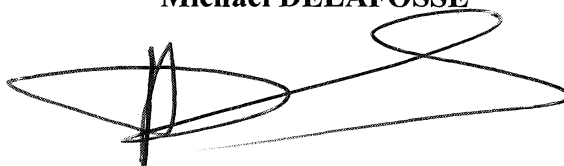
- D'attribuer les marchés précités pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction et un montant total estimé à 40 000 euros hors taxes, à compter du 1^{er} janvier 2013, aux sociétés :
 - OSIATIS pour le lot 1, sise 1 rue du Petit Clamart BP 26 – Bât.F - 78142 VELIZY VILLACOUBLAY
 - ECONOCOM France pour le lot 2, sise 106 rue des Trois Fontanot – 92751 NANTERRE Cedex
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 920.

Montpellier, le

27/12/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le :
Notifiée le :



88 Bis avenue de Toulouse
Convention de location
Ville de Montpellier/Société SEPM Rockstore

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier a donné à bail commercial en date du 10 novembre 2011 à la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, un ensemble immobilier cadastré HM 491 situé, 20 rue de Verdun ;
- que dans le cadre de ce bail commercial, la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser d'importants travaux d'isolation phonique et de mise en conformité de l'immeuble rendant indisponible l'exploitation du site. Le paiement du loyer est de ce fait suspendu conformément aux termes du bail commercial « conditions particulières » ;
- que pour réaliser ces travaux qui vont se dérouler du 19 décembre 2012 au 18 octobre 2013, l'immeuble du 20 rue de Verdun doit être obligatoirement libre de tout encombrement et qu'il convient de trouver des locaux pour le stockage du matériel du Rockstore ;
- que la Ville est propriétaire d'un bien situé, 88 bis avenue de Toulouse comprenant, une maison de 127 m² avec un garage attenant pouvant servir de lieu de stockage ;

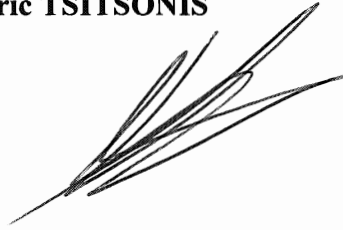
Décide en conséquence :

- de conclure avec la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, une convention de location pour des locaux à usage de stockage situés, 88 bis avenue de Toulouse ;
- que cette convention de location d'une durée de 10 mois du 19 décembre 2012 jusqu'au 18 octobre 2013, correspondant à la durée des travaux est exceptionnellement consentie à titre gracieux ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que la convention de location sera annexée à la présente décision ;

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :



CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

d'autre part,

« La Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore » dûment représentée par Monsieur Stéphane AL-MALLAK et Monsieur Philippe WINLING agissant en qualité de Gérants statutaires de la Société SEPM Rockstore ci-après désigné le preneur.

Préambule :

En date du 10 novembre 2011, la Ville de Montpellier a donné à bail commercial à la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, un ensemble immobilier cadastré HM 491 situé, 20 rue de Verdun.

Dans le cadre du bail commercial précité, la Ville de Montpellier s'est engagée, à réaliser d'importants travaux d'isolation phonique et de mise en conformité de l'immeuble. Ces travaux qui démarreront fin 2012 pour se poursuivre durant l'année 2013, nécessitent la fermeture du site 20 rue de Verdun.

Le paiement du loyer sera de ce fait suspendu pendant toute la durée du chantier conformément au termes du bail commercial « conditions particulières ».

Afin de laisser les lieux libres de tout encombrement, le matériel destiné au fonctionnement du Rockstore sera provisoirement stocké dans de nouveaux locaux dont la Ville de Montpellier est propriétaire.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

88 bis avenue de Toulouse
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués comprennent une maison de 127 m² (Rez de chaussée avec un étage) et un garage attenant.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

.../...

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués comme espace de stockage.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, un état des lieux ayant été dressé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux.

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 10 mois.

Elle prendra effet à compter du 19 décembre 2012 jusqu'au 18 octobre 2013.

Article 3 : Loyer

Compte tenu de la situation d'innexploitation du site 20 rue de Verdun par la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore et de l'obligation de libérer les lieux pendant la réalisation des travaux, la présente convention est exceptionnellement consentie à titre gracieux.

Le preneur s'acquittera toutefois de ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, téléphone ... ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Pour La Société SEPM Rockstore
Nom Prénom

Frédéric TSITSONIS

Conditions acceptées



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission de prospection,
d'information et d'accompagnement de propriétaires
privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages
à revenus modestes et intermédiaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2883/T/R donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire déléguée au Logement;

Considérant :

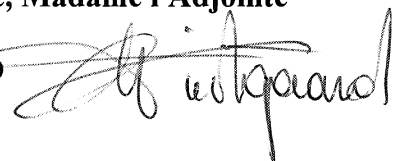
- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la Mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés Publics, en date du 19 novembre 2012, l'association Adages Maison du logement a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Adages Maison du logement située 6 rue Draparnaud – 34 000 Montpellier, pour une tranche ferme de douze mois d'un montant de 16720 € H.T. et une tranche conditionnelle de douze mois d'un montant de 16720 € H.T.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (chapitre 925), sous réserve de l'obtention des crédits au BP 2013
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 08/01/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Hélène QVISTGAARD



Publiée le : 08/01/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la Web Tv de la ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la Web Tv de la ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 24/10/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Kprodz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Kprodz pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 40 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, avec possibilité de reconduction 1 fois;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/12/2012
Notifiée le :

**DIRECTION DE LA COMMUNICATION
SERVICE PRESSE**

Modification de l'objet de la régie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision du 1^{er} juillet 1987 instituant une régie d'avances à la direction de la Communication,
- Vu les décisions du 6 avril 1988 et du 22 janvier 1996 modifiant l'objet de la régie,
- Vu les décisions du 14 avril 1989 et du 17 mars 2009 modifiant le montant de l'avance,
- Vu la décision du 7 janvier 2004 sur les moyens de paiements,
- Vu l'avis conforme du Trésorier, en date du 20 décembre 2012,
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R/, donnant délégation à Monsieur Max Lévi,

Considérant : qu'au vu des besoins de la Direction de La Communication il est nécessaire d'élargir l'objet de la régie, en prenant en considération les décisions antérieures,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 :

Il est institué une régie d'avance auprès du service communication, service presse.

ARTICLE 2 :

Le régie est installée, 1 place Georges Frêche, 34267, Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 3 :

Les dépenses autorisées sont les suivantes :

- Paiement des repas pris en dehors de Montpellier,
- Paiement des frais de déplacement : taxis, avions de journalistes invités,
- Paiement des heures d'hélicoptères pour les photographes,
- Achat de petites fournitures destinées à parer à l'urgence, dans la limite de 100 € par demande de reconstitution,
- Paiement de denrées alimentaires destinées à parer l'urgence dans la limite de 50 € par demande de reconstitution,
- L'achat de revues diverses, hors abonnement et de façon ponctuelle,
- L'achat de petits matériels et papeterie pour les maquettes des dossiers de presse
- Le paiement des frais de port et d'expédition de documents,
- Le paiement des frais afférents aux déplacements à l'étranger,
- Le paiement de billets de train par internet,

ARTICLE 4 :

Les dépenses désignées à l'article 4 sont payés selon les modes de règlement suivants :

Espèces
Chèque
Carte bleue

Ces dépenses seront prises au chapitre 920.

ARTICLE 5 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000 €

ARTICLE 6 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte :

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

ARTICLE 7 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 8 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 9 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 04/01/2013
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Julien Maillot, 14 rue de l'école de pharmacie, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition des œuvres de Florelle Michel, Julien Maillot et Geoffroy Sanchez à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 10 au 20 janvier 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur Julien Maillot à exposer à la galerie Saint Ravy du 10 au 20 janvier 2013 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Monsieur Maillot a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

03/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 04/01/2013

Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la galerie Montana, 11 rue d'Alger, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition des œuvres de Nicolas Callu et Christelle Lyon à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 décembre 2012 au 5 janvier 2013 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la galerie Montana à exposer à la galerie Saint Ravy du 14 décembre 2012 au 5 janvier 2013 ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Nicolas Callu et Christelle Lyon ont eu préalablement connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 04/01/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission d'information,
d'accompagnement et d'instruction des demandes
d'aides au titre du dispositif Clé Montpellier Logement
Jeunes de la Ville de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2883/T/R donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire déléguée au Logement;

Considérant :

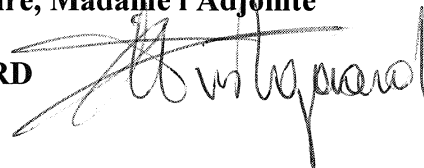
- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la mission d'information, d'accompagnement et d'instruction des demandes d'aides au titre du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes de la Ville de Montpellier
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés Publics, en date du 19 novembre 2012, l'association Foyer de la Jeune Fille (Boutique Logement Jeunes) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Foyer de la Jeune Fille (Boutique Logement Jeunes) située 3, rue de la Vieille 34 000 Montpellier, pour une tranche ferme de douze mois d'un montant de 8360 € H.T. et une tranche conditionnelle de douze mois d'un montant de 8360 € H.T.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (chapitre 925), sous réserve de l'obtention des crédits au BP 2013.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 08/01/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Hélène QVISTGAARD



Publiée le : 09/01/2013

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de matériel professionnel de
sonorisation, d'audiovisuel, et de projection.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, d'audiovisuel, et de projection pour les services de la ville de MONTPELLIER, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N°2M1581), conformément aux articles 28 et 77 du code des Marchés Publics, en date du 31 octobre 2012, la société TEXEN : ZI 290 rue de MASSACAN – BP 29 – 34741 VENDARGUES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société TEXEN, pour un total maximum de commandes de 75 000 € HT, pendant une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, natures 60632, 6156 et budget investissement, nature 2188 toutes fonctions.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/475

ASSURANCE
Marché Public de services d'assurances
Lot 1: responsabilité et risques annexes
Lot 2: flotte automobile et risques annexes
Lot 3: responsabilité civile garage
Autorisation de signer le marché

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que pendant l'été 2012 les compagnies d'assurances garantissant pour la Ville la responsabilité civile et risques annexes et la flotte automobile ont notifié à la Ville la résiliation de ces contrats à compter du 31 décembre 2012 ;
- Qu'il a donc été nécessaire, en application du code des marchés publics, de lancer un appel d'offres permettant à la Ville d'être couverte sur ces risques dès le 1^{er} janvier 2013 ;
- Qu'un troisième lot a été prévu dans le cadre de cette consultation permettant de couvrir les risques spécifiques liés à l'activité du garage municipal ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, au cours de sa séance du 11 décembre 2012, a retenu comme économiquement les plus avantageuses les offres des compagnies suivantes :

◦ **Lot n°1 : Responsabilité et risques annexes** : Cabinet PNAS/ Compagnie AREAS, 159 rue du faubourg poissonnière 75009 PARIS ;

◦ **Lot n°2 : Flotte Automobile** : compagnie SMACL, 141 avenue Salvador Allende 79031 NIORT cedex 9 ;

◦ **Lot n°3 : Responsabilité Civile Garage** : Cabinet PNAS/ Compagnie AREAS 159 rue du faubourg poissonnière 75009 PARIS ;

Décide en conséquence :

- d'approuver l'attribution du marché de services d'assurances :
 - ☐ Pour le lot n°1 « Responsabilité et risques annexes » au Cabinet PNAS/ Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 298 173,78 € TTC (garanties offre de base sans franchise : 255 848,50 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « responsabilité atteintes à l'environnement » : 31 100,19 € TTC + prestation supplémentaire n°2 « augmentation des plafonds de garantie pour la responsabilité civile générale » : 11 225,02 € TTC ;
 - ☐ Pour le lot n°2 « Flotte automobile et risques annexes » à la compagnie SMACL, pour une prime annuelle de 112 967,33 € TTC (offre de base sans franchise : 112 654,28 € TTC + prestation supplémentaire n°1 « marchandises transportées » : 313,05 € TTC) ;
 - ☐ Pour le lot n°3 « Responsabilité civile garage » au Cabinet PNAS/Compagnie AREAS, pour une prime annuelle de 5 929 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire ;
- De prélever les montants de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction 616-920200 pour le lot n°1 et 616-920206 pour les lots n°2 et 3. ;

Montpellier, le 20/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/12/2012
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/476

Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ Joëlle
HOUCHARD

Requête en annulation et suspension du permis de
construire n° PC 34172 12 V0138

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28 septembre 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la société KAUFMAN AND BROAD LANGUEDOC-ROUSSILLON dans l'optique d'édifier un immeuble de 52 logements au 646-666 rue Georges Denizot ;
- Que Mme Joëlle HOUCHARD a déposé deux requêtes auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER. La première, en date du 03/12/2012, référencée n°1205216-1, visant à annuler l'arrêté. La seconde, en date du 05/12/12, référencée n° 1205217-1, visant à le suspendre ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 20/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué,
Max LEVITA

Publiée le : 21/12/2012
Notifiée le :



CITE DU CORPS HUMAIN.
Autorisation de signer l'avenant n°1 concernant le
marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la
conception et la mise en oeuvre d'actions de
communication et de recherche de contenu relative à
la préfiguration du projet.

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2175/T/R donnant délégation à Monsieur Jacques Touchon, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'un marché à procédure adaptée a été attribué pour un montant de 18 380€ HT le 3 avril 2012 à Mme Emilie GULDNER, sise à Montpellier, pour la conception et la mise en œuvre d'actions de médiation, de communication, de réflexion et de recherche de contenu scientifique et pédagogique pour le projet de Cité du Corps Humain.
- Qu'il est apparu nécessaire de prolonger de 2 mois la mission du prestataire suite à la demande du Maître d'Ouvrage, pour finaliser des actions de communication et de recherches de contenu scientifique et pédagogique.

Décide en conséquence :

- D'augmenter le montant du contrat de 3 150€ HT, représentant une augmentation de 17% par rapport au montant initial. Le montant du contrat est porté à 21 530€ HT et sa durée est prolongée de 2 mois.

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le :

Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Emilie GULDNER

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conception et la mise en œuvre d'actions de médiation scientifique relatives à la préfiguration de la Cité du Corps Humain.

N° du marché : 2M207

Notifié le : 4 avril 2012

Montant initial du marché :

Montant HT : 18 380 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Rappel de la mission :

La mission confiée au prestataire se décompose en 3 points :

1^{er} point : préfiguration : Réflexion et action à mener pour faire connaître le projet au grand public.

2^{ème} point : Communication interne : Mise en place d'outils de communication auprès des personnes impliquées dans le projet,

3^{ème} point : Contenu scientifique et pédagogique : Réflexion et recherche de thèmes constituant les cabinets de curiosité et le plateau des expérimentations.

Objet de l'avenant :

Le Maître d'Ouvrage souhaite solliciter le prestataire sur des missions non prévues initialement dans le temps imparti, engendrant un surcroît d'activité défini par :

- Le développement de nouveaux outils de communications internes non définis (plaquette de présentation).

- L'élaboration de fiches détaillées suite aux recherches sur le contenu scientifique et pédagogique afin de créer une bibliothèque des données recueillies et faciliter l'accès aux résultats de recherches.

Aussi il est nécessaire de prolonger la mission pour faire face à ce surcroît d'activité.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **3 150 € H.T.**

Le montant du contrat est donc porté à **21 530€ H.T** soit une augmentation de **17 %** par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Initialement d'une durée de 9 mois, le marché passe à 11 mois

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Réaménagement du quartier de la Pompignane
Mandat d'études VILLE / SAAM

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886/T/R en date du 10 octobre 2012 de Madame le Maire de la Ville de Montpellier donnant à M. Michaël Delafosse, adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le statut de société publique locale d'aménagement (SPLA) de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012 engageant le réaménagement du quartier de la Pompignane sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et fixant les objectifs de l'opération ainsi que les modalités de la concertation publique ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane ;
- Que les études urbaines engagées depuis 2008 sur ce quartier doivent être complétées par des études de programmation/analyse/prospective/impact sur un périmètre élargi, afin de mieux cerner les enjeux d'aménagement du quartier, à l'échelle et en préalable du projet de ZAC ;
- Que ce programme d'études complémentaires permettra à la Ville de Montpellier d'affiner les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération et d'en arrêter précisément les contours et le programme ;
- Qu'il est nécessaire d'engager la désignation d'un architecte urbaniste chargé de la conception du projet de réaménagement du quartier de la Pompignane ;
- Que la SAAM est à même d'assurer les missions de suivi et d'encadrement ainsi que le règlement de l'ensemble des études à réaliser dans le cadre d'une convention de mandat à conclure avec la Ville ;
- Que le statut de SPLA de la SAAM autorise à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SAAM, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 160 000 € HT (191 360 € TTC) ;

Décide en conséquence :

- De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SAAM, telle qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 160 000 € HT (191 360 € TTC)

et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;

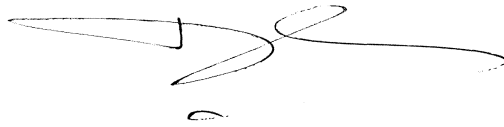
- De dire que les honoraires de la SAAM pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 20 000 € HT (23 920 € TTC) ;
- D'autoriser la SAAM, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 20 / 12 / 2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 21 / 12 / 2012

Notifiée le :



COMMUNE DE MONTPELLIER

**MANDAT D'ETUDES POUR
LE REAMENAGEMENT
DU QUARTIER « LA POMPIGNANE »**

PROJET

Rédaction sur la base du code des marchés publics 2006

ENTRE

La **Ville de Montpellier**, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier, dûment habilitée en application de la décision de Madame le Maire du

Ci-après dénommée « la Ville de Montpellier », ou « le maître d'ouvrage », ou « la Collectivité » ou « le Mandant »

D'UNE PART,

ET :

La **Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM)**, société publique locale d'aménagement (SPLA) au capital de 1.780.000 Euros, inscrite au R.C.S de Montpellier sous le n° 521 130 176, dont le Siège Social est en l'Hôtel de MONTPELLIER Agglomération, 50 place Zeus CS 39556 (34961) Montpellier Cedex 2,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 2 février 2010,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Ci-après dénommée « la SAAM », ou « la Société », ou « le Mandataire »

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement urbain, de réinvestissements des quartiers existants et de requalifications des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement du quartier de la Pompignane.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre ville,
- rétablir, à travers la programmation adaptée, une répartition plus équilibrée entre habitat social et logement en accession à la propriété,
- assurer le renouvellement et le maintien, voire le développement, de l'offre commerciale de proximité,
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux piétons,
- développer des espaces publics supports d'animations récréatives et sportives,
- améliorer la collecte et la gestion des eaux pluviales,
- créer un paysage urbain de qualité.

En vue de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération lui permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter précisément la localisation et le programme et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, la commune a décidé de lancer un programme d'études préalables.

C'est pourquoi, la ville de Montpellier, par décision en date du _____ confie à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalables à l'opération dans le cadre d'un **mandat d'études régi par les dispositions du Code Civil et les dispositions de la présente convention.**

La présente convention a pour objet de préciser la nature, le contenu et les conditions de réalisation des missions confiées à la société ainsi que les conditions de financement.

La Ville de Montpellier désigne son représentant légal, ou la personne habilitée comme étant responsable compétent pour l'application de la présente convention, sous réserve des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et du Code des Marchés Publics (CMP).

La Ville de Montpellier pourra, à tout moment, notifier au Mandataire une modification de ces personnes.

ARTICLE 1 : OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

- 1.1 La Ville de Montpellier, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2012 qui fixe les orientations de l'opération demande au Mandataire, qui accepte, de faire procéder en son nom et pour son compte, dans les conditions définies ci-après et dans les limites financières telles que définies ci-dessous, aux études préalables à la réalisation d'une opération d'aménagement à usage principal de logements dont le périmètre d'étude s'étend sur une superficie d'environ 101 hectares tel que figurant sur le plan annexé aux présentes.

Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires pour la bonne réalisation de sa mission dans les limites fixées par la convention.

Ces études devront permettre au Conseil municipal de la Ville de Montpellier de définir le programme d'aménagement, le parti d'aménagement et le phasage de l'opération et de délibérer en toute connaissance de cause sur l'engagement d'une opération d'aménagement.

1.2 Le Mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat :

Le Mandataire assurera les missions suivantes :

- Définitions des conditions administratives selon lesquelles les études et prestations seront exécutées,
- Mise au point du processus d'études et propositions des études et prestations complémentaires éventuelles, dans le respect de l'enveloppe financière d'ensemble,
- Dans le respect du Code des Marchés Publics et du guide des procédures applicable aux services de la Ville de Montpellier, préparation du choix des tiers intervenants, établissement, signature et gestion des contrats,
- Pilotage et coordination des tiers et intervenants y compris la conduite du dialogue compétitif, en assurant une information permanente au Mandant,
- Synthèse aux différents stades des études et de l'avancement des prestations (aspects techniques, sociaux, environnementaux, économiques et financiers),
- Synthèse de l'ensemble des études afin de proposer une programmation (aménagement, programme logements commerces, ...)
- Le cas échéant, préparation et mise en forme des différents dossiers administratifs nécessaires à la définition de l'opération d'aménagement.
- Réalisation d'un échéancier de l'opération
- Participation aux comités de pilotage ou à toutes autres réunions (concertations, rendez-vous que pourrait demander le maître d'ouvrage,
- Réception des études et prestations des tiers,
- Règlement des dépenses liées à l'accomplissement des missions du mandat, y compris des frais techniques,
- Gestion des flux financiers et établissement des demandes d'avances et de remboursements par le Mandant

D'une façon générale, le Mandataire effectuera des missions de coordination et de pilotage des études et de la démarche, en relation avec le Mandant. Il apportera son concours aux différentes étapes du processus ; chacune d'entre elles faisant l'objet de décisions du Mandant.

Les dispositions du Code des marchés publics applicables à la Ville de Montpellier sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l'exécution des marchés d'études, conformément à l'article 1-3 ci-dessous du présent document.

En aucun cas, le Mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le Compte de la Ville de Montpellier.

1.3 La Ville de Montpellier confie au Mandataire le soin de faire réaliser les études préalables suivantes :

1. ETUDE DE PROGRAMMATION URBAINE Y COMPRIS ETUDE HYDRAULIQUE

Réalisation d'une étude par un architecte urbaniste spécifiquement sur les secteurs non encore analysés (hors étude N. BOUDIER et M.D.R) afin de définir les capacités de constructibilité sur certaines parcelles « peu denses » et « mal bâties ».

Cette étude devra également réaliser une analyse technique et environnementale : synthèse des données et informations existantes (environnement, hydraulique, hydrogéologie, voiries et réseaux divers, patrimoine et archéologie, servitudes et contraintes).

Ces propositions devront participer à la cohérence urbaine du quartier au regard des premières études.

L'architecte et un BET formuleront des propositions d'aménagements d'espaces publics accompagnées d'un pré-chiffrage afin de requalifier ces secteurs.

L'ensemble des réflexions émises devra participer à la cohérence urbaine du quartier au regard des premières études.

Des plans de synthèses seront demandés.

2. ETUDE SOCIETALE

Réalisation, par un BET spécialisé, d'une étude en 4 parties qui permettra de mieux comprendre les enjeux sociaux du quartier :

- a/ synthèse des données INSEE sur les caractéristiques de la population du quartier
- b/ audit des différents acteurs du quartier (exemple : associations, directeur d'agence de la résidence ACM, syndicats d'immeubles, responsable maison pour tous,...)
- c/ enquêtes sociales auprès des habitants (usagers du quartier, commerçants, locataires de la résidence ACM, des copropriétés, ...) afin de connaître le regard qu'ils portent au quartier.
- d/ restitution et recoupement des phases a/ - b/ - c/ permettant de faire ressortir les différentes problématiques sociales du quartier.

3. REALISATION D'UNE MISSION DE GEOMETRE

Celle-ci permettra l'établissement des fonds de plans, y compris les relevés topographiques.

4. ENQUETE FONCIERE DU PERIMETRE

Etablissement de l'état du foncier et enquête de dureté foncière : états parcellaires pour chaque secteur et sous-secteur éventuel, analyse du cadre bâti, de son occupation, identification des entreprises et activités, analyse de la propriété foncière et des modes d'occupation, analyse des activités économiques et de leur évolution.

Le cas échéant, rendez-vous avec des propriétaires pour connaître leur intention.

5. COMMERCES

Analyse de l'état des lieux de la structure commerciale de proximité sur le secteur avec préconisation pour le conforter.

6. ACTIVITES ECONOMIQUES

Réalisation d'une étude prospective sur le volet économique du potentiel du quartier afin de définir la programmation.

7. MOBILITES - DEPLACEMENTS

Réalisation d'une étude « état des lieux » concernant la mobilité et les déplacements (flux : voitures, transports en communs, vélos, piétons, ...)

8. ETUDE D'IMPACT

9. LES ETUDES URBAINES DE CONSOLIDATION DANS LE CADRE D'UN DIALOGUE COMPETITIF

Cette étude permettra, dans un premier temps, la consolidation de l'ensemble des études sur le quartier.

Ce dialogue compétitif sera constitué d'une tranche ferme comprenant les missions suivantes :

- réalisation d'un plan de référence comprenant :

- Parti d'aménagement
- Phasage général,
- Définition des constructibilités précises sur les programmes (logements, commerces, ...)
- Définition opérationnelle portant sur un ou plusieurs secteurs du projet dont la réalisation pourrait être engagée en priorité y compris accompagnée d'un pré-chiffrage.

Ce dialogue permettra également l'échange avec les prestataires pendant le déroulement de cette étude.

La tranche ferme désignera comme lauréat l'architecte en chef de l'opération.

La tranche conditionnelle sera confirmée dans le cadre de la future concession, si et seulement si la Ville de Montpellier décide la suite de l'opération.

Le marché, à ce stade, sera transféré au futur concessionnaire.

Cette tranche conditionnelle reprendra l'ensemble des missions de l'architecte coordonnateur d'une ZAC, notamment :

- Plan de masse des secteurs opérationnels
- Cahier des préconisations pour les espaces publics
- Dossiers d'urbanismes réglementaires
- Assistance à la concertation de l'ensemble des acteurs,
- Coordination architecturale de l'ensemble des projets de construction,
- Assistance au maître d'ouvrage dans le suivi du concept et de la réalisation des ouvrages et des espaces publics.

10 . PRESTATIONS TECHNIQUES

Ensemble des prestations et coûts techniques nécessaires pour mener à bien ces différentes missions (reprographie, déplacements, recherches documentaires et de références spécifiques...).

Le programme des études et prestations pourra être précisé, modifié ou adapté par la Collectivité, le cas échéant sur proposition du Mandataire.

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION DES ETUDES

La Ville de Montpellier notifiera au Mandataire le présent mandat d'études signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

La durée du mandat est fixée à 24 mois.

La société s'engage à faire toute diligence pour faire réaliser et pour présenter à la Collectivité les études confiées dans le cadre de la durée du mandat à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour la réalisation des études est provisoirement évalué à 160.000€ HT soit 191.360 € TTC au taux actuel de TVA soit 19,6% valeur Mo octobre 2012 (cf. annexe enveloppe financière prévisionnelle jointe) ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour la réalisation des études.

Ces dépenses comprennent notamment :

1. le coût des études ;
2. les charges financières que le Mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 8 ci-après.
3. et en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, la réalisation des études.

ARTICLE 4 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Comme le prévoit l'article 6, le Mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses co-contractants.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, une quelconque décision pouvant entraîner le non respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et devra informer le Mandant des conséquences financières de toutes décisions de modifications du programme que celui-ci prendrait. Cependant, il pourra et même devra proposer au Mandant au cours de sa mission toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes soit techniquement soit financièrement, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée au Mandant notamment aux stades suivants :

- à l'analyse des offres : article 6.3. « rôle du Mandataire »
- pendant la réalisation des études : article 7.2 « suivi des études »

Dans tous les cas où le Mandataire demande une modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle qui est refusée par le Mandant et si le Mandataire estime ne pas pouvoir satisfaire aux contre-propositions du Mandant (pré-étude des avant-projets, nouvelle consultation, mesures d'économie...), le Mandataire est en droit de résilier le présent contrat de mandat. Dans ce cas, le Mandant supportera seul les conséquences financières de la résiliation dans les conditions précisées à l'article 11.1.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DU MANDANT

5.1 : La Ville de Montpellier s'engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

Elle s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des Administrations et des particuliers, afin de faciliter au Mandataire l'accomplissement de sa mission.

5.2 : Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de Mandataire, le Mandataire devra avertir le co-contractant de ce qu'il agit en qualité de Mandataire de la Collectivité, et de ce qu'il n'est pas compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

5.3 : Le Mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais et de l'enveloppe financière fixés. Il signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Le cas échéant : en cas de phases définies par le Mandant, le Mandataire ne pourra engager une phase sans avoir présenté les résultats des études de la phase antérieure ni avoir obtenu l'accord exprès de la Collectivité sur la poursuite de la réalisation des études dans des délais permettant le respect du délai global prévisionnel fixé pour la réalisation des études.

5.4 : Le Mandataire représentera la Collectivité, maître de l'ouvrage, à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées.

5.5 : Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

5.6 : ASSURANCES

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

5.7 CONTROLE TECHNIQUE DE LA COLLECTIVITE

La ville de Montpellier sera tenue régulièrement informée par le Mandataire de l'avancement de sa mission.

Ses représentants pourront suivre les études et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au Mandataire et non directement aux prestataires.

A cette fin, le Mandataire s'engage à avertir en temps utile les élus concernés et les référents désignés par la Direction Aménagement et Programmation (DAP) de toutes réunions qu'il organisera à ce sujet pour leur permettre d'y participer ou de s'y faire représenter.

La Collectivité aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le Mandataire s'engage à participer à toutes réunions demandées par la Ville de Montpellier ayant pour objet l'examen de problèmes concernant l'opération envisagée.

D'une façon générale, toute modification importante du programme des études à la demande de la Collectivité ou apparaissant nécessaire ou souhaitable en cours d'étude doit faire l'objet d'un accord exprès de la Collectivité qui approuvera en même temps les modifications de l'enveloppe financière prévisionnelle qui pourraient en être la conséquence.

5.8 CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER DE LA COLLECTIVITE

La société accompagnera toutes demandes de règlements des factures ou décomptes des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour le compte de la Collectivité telles que définies à la rubrique n°81 de l'annexe I à l'article D 1617-19 du CGCT.

En outre, pour permettre à la Collectivité d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de la Collectivité dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser chaque année au Mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - . un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses et d'autre part, l'estimation des dépenses restant à réaliser ;
 - . un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses.
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;

- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l'achèvement des études.

ARTICLE 6 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions du Code des marchés publics applicables à la Collectivité sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés.

6.1 : MODES DE PASSATION DES MARCHES

Le Mandataire utilisera les procédures prévues par le Code des marchés publics.

A cette fin, le Mandataire remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus au Code des marchés publics, dans le cadre de la politique d'achat public définie par le Mandant.

6.2 : INCIDENCE FINANCIERE DU CHOIX DES COCONTRACTANTS :

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le Mandataire devra en avertir la Collectivité dans les conditions définies à l'article 5 ci-dessus. Cette dernière devra lui donner son accord exprès pour la signature des marchés et l'augmentation corrélative de ladite enveloppe.

6.3 : ROLE DU MANDATAIRE :

Plus généralement, le Mandataire ouvrira les enveloppes des candidatures, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures pour la réunion de la CAO si nécessaire.

S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes. Le Mandataire préparera le rapport d'analyse des candidatures, rendu définitif dès validation par les services de la Ville de Montpellier, pour présentation à la personne compétente pour les marchés conclus à l'issue d'une procédure adaptée. Le Mandataire est chargé, en relation étroite avec les services de la Ville de Montpellier, de l'analyse des offres et de la rédaction du rapport provisoire d'analyse des offres qui deviendra définitif après validation par le Mandant.

6.4 : SIGNATURE DU MARCHE

Le Mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après autorisation de la Collectivité dans la forme prescrite par les règles applicables en son sein (délibération, décision, ...). Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant. La signature ne pourra intervenir, sauf en cas de procédure adaptée, avant un délai de 16 jours courant à compter de la notification aux candidats du rejet de leurs offres.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant.

6.5 : TRANSMISSION ET NOTIFICATION

Le Mandataire transmettra, lorsque cela est rendu nécessaire par les réglementations en vigueur (CMP, CGCT ou guide des procédures du Mandant) au nom et pour le compte du Mandant, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département dans lequel est situé le Mandant. Il établira, signera et transmettra, s'il y a lieu, le rapport établi par lui conformément à l'article 79 du CMP.

Il notifiera ensuite ledit marché au co-contractant et en adressera copie à la Collectivité.

ARTICLE 7 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES

7.1 : GESTION DES MARCHES

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte de la Collectivité dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics, de manière à garantir les intérêts de la Collectivité.

A cette fin, notamment :

- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires et procèdera à leur paiement.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il statuera sur les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats.

7.2 : SUIVI DES ETUDES

Le Mandataire représentera si nécessaire la Collectivité dans toutes réunions et visites relatives au suivi des études.

Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera la Collectivité et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

Un co-pilotage sera mis en place afin d'assurer le suivi et les validations des études. Les études seront transmises 5 jours avant la date de réunion du comité afin que ses membres puissent les analyser.

ARTICLE 8 – REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES

8.1 : MONTANT DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE

Le montant de la rémunération forfaitaire telle qu'elle résulte de la décomposition du prix forfaitaire est de :

Montant HT	20.000 €
TVA au taux de 19.6 %, Montant	3.920 €
Montant TTC	23.920 €
Vingt Trois Mille Neuf Cent Vingt €uros toutes taxes comprises.	

Ce montant est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo soit octobre 2012.

La rémunération forfaitaire du Mandataire se décompose selon les étapes opérationnelles ci-après :

Etape 1 : Forfait 50% au 31 mars 2013, soit **10.000 € HT (11.960 € TTC)**

Etape 2 : Forfait 50% à la fin de la mission, soit **10.000 € HT (11.960 € TTC)**

8.2 : FORME DU PRIX

Le présent contrat est passé à prix révisable.

Les acomptes relatifs aux honoraires du Mandataire des mois postérieurs au mois Mo seront calculés avec un coefficient de révision égal à :

$$0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

Io est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois Mo. soit décembre 2012.

Im est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

8.3 : REGLEMENT DE LA REMUNERATION

8.3.1 - Délai de règlement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement de la rémunération du Mandataire et de l'avance forfaitaire est de 30 jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage.

Le délai de paiement du solde est de 30 jours à compter de la notification du décompte général de la rémunération du Mandataire.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 2 points.

8.3.2 - Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au Mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet d'**acomptes** mensuels calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies.

A l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 9 ci-dessous, il sera établi un décompte général fixant le montant total des honoraires dus au Mandataire au titre de l'exécution du contrat.

8.3.3 - Mode de règlement

La Ville de Montpellier se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du Mandataire.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE FINANCEMENTS ET DE REGLEMENTS DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LA COLLECTIVITE PAR LE MANDATAIRE

- 9.1** La Collectivité supportera seule la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.
- 9.2** La Collectivité avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

1° Avance par la Collectivité

La Collectivité s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, elle versera dès l'entrée en vigueur de la présente convention et sur demande expresse du Mandataire, une avance égale à 20% du montant TTC de l'enveloppe totale prévisionnelle (prestations de tiers et rémunération).

En cas d'insuffisance de ces avances, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités, sauf dans le cas de mise en œuvre des dispositions de l'article 9.2.3.

Le remboursement de cette avance par la Collectivité interviendra au fur et à mesure des dépenses correspondantes.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

2° Remboursement par la Collectivité

Au fur et à mesure de la réalisation des études, la Collectivité versera au Mandataire les sommes correspondant aux dépenses effectuées pour son compte, affectées d'un coefficient de 80% (ou la totalité après apurement du compte d'avance), dans les 30 jours de la présentation des factures correspondantes qui comprennent :

- le remboursement des débours effectués par le Mandataire pour le compte de la Collectivité, y compris les frais financiers éventuels.

A cet effet, le Mandataire adressera à la Collectivité toutes les factures accompagnées, le cas échéant, de toutes pièces ou attestations justificatives telles que définies par le décret 88-74 du 21 janvier 1988 modifié par le décret 92-1123 du 2 octobre 1992.

Passé les délais, et faute pour la Collectivité de respecter les échéances ci-dessus, elle deviendrait seule responsable des conséquences des retards dans les délais de réalisation (intérêts ou pénalités de retard, variation des prix, report des délais de réalisation, etc...) sans que la responsabilité du Mandataire puisse être mise en cause à ce sujet.

Le solde des paiements sera effectué dans le mois suivant la présentation des Décomptes Généraux Définitifs.

3° Préfinancement des dépenses

Toutefois, la Collectivité pourra demander au Mandataire, d'assurer le préfinancement d'une partie des dépenses dans la limite de 20%, soit sur ses disponibilités soit par recours à un organisme tiers.

Le coût de ce préfinancement, effectué d'ordre et pour le compte de la Collectivité, sera égal au coût auquel le Mandataire se sera procuré effectivement les fonds ou, en cas de prélèvement sur les disponibilités du Mandataire à la moyenne mensuelle du taux Eonia + 1%.

Passé le délai prévu ci-dessus pour le remboursement du préfinancement, les sommes dues par la Collectivité seront majorées de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure, d'un intérêt moratoire égal à quatre pour cent par an (4%) en cas de prélèvement sur les disponibilités du Mandataire ou égal au taux d'intérêt moratoire de l'organisme tiers en cas de recours à un préfinancement extérieur.

4° Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des prestataires du fait notamment du retard de la Collectivité à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

ARTICLE 10 – CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE

10.1 : SUR LE PLAN TECHNIQUE

Le Mandataire assurera sa mission jusqu'à l'approbation par la Collectivité de la dernière des études confiées au Mandataire. Après remise du rapport final du Mandataire sur la réalisation des études et remise de l'ensemble des études réalisées par les prestataires, la Collectivité notifiera son approbation de la mission du Mandataire dans un délai de 2 mois à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation de la Ville de Montpellier est réputée acquise.

10.2 : SUR LE PLAN FINANCIER

10.2.1 : Reddition des comptes de l'opération :

Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Collectivité, une reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai d'un an à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires.

La Collectivité notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

L'acceptation par la Collectivité de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

10.2.2 : Décompte général des honoraires du Mandataire :

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par la Collectivité le Mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires à la Collectivité.

Celle-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 11 – RESILIATION

11.1 : RESILIATION SANS FAUTE

La Ville de Montpellier pourra résilier sans préavis le présent mandat, notamment après la consultation des prestataires et, le cas échéant, à l'issue de chacune des phases d'études définies à l'article 1^{er}.

Elle pourra également le résilier pendant la réalisation des études, moyennant le respect d'un préavis de trois mois sauf carence manifeste de la part du Mandataire.

Dans tous les cas, la Ville de Montpellier devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

En outre, le Mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 20% de la rémunération dont il se trouve privé du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le Mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

11.2 : RESILIATION POUR FAUTE

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 12. En tout état de cause, le Mandataire a droit au remboursement de ses débours justifiés.

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandant, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

ARTICLE 12 – PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute visés à l'article précédent, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 5 ci dessus.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, la Ville de Montpellier se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du Mandant envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

- 1) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 10.1 par rapport aux délais fixés à ce même article : pénalité de 4% hors taxes de la rémunération annuelle du Mandataire pour l'année considérée.
- 2) En cas de retard dans la reddition définitive des comptes de l'opération prévue à l'article 10.2 : pénalité de 4% hors taxes de la rémunération annuelle du Mandataire pour l'année considérée.
- 3) En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de la Collectivité, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

ARTICLE 13 - LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent mandat d'études sera de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier

Fait à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

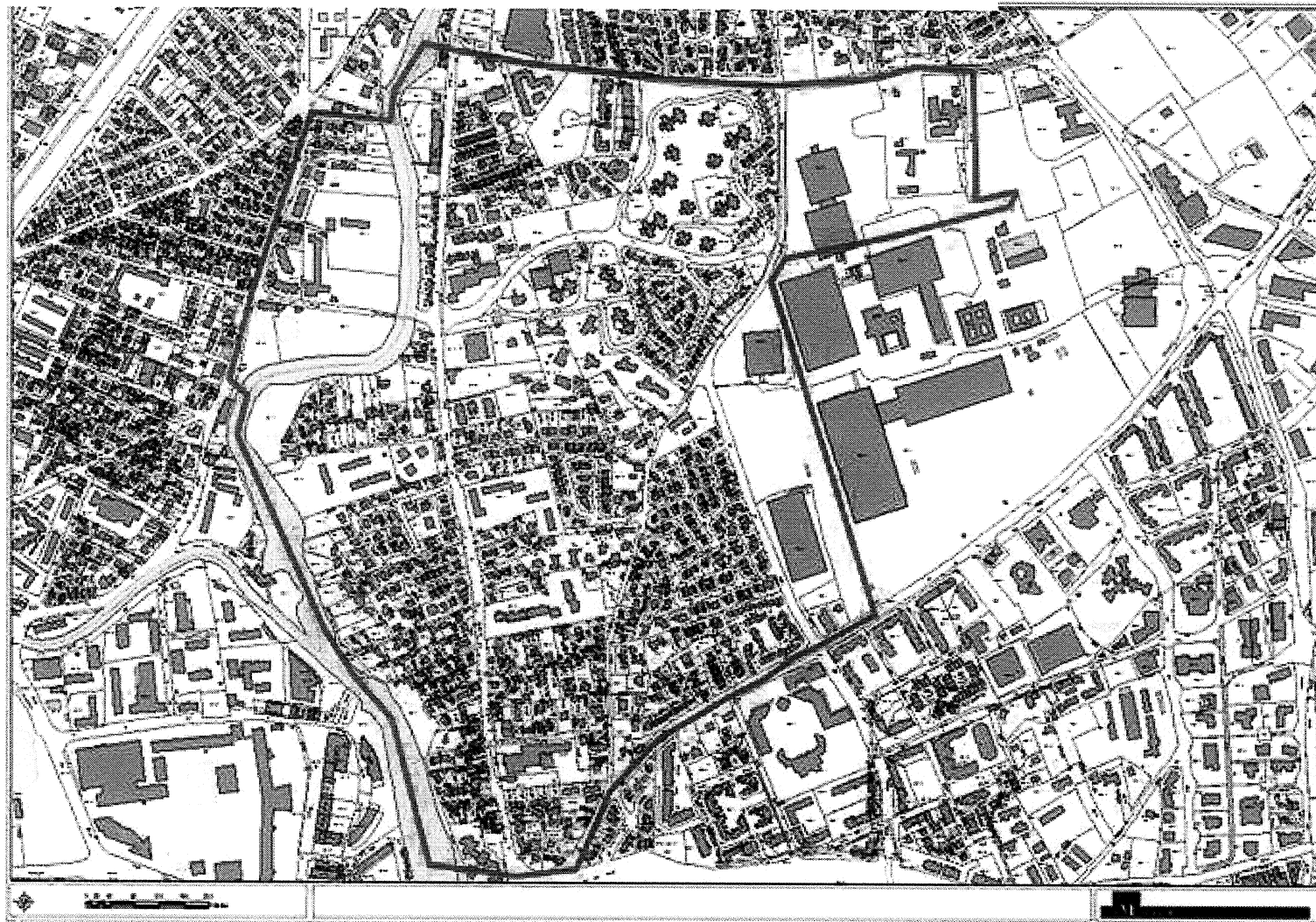
Pour le Mandataire

Thierry LAGET
Directeur Général

Annexe : Plan du périmètre des études

Réaménagement du quartier « La Pompignane »

Périmètre du mandat d'études



Direction de la Culture et du Patrimoine
Clôture d'une régie d'avances et de recettes
pour le Cinéma Nestor Burma

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 14 décembre 2012,
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R DU 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement du Cinéma Municipal Nestor Burma, et sur les conseils du Trésorier, il convient de modifier la régie du Cinéma Nestor Burma en séparant la régie d'avances de la régie de recettes

Décide en conséquence :

Article 1 :

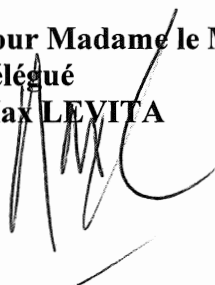
À compter du 31/12/2012, il est mis fin à la régie d'avances et de recettes, du Cinéma Nestor Burma.

Article 2 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances, ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :

**Marché passé selon une procédure adaptée pour
effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le
territoire communal et dans les bâtiments communaux,
ainsi que deux campagnes de dératisation du domaine
public. Marché 2M1294100 0**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE adjointe déléguée.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, pour une période d'une année, à compter du 01 janvier 2013.
- qu'il y a lieu de procéder à deux campagnes de dératisation sur le domaine public, dans le courant de l'année 2013.
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 25 octobre 2012.
- l'entreprise « Antigone Service » a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise « Antigone service », Parc d'activités la Garrigue, 34 171 Castelnau-Le-Lez ; pour un montant minimal de 40 000 euros HT et un montant maximal de 90 000 euros HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville.
- d'autoriser Madame l'adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à , la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 20/12/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Régine SOUCHE

Publiée le : 21/12/2012
Notifiée le :



Direction Urbanisme
Opérationnel
Service Foncier
Opérationnel

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2012 / 1482

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Cession de fonds de commerce
Propriété de la Société LE MEKONG
1, rue d'Alger
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de suppléance pris par Madame le Maire le 31 mars 2009 (2009-20);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 22 octobre 2012, la Sarl LE MEKONG, a souscrit une déclaration de cession d'un fonds de commerce de restaurant, concernant un local situé 1 d'Alger et cadastré section EWn° 11, au prix de 25.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession.

Le centre-ville de Montpellier souffre :

- d'une puissance commerciale concentrée autour du Polygone qui réalise à lui seul les 3/5ième du chiffre d'affaires du cœur marchand.

- d'un manque de moyenne surface (5 fois plus de moyennes surfaces au Polygone que dans le reste du centre-ville)
- d'un linéaire commercial d'emplacement N°1 et 1 bis très réduit en comparaison de villes similaires (3 fois moins qu'à Bordeaux ou Strasbourg, 2 fois moins qu'à Nantes, Toulouse et Rennes).

Dans ce cadre, l'opération de transformation du boulevard du Jeu de Paume pour créer un « circuit marchand piéton » est essentielle, de même que l'opération de la ZAC du Nouveau St Roch (nouveau quartier de commerces, logements et de bureaux au cœur de Montpellier).

Ces éléments démontrent la nécessité des interventions de la ville dans l'intérêt, non pas du seul boulevard du Jeu de Paume et du Nouveau St Roch, mais de l'ensemble du tissu commercial du centre-ville.

Ainsi, il est essentiel de s'assurer de :

- la «connexion » des différentes polarités commerciales, celles existantes et celles à venir (Nouveau St Roch, nouvelle gare, Projet Du Guesclin, Halles Laissac) afin de leur donner complémentarité, dynamique et cohérence,
- l'accessibilité au centre-ville par le sud grâce notamment aux parkings Gambetta (500 places) et Nouveau St Roch (900 places), desserte par les Tramways L3, 4 et 5,
- la liaison avec les zones d'enjeux urbains et de revitalisation que sont notamment les quartiers Figuerolles/Gambetta, Clemenceau ou encore le Nouveau St Roch.

Dans ce cadre, pour remplir pleinement leur rôle et permettre le rééquilibrage indispensable à l'élargissement du cœur marchand, les axes de communication entre ces différentes polarités doivent être appréhendés avec soins et leur cohérence commerciale doit être confortés.

L'axe majeur de connexion que sera demain la rue d'Alger qui assurera un flux régulier entre le parking de 900 places programmé sur le quartier du Nouveau St Roch et le cœur marchand (Halles Laissac, bd du Jeu de Paume ...) doit être bordé de commerces attractifs assurant la liaison et la cohérence entre les polarités commerciales. L'agrandissement projeté par l'acquéreur (épicerie de nuit voisine) en se portant acquéreur du droit au bail objet de la présente ne contribue pas à cet objectif.

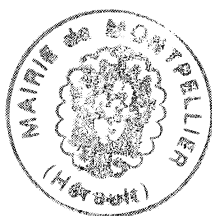
L'acquisition par la Ville de ce fonds de commerce lui permettra donc, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet municipal de redynamisation commerciale.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Sarl LE MEKONG, situé 1 d'Alger, et cadastré section EW n° 11, au prix de 25.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville.

Montpellier, le 19 DEC. 2012

Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE



Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Cession de bail commercial
Propriété de la Société ZAMGI
37, boulevard du jeu de Paume
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 3 octobre 2012 (n° 2012-2739);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 22 octobre 2012, la Sarl ZAMGI, représentée par Madame Mele LI, a souscrit une déclaration de cession d'un bail commercial concernant un local, jusqu'alors occupé par un chausseur, situé 37 boulevard du Jeu de Paume et cadastré section HV n° 489, au prix de 130.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession dans le cadre du projet commercial du boulevard du Jeu de Paume.

Le projet commercial du boulevard du Jeu de Paume :

- Un projet de dynamisation commerciale de l'ensemble du centre ville issu d'une analyse partagée et d'une stratégie d'action élaborée en partenariat.

Une des principales conclusions de l'étude de merchandising, réalisée en 2007, est le caractère insuffisamment développé du cœur marchand : du point de vue des grandes enseignes, dont l'implantation structure les circuits marchands, seuls le Polygone et une petite partie de l'Ecusson possèdent une réelle visibilité. Ce périmètre apparaît particulièrement étriqué par comparaison avec d'autres villes de même taille.

Cette insuffisance est aggravée par l'absence de continuité commerciale de qualité et cohérente, permettant aux chalandes d'effectuer un parcours complet dans le cœur de ville.

- Un pôle commercial qui doit contribuer à positionner Montpellier, dans ce domaine, sur son rang de métropole régionale.

Le cœur marchand a un fort potentiel de développement :

- La tendance actuelle nationale est un retour des consommateurs vers les centres villes.
- Beaucoup d'enseignes « de centre ville » (qui ne seront jamais intéressées par les galeries marchandes des centres commerciaux) sont absentes à Montpellier (complémentarité et non pas concurrence avec les autres centres commerciaux de l'aire urbaine),
- Cette complémentarité est recherchée dans un secteur faible en volume à Montpellier, le commerce de luxe et de haut de gamme. Ainsi le Jeu de Paume peut devenir un lieu de destination commerciale avec un caractère propre et identifiable (dans un rayon dépassant l'aire urbaine).

- La nécessité d'une intervention publique ciblée et appuyée sur le boulevard du Jeu de Paume.

Ciblée : le boulevard du Jeu de Paume réunit des atouts lui permettant de jouer le rôle structurant attendu pour le développement du cœur marchand :

- Bouclage d'un circuit marchand
- Desserte, à terme, par 2 lignes de tramway et par la circulaire,
- Circulation apaisée (piétonisation) du boulevard,
- Situation géographique privilégiée par rapport à l'Ecusson, Laissac, le Nouveau St Roch.

Appuyée : l'ambition et la teneur du projet implique un engagement et une action publique importants. La qualité d'une partie des enseignes présentes sur cet axe est médiocre. Petit à petit, les mutations ont montré un déclin du niveau de gamme offert, dû à une baisse « d'image » du boulevard, consécutive notamment à la congestion automobile.

Le positionnement de 2 ou 3 enseignes « locomotives » ne suffira pas à renverser cette tendance car les boutiques de qualité attendues ne viendront que si elles ont l'assurance qu'une grande partie des linéaires commerciaux voisins sont du même niveau de gamme (effet « moutons de Panurge »), selon un plan de merchandising cohérent.

- La requalification de l'espace public.

Dés 2006, la Ville s'est préoccupée d'améliorer les espaces publics du boulevard, avec l'ambition d'accompagner et d'inciter la dynamisation commerciale. Cet aspect prend aujourd'hui une nouvelle dimension avec l'arrivée du tramway (ligne 3 en 2012 et surtout ligne 5 prévue en 2016/2018). La Ville a souhaité que le boulevard du Jeu de Paume fasse l'objet d'une réalisation anticipée et s'est entendue avec l'Agglomération sur ce qui peut être réalisé avant l'ouverture du projet commercial prévu pour fin 2013 (larges trottoirs, matériaux de qualité, plantations...).

En cohérence avec le plan local de déplacement en cours de mise en œuvre, l'arrivée du tramway se traduira à terme par la piétonisation du boulevard.

- Diagnostic des commerces existants et plan de merchandising.

59% des commerces existants ne sont pas compatibles avec le concept ci-dessus.

Le boulevard a été « envahi » par des banques, agences immobilières, centre de formation et d'enseignement, assurances (23%).

A cela s'ajoute des commerces dont le niveau de gamme est inadapté (16%), dont le type d'activité est inadapté (7%) et des services de proximité peu attractifs (13%).

Les 41% restants sont, soit des locaux disponibles (vides, propriétés Ville ou Serm, 10%), soit des commerces de qualité compatibles avec le plan de merchandising (17%), soit des commerces de proximité indispensables au « fonctionnement urbain » (tabac/presse, coiffeur, fleuriste, pharmacie...14%). Le plan de merchandising intègre ces derniers.

A toutes les enseignes du premier groupe, des relocalisations sont proposées (stock de la Serm, bourse immobilière de la CCI, travail avec les agences immobilières) en privilégiant des sites proches « en devenir » quant à leur attractivité commerciale grâce notamment au tramway L3 (rue du Faubourg du Courreau, Cours Gambetta).

- Projet de redynamisation.

Pour permettre la bonne lisibilité du périmètre « élargi » du futur centre-ville et donner au boulevard du Jeu de Paume les moyens de remplir pleinement son rôle, à savoir :

Dynamiser l'ensemble des commerces du centre-ville pour faire face à la concurrence en périphérie.

Permettre à Montpellier de disposer d'une armature commerciale de centre-ville à l'échelle d'une métropole régionale

Boucler le circuit marchand et faire du Jeu de Paume une « adresse » un lieu de destination commerciale avec une attractivité régionale,

un projet ambitieux a été élaboré s'appuyant sur les conclusions de l'étude Espaces & projets dont les préconisations sont notamment :

Mettre en place un plan de merchandising adapté

Rechercher la complémentarité plutôt que la concurrence

Installer des marques à forte notoriété plutôt que des grandes enseignes

Réduire le nombre d'établissements créant peu de flux (services, banques, agences immobilières...) et les boutiques bas de gamme,

Donner à ce lieu une identité: créer une image, un style, une adresse...

Assurer une gestion et une exploitation de l'ensemble de façon commune et unifiée comme s'il s'agissait d'une galerie ou d'un centre commercial (événements, actions commerciales ...)

L'activité envisagée par l'acquéreur ne contribue pas aux objectifs du projet municipal. D'une part, celle-ci n'est pas véritablement définie (prêt à porter masculin, féminin, enfant, chaussures et accessoires...) ou éventuellement une activité de restauration et d'autre part, elle ne participe pas aux objectifs recherchés. En effet, dans les deux cas, il ne s'agit pas d'une enseigne ou d'une marque de notoriété qui pourrait accompagner l'évolution qualitative recherchée. De plus, une offre en prêt à porter « généraliste » ou en restauration n'apporterait aucune diversité commerciale, l'environnement proche en étant déjà largement pourvu.

L'une ou l'autre des activités projetées n'est donc pas compatible avec le projet de redynamisation du Boulevard du Jeu de Paume.

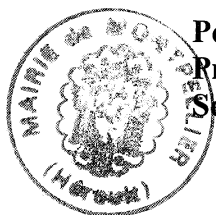
L'acquisition par la Ville de ce droit au bail lui permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet municipal de redynamisation commerciale.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Sarl ZAMGI SARL, concernant un local situé 37 boulevard du Jeu de Paume et cadastré section HV n° 489;
- de saisir, conformément à l'article R 214-6 du Code de l'urbanisme, le Juge de l'expropriation afin que le prix du bien soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville.

Montpellier, le 19 DEC. 2012



Pour Madame le Maire absente, Monsieur le
Premier Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 24/12/2012
Notifiée le :



**Avenant modifiant la tranche conditionnelle du mapa
n°2M97: Etude de faisabilité économique, juridique et
financière de la Cité du Corps Humain**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2175/T/R de délégation de M. Touchon ;

Considérant :

-Qu'en raison du choix fait par la collectivité de développer la phase construction de la future Cité du Corps Humain dans le cadre classique d'une maîtrise d'ouvrage avec contrat d'architecture en Loi MOP et marchés publics de travaux, il est nécessaire de modifier le contrat initial de la tranche conditionnelle du marché 2M97, qui prévoyait le développement du plan de financement sur la base d'un des scénarios de montage financier étudiés en tranche ferme ;

-Que dans le même temps, et après conclusion de la tranche ferme, est apparu un besoin de reformulation du rapport final à destination du comité d'orientation scientifique, -avec exposé des conclusions devant le comité-, ainsi que la nécessité d'un échange entre le groupement Finance Consult et le groupement programmistique nouvellement désigné, organisé autour de son mandataire Polyprogramme, pour faciliter la mise au point du pré-programme ;

Décide en conséquence :

De modifier le contenu et le montant financier de la tranche conditionnelle :

- La tranche conditionnelle porte donc désormais sur la mission telle que reformulée ci-dessus §2 ;
- Le montant, la ventilation financière et la durée de la tranche conditionnelle entre les membres du groupement sont également modifiés.

Le marché initial prévoyait la réalisation de la tranche conditionnelle par le seul mandataire Finances Consult pour un montant de 5600 € HT. La mission reformulée nécessite une intervention conjointe des trois co-traitants, ce qui entraîne des coûts supplémentaires et une nouvelle ventilation financière pour un montant total de 12880 € HT (augmentation de 10.46 %).

La répartition du prix devient :

- Finance Consult : 4700 € HT
- Maîtres du rêve : 3680 € HT
- Cabinet Latournerie Wolfrom et associés : 4500 € HT

La durée totale d'exécution de la tranche conditionnelle est portée à 12.5 jours ventilés entre les 3 co-traitants.

Montpellier, le 21/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le :

Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Groupement Finance Consult, mandataire, associé à Maîtres du rêve et cabinet Latournerie Wolfrom et associés

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Cité du Corps Humain à Montpellier – Etude de faisabilité économique, juridique et financière

N° du marché : marché à procédure adapté n°2M97

Notifié le : 17 avril 2012

Montant initial du marché :

69 640 Euros HT

- | | |
|--|-----------------|
| - Montant tranche ferme : | 64 040 Euros HT |
| - Montant de la tranche conditionnelle : | 5 600 Euros HT |

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier le contenu et le montant financier de la tranche conditionnelle. L'avenant est passé pour le motif suivant :

Le contrat initial prévoyait pour la tranche conditionnelle de proposer un plan de financement pour la construction de la Cité, sur la base d'un des scénarios de montage financier étudiés en tranche ferme.

Le choix ayant été fait de développer la phase construction dans le cadre classique d'une maîtrise d'ouvrage avec contrat d'architecture en Loi MOP et marchés publics de travaux, le financement provient du budget de la Ville, avec concours éventuels d'un fonds de dotation. De ce fait, l'étude du plan de financement n'a plus lieu d'être.

Dans le même temps, et après conclusion de la tranche ferme, il est apparu un besoin de reformulation du rapport final à destination du comité d'orientation scientifique, -avec exposé des conclusions devant le comité-, ainsi que la nécessité d'un échange entre le groupement Finance Consult d'une part, et le groupement programmistique nouvellement désigné, organisé autour de son mandataire Polyprogramme, d'autre part, pour faciliter la mise au point du pré-programme,

La tranche conditionnelle porte donc désormais sur la mission ainsi reformulée

ARTICLE 2 – Montant de l'avenant

Le montant et la ventilation financière de la tranche conditionnelle entre les membres du groupement sont également modifiés.

Le marché initial prévoyait la réalisation de la tranche conditionnelle par le seul mandataire Finances Consult pour un montant de 5600 € HT.

La mission reformulée nécessite une intervention conjointe des trois co-traitants, ce qui entraîne des coûts supplémentaires et une nouvelle ventilation financière pour un **montant total de 12880 € HT** (augmentation de 10.46 %).

La répartition du prix devient :

- Finance Consult : 4700 € HT
- Maîtres du rêve : 3680 € HT
- Cabinet Latournerie Wolfrom et associés : 4500 € HT

ARTICLE 3 - Délais

La durée totale d'exécution de la tranche conditionnelle est portée à 12.5 jours ventilés entre les 3 co-traitants.

ARTICLE 4 :

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le 17 décembre 2012

Pour le groupement,
Le Président Directeur Général de Finance Consult

Monsieur M. Alain HUE

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Monsieur Jacques TOUCHON

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école
Desbordes de Valmore - signature de la convention
d'occupation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean Louis GELY, Adjoint délégué à la Réussite Educative

Considérant :

Que le logement attenant à l'école maternelle Desbordes de Valmore, sis 490 rue du lavandin à Montpellier, est vacant ;

Que M. LAHOUE, professeur des écoles, a fait une demande pour occuper ce logement

Que M. LAHOUE remplit les conditions pour accéder à ce logement

Décide en conséquence :

D'attribuer, à titre onéreux, le logement d'une surface de 77,27 m², sis 490 rue du lavandin à Montpellier, à M. LAHOUE pour une période de 3 ans à compter du 23 octobre 2012 avec reconduction exprès. Le montant de la redevance d'occupation est de 491.26 € par mois. M. LAHOUE devra s'acquitter d'une caution égale au montant d'un mois de redevance. Cette caution pourra lui être restituée lors de la libération du logement.

De dire que les recettes de la redevance et de la caution ainsi que la dépense pour la restitution de la caution seront imputées sur le budget de la Ville.

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 07/01/2013

Notifiée le :



CONVENTION D'OCCUPATION **D'UN LOGEMENT**

Entre Madame le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant es qualité, désignée ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Monsieur, Guillaume LAHOUE, Professeur des écoles, désigné ci-après par « l'occupant »

Adresse : 490, Rue du Lavandin à Montpellier (34070)

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX

Le logement de l'école maternelle Desbordes de Valmore. est attribué à Monsieur Guillaume LAHOUE, Professeur des écoles et Directeur du groupe scolaire Desbordes Valmore/Winston Churchill.

Ce logement sis 490 Rue du Lavandin.à Montpellier, se compose de 4 pièces, soit 3 chambres + séjour au 1^{er} étage droite d'une superficie de 77,27 M² et d'une loggia de 5,25 M².

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX

Le propriétaire est tenu de délivrer à l'occupant le bâtiment en bon état de réparation de toute espèce et les équipements mentionnés dans la convention d'occupation en bon état de fonctionnement.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la restitution des clés.

L'intéressé(e) versera une caution égale à un mois de la redevance en vigueur, soit : 491.26 € euros.

Le chèque sera libellé à Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION

L'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation mensuelle d'un montant de 491.26 € (quatre cent quatre vingt onze euros et 26 centimes) payable au mois à terme échu, selon l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé. La révision de la redevance interviendra au 1er juillet de chaque année selon le dernier indice connu au 1er juillet de l'année en cours.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

RedevanceX indice de référence des loyers du trimestre concerné
indice de référence des loyers du même trimestre de l'année précédente

ARTICLE 4 : DUREE

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 23/10/2012 pour prendre fin le 22/10/2015.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A l'expiration de la durée ci-dessus fixée, le propriétaire pourra adresser au locataire une offre de renouvellement pour une durée de trois ans à un prix conforme aux dispositions légales et réglementaires.

Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si instituteur affecté à cette école demande à être loger sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par le locataire de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

Résiliation anticipée par l'occupant:

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le « délai de préavis » au sens de la présente convention.

Le délai de préavis courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,

- Départ à la retraite,

En cas de refus, Madame Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

ARTICLE 6 : CHARGES

Cette attribution est faite pour le seul local nu.

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS

L'administration municipale assurera les seules réparations mises par les lois régissant les occupations de droit public à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations devront être effectuées aux frais de l'occupant provisoire.

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'occupant aura l'obligation de souscrire une assurance incendie dégât des eaux et de communiquer le numéro de police et le nom de la compagnie auprès de laquelle cette souscription aura été effectuée au propriétaire.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien pour les logements équipés d'une chaudière, faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance et remettre lors de la prise de jouissance et puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES

La présente occupation est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut, il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif ; si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont

occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Toute modification provisoire réalisée par l'occupant dans le logement, devra faire l'objet d'une autorisation préalable des services municipaux et être en conformité avec les normes de sécurité.

Ces modifications seront réalisées par l'occupant à ses frais et sous sa responsabilité.

ARTICLE 10 : CESSIION ET SOUS-LOCATION

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation du contrat, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

Il est formellement interdit à l'occupant d'exercer ou de laisser exercer dans le local aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale sous quelque forme que ce soit.

Toute cession de conventin ou sous - location des lieux occupés est interdite, sauf accord écrit du propriétaire.

ARTICLE 11 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par le locataire d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, le locataire refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le 23 octobre 2012

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint au Maire,
délégué à la Réussite éducative

L'OCCUPANT

Jean-Louis Gely



**Marché à procédure adaptée pour l'achat d'un logiciel
de médecine du travail et prestations associées**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code des marchés publics et notamment l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n°2012/2584/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, 1^{er} adjoint ;

Considérant :

Que la Ville a lancé le 26 octobre 2012 une procédure de marché relative à l'acquisition d'un logiciel de médecine et prestations associées.

Que l'analyse des offres a permis de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée n° 2M1366 à la société AXESS Solutions Santé (Armen Informatique) jusqu'au 30 décembre 2017 pour un montant de 45165.744€.

Montpellier, le 15/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 16/01/2013
Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 812/1487

Direction de la Culture et du Patrimoine
Institution d'une régie de recettes
pour le Cinéma Nestor Burma

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02/02/2011, relative à la création d'une régie d'avances et de recettes, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision 0480 du 21 décembre 2012, relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 14 décembre 2012,
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R du 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le recouvrement des droits d'entrées du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de créer une régie de recettes.

Décide en conséquence :

Article 1 :

À compter du 01/01/2013, il est institué une régie de recettes « prolongée » pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les ventes au guichet des places de cinéma,
- L'abonnement des dispositifs scolaires (écoles, collèges et lycées).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque bancaire,
- Carte bancaire,
- Virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de billets et/ou factures.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant les dispositifs scolaires.

Article 6 : Un fond de caisse d'un montant de 500 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,

Article 8 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

Article 10 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

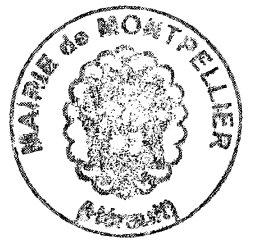
Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



L'Adjoint Délégué aux Finances
Max LEVITA



Publiée le : 07/01/2013
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Création d'une régie d'avances pour le Cinéma Nestor
Burma**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02/02/2011, relative à la création d'une régie d'avances et de recettes,
- Vu la Décision 0480 du 21 décembre 2012, relative à la clôture de la régie d'avance et de recettes,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 14 décembre 2012
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R DU 01/09/2011, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie du cinéma Municipal Nestor Burma, et dans le cadre de la scission de la régie d'avances et de recettes, il convient de créer une régie d'avances distincte, pour le Cinéma Nestor Burma

Décide en conséquence :

Article 1 :

A compter du 01/01/2013, il est institué une régie d'avances pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement,
- Achat de petit matériel,
- Frais d'entretien, de réparation urgente,
- Frais de réception,
- Frais de déplacement, logement et restauration d'invités,
- Frais d'affranchissement
- Achat de documentation,
- Achat de DVD

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500 €.

Article 8 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/01/2013
Notifiée le :

L'Adjoint Délégué aux Finances
Max LEVITA



**La Panacée Cité des Artistes: mission de contrôle
technique pour la restructuration de l'ancienne école
de pharmacie en Centre d'Art Contemporain
Avenant n°2**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;
- Vu la décision n°2007/4627 du 12 octobre 2007 attribuant le marché n°819/245/07 au bureau QUALICONSULT ;
- Vu la décision n°2011/0219 du 8 juin 2011 autorisant la signature de l'avenant n°1 à ce marché, pour un montant de 3 600.00 € HT en plus-value ;

Considérant :

- Que le lancement d'une consultation pour une concession domaniale sur la zone accueil/restaurant du centre d'art a conduit la Ville à différer les travaux d'aménagement de cette zone afin de les mettre en cohérence avec l'offre du preneur ;
- Que ces dispositions ont induit un rallongement de la durée du chantier ainsi qu'un dépôt de permis de construire modificatif et deux nouveaux rapports règlementaires dans le cadre de la mission de contrôle technique ;
- Que ces nouvelles missions représentent un montant de 4 200.00 € HT ;
- Que le montant total du marché est ainsi porté à 65 200.00 € HT, soit une plus-value de 13.6% du marché initial, sous réserve de la réalisation effective des prestations et de l'application des modalités de variation des prix prévues au marché ;

Décide en conséquence :

- D'approuver et de signer l'avenant n°2 au marché 819/245/07 concernant la mission de contrôle technique pour la réhabilitation de l'ancienne école de pharmacie en centre d'art contemporain, avec le bureau QUALICONSULT, pour un montant de 4 200.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 10/01/2013
Notifiée le :

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE
L'IMMOBILIER**

SERVICE CONDUITE D'OPERATION

AVENANT N° 2

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

CROUS de MONTPELLIER
2 rue Monteil
34090 MONTPELLIER

Représenté par
Monsieur le Directeur

Titulaire du marché :

QUALICONSLT
Représenté par Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Mission de contrôle technique – LA PANACEE, Cité des Artistes
14, rue de l'Ecole de Pharmacie

N° du marché :

MAPA n°819/245/07

Notifié le : 19/10/2007

Montant initial du marché : 57 400,00 Euros HT

Avenant n°1 : 3 600,00 Euros HT

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ PASSE SELON
UNE PROCEDURE ADAPTEE : ACQUISITION ET
MISE EN OEUVRE D'UN LOGICIEL DE GESTION
DES REGIES**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il convient d'informatiser la gestion des régies de la Ville de Montpellier.

Ce marché se décompose en plusieurs tranches :

Tranche ferme : Acquisition d'un logiciel de gestion des régies pour les Maisons Pour Tous et les Accueils de Loisirs Sans Hébergement.

Tranche conditionnelle 1 : Interface avec le logiciel de gestion financière.

Tranche conditionnelle 2 : Déploiement du logiciel sur les régies des crèches et haltes garderies.

Tranche conditionnelle 3 : Déploiement du logiciel sur la régie des restaurants scolaires.

- Que conformément à l'article 28-II du Code des marchés Publics, la Société GFI INFORMATIQUE, sise 145 boulevard Victor Hugo 93 400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse.
- Il est donc proposé de retenir l'offre de la Société GFI INFORMATIQUE pour un prix global forfaitaire d'un montant de 134 303.60 euros HT soit 160 627.11 euros TTC. Le marché est conclu pour une durée maximale de 3 ans.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 900 ;

Montpellier, le 17/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/01/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Actualisation du schéma d'aménagement hydraulique
du Verdanson**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre: 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'actualiser le schéma d'aménagement hydraulique du verdanson ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise spécialisée, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date 16 août 2002, l'entreprise EGIS EAU a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise EGIS EAU pour un montant de 58 290 euros HT ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville, Nature 2315-Fonction 816 Programme 10423.

Montpellier, le 16/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES .

Publiée le : 17/01/2013
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée. Accompagnement au changement en matière
d'organisation et/ou du fonctionnement des services de
la Ville de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'accompagnement au changement en matière d'organisation et/ou de fonctionnement des services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 17 septembre 2012,
- L'entreprise KPMG a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise KPMG pour un montant maximum de 80 000 € HT,
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (chapitre 920, nature 617, fonction 020)

Montpellier, le 18/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/01/2013

Notifiée le :

**ZAC de la Restanque
Parcelles OP10, OO6, OO16
Convention de participation entre la Ville et RFF**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;

Considérant :

- Que RFF, représenté par Monsieur Christian PETIT, Directeur Régional Languedoc Roussillon, souhaite réaliser un bâtiment de bureaux, garages et ateliers,
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et RFF, afin de préciser les conditions de la participation financière de RFF au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section OP n°10, OO n°6 et OO n°16, objets du programme de construction et propriétés de RFF, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 1818 dont 940 m² exonérés soit 878 m² taxés.
SDP exonérée : 940 m², correspondant aux surfaces actées dans un accord antérieur à la création de la ZAC de la Restanque, le protocole Ville/SNCF/RFF signé le 14 avril 2008 pour le financement de travaux de relogements des activités ferroviaires impactées par la ZAC Nouveau St-Roch, précisé par la convention financière Ville/RFF du 27 décembre 2010.
SDP taxée : 878 m², représentant le delta entre la surface totale du projet et la surface exonérée.
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 200 €/ m² SDP (valeur année 2012)
878 m² x 200 € = 175 600 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP, excédentaires aux 940m² susmentionnés exonérés, autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et RFF, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement à la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation.

Montpellier, le 16/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17/01/2013

Notifiée le :



**ZAC de la Restanque
Parcelles OP10, OO6, OO16
Convention de participation entre la Ville et RFF**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michaël Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;

Considérant :

- Que RFF, représenté par Monsieur Christian PETIT, Directeur Régional Languedoc Roussillon, souhaite réaliser un bâtiment de bureaux, garages et ateliers,
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et RFF, afin de préciser les conditions de la participation financière de RFF au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section OP n°10, OO n°6 et OO n°16, objets du programme de construction et propriétés de RFF, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 1818 dont 940 m² exonérés soit 878 m² taxés.
SDP exonérée : 940 m², correspondant aux surfaces actées dans un accord antérieur à la création de la ZAC de la Restanque, le protocole Ville/SNCF/RFF signé le 14 avril 2008 pour le financement de travaux de relogements des activités ferroviaires impactées par la ZAC Nouveau St-Roch, précisé par la convention financière Ville/RFF du 27 décembre 2010.
SDP taxée : 878 m², représentant le delta entre la surface totale du projet et la surface exonérée.
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 200 €/ m² SDP (valeur année 2012)
878 m² x 200 € = 175 600 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP, excédentaires aux 940m² susmentionnés exonérés, autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

**Ville de MONTPELLIER
ZAC de la Restanque**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC
(art. L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)
Parcelles OP 10 , OO 6, OO 16
Prés d'Arènes
Boulevard Jacques Fabre de Morlhon**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **VILLE DE MONTPELLIER**, représentée par Madame le Maire, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal du 2 avril 2008 modifié, ou à défaut l'adjoint à l'urbanisme par arrêté du 2 septembre 2011.

Ci-après dénommée la « VILLE »,

D'UNE PART,

RESEAU FERRE DE FRANCE, désigné dans ce qui suit par : RFF, Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce de Paris, sous le n°B.412.280.737, dont le siège social est 92 Avenue de France, 75648 PARIS cedex 13, désigné dans ce qui suit par RFF, représenté par M. Christian PETIT, Directeur Régional Languedoc-Roussillon dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé le « CONSTRUCTEUR »,

D'AUTRE PART,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT

Par délibération du 30/03/2009, le conseil municipal a créé la ZAC de la Restanque qui détermine que les constructions incluses dans le périmètre de la ZAC sont exclues du champ d'application de la TLE remplacée depuis le 1er mars 2012 par la taxe d'aménagement.

Le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics de la zone devront être approuvés par délibération, conformément aux articles R. 311-7 et R. 311-8 du code de l'urbanisme.

Le projet, objet de la demande de permis de construire par RFF, permet notamment de reconstruire les bâtiments faisant l'objet d'un accord conclu entre la Ville et RFF.

En effet, le protocole d'accord foncier concernant la ZAC Nouveau St Roch conclu entre la Ville de Montpellier, RFF et SNCF le 14 avril 2008 prescrit notamment le principe de relogement des activités ferroviaires RFF impactées par le projet de nouveau quartier, conformément au décret n° 83-816 du 13 septembre 1983 relatif au domaine confié à la SNCF applicable à RFF pour le domaine lui étant transféré depuis sa création en 1997. Ce protocole a été précisé, entre RFF et la Ville, concernant les reconstitutions de bâtiments de

RFF par la convention de financement des études de projets partielles signée le 9 février 2009 et la convention du 27 décembre 2010 relative au financement des travaux de relogement des activités ferroviaires.

Au regard du calendrier de la ZAC Nouveau St Roch et compte-tenu des études de RFF qui l'ont mené à choisir le site de la ZAC de la Restanque pour ces reconstructions, il a été décidé de permettre à RFF de les réaliser sur le site, sans attendre l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque.

En application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, la présente convention a pour objet de déterminer les conditions de participation du CONSTRUCTEUR au coût d'équipement de la ZAC de la Restanque.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

Parcelles situées à Montpellier, secteur Prés d'Arènes cadastrées **OP 10, OO 6, OO 16 Boulevard Jacques Fabre de Morlhon**, comprises dans le périmètre de la ZAC de la Restanque.

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain :

Construction d'un bâtiment de bureaux, garages et ateliers pour 1818 m² de surface de plancher.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal en date des 21 décembre 2006, 25 juin 2007, 17 novembre 2008 et 22 juin 2009, 29 mars 2010, 9 mai 2011, 23 juillet 2012.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En anticipation de l'approbation du programme des équipements publics de la zone, qui devrait être approuvé dans les prochaines années, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- une part des voiries structurantes en périphérie de la ZAC,
- des équipements publics de superstructure,
- les voiries internes de la ZAC,
- les réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- les réseaux d'adduction eau potable,
- l'éclairage public,
- les espaces verts,
- le réseau électricité,
- le réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, en fonction des catégories de construction, en proportion de la surface de construction simplifiée.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

3.1. Le constructeur envisage, sur le terrain visé à l'article 1, la construction d'un bâtiment de bureaux et ateliers d'environ 1818 m² de surface de construction simplifiée.

3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2012, est fixé à **200 €** par mètre carré de surface de construction simplifiée autorisé par le permis de construire pour des surfaces à usage de bureaux et d'ateliers. Ce montant de participation est valable uniquement pour l'activité de service public exercée par RFF et pour le programme indiqué ci-dessus.

Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Considérant le régime d'exception que constitue la convention relative au financement des travaux de relogement des activités ferroviaires signée en 2010 entre la ville et RFF et du fait que cet accord soit antérieur à la création de la ZAC de la Restanque, la surface de 940 m² faisant l'objet de la convention est exonérée de participation à la ZAC. Par contre, le delta jusqu'à 1818 m² (surface totale du bâtiment) soit 878 m² relève du montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC.

Le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de : 878 m² x 200 € = **175 600 €**

3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de surfaces de construction simplifiées autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

3.4. La présente convention étant établie avant l'approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics (PEP) de la ZAC, les montants de participation qui y sont définis sont susceptibles d'être différents de ceux finalement retenus lors de la réalisation de la ZAC. Une fois le dossier de réalisation et le PEP de la ZAC approuvés, cette participation pourra donc être ajustée par le remboursement au CONSTRUCTEUR d'un éventuel trop perçu de la Ville. En revanche, elle ne pourra pas être ajustée de telle manière que le CONSTRUCTEUR doive déboursier un surcoût.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

4.1. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone en 2 échéances, à 12 et 24 mois après l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.

4.2. Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la VILLE, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la VILLE de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à chaque échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision du Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de chaque échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

6.1 En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

6.2 En cas de non approbation du dossier de réalisation de la ZAC dans un délai de 8 ans, la Ville s'engage également à restituer au constructeur les sommes versées directement ou par l'intermédiaire de son Aménageur.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction par l'Etat.

10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- pour La VILLE, à l'Hôtel de VILLE
- pour le CONSTRUCTEUR, en son siège social

Fait à MONTPELLIER
le

en 3 exemplaires originaux

Pour la VILLE

Pour le CONSTRUCTEUR

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0495

**Square Guillaume Apollinaire
4 rue des Aconits
Contrat de location
Ville de Montpellier/GIE SERM-SAAM
Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par Décision en date du 25 juin 2008 et convention de location du 28 juin 2008, la Ville de Montpellier a mis à disposition de la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpellier) des locaux situés, Square Guillaume Apollinaire, 4 rue des Aconits ;
- que ces locaux d'une superficie de 256,60 m² sont destinés à mener à bien les missions confiées à la SERM dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit-Bard/Pergola) ;
- que dans le cadre de l'extension des activités, la SERM et la SAAM (Société d'Aménagement de L'Agglomération de Montpellier), ont constitué entre elles en date du 29 novembre 2011, un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de droit Français au sens de l'article L251-1 du Code de Commerce et ont souhaité pour les locaux du 4 rue des Aconits, un transfert en totalité du contrat de location au GIE SERM-SAAM ;

Décide en conséquence :

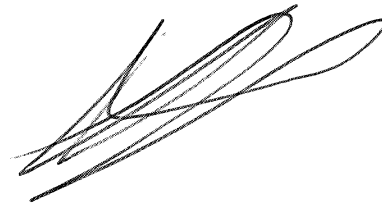
- de transférer à compter du 1^{er} janvier 2013, le contrat de location pour les locaux situés, Square Apollinaire, 4 rue des Aconits, au GIE SERM-SAAM domicilié Etoile Richter, 45 place Ernest Granier – CS 29502 – 34960 Montpellier Cedex 2;
- que le bail consenti jusqu'au 31 mai 2012 est prolongé pour une durée de 4 années supplémentaires du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2016, date théorique de fin de la concession d'aménagement ;
- que le montant du loyer réévalué annuellement au 1^{er} avril, s'élève après révision au 1^{er} avril 2012 à 25 990,75 € ;
- que les factures relatives à la location de ces locaux seront établies au nom du GIE SERM-SAAM ;
- que les autres articles du contrat sont sans changement ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que l'avenant n°1 sera annexé à la présente décision ;

Montpellier, le 17/01/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : 18/01/2013
Notifiée le :



Square Guillaume Apollinaire - 4 rue des Aconits
Contrat de location
Avenant n°1

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par décision du

et d'autre part,

- Le GIE SERM - SAAM
sis Etoile Richter, 45 place Ernest Granier, 34960 Montpellier Cedex 2
représenté par son Administrateur Monsieur Thierry LAGET ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par contrat de location en date du 28 juin 2008, la Ville de Montpellier a loué à la SERM (Société d'Équipement de la Région de Montpellier) des locaux d'une superficie de 256,60 m² situés, Square Guillaume Apollinaire, 4 rue des Aconits, 34000 Montpellier.

Ces locaux permettent à la SERM de mener à bien les missions qui leur sont confiées dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard/Pergola).

Le 29 novembre 2011, dans le cadre de l'extension des activités, la SERM et la SAAM ont constitué entre elles un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) de droit Français au sens de l'article L.251-1 du Code de Commerce, immatriculé au RCS de Montpellier le 6 décembre 2011.

Les engagements souscrits tant par la SERM que par la SAAM ont été repris en totalité ou en partie par ce GIE SERM-SAAM.

C'est dans cet objectif qu'il a été demandé à la Ville de Montpellier de transférer au GIE SERM-SAAM, à compter du 1^{er} janvier 2013, le contrat de location pour les locaux situés Square Apollinaire – 4 rue des Aconits à Montpellier.

ARTICLE 1 – TRANSFERT D'ATTRIBUTION DES LOCAUX

Le contrat de location est transféré à compter du 1^{er} janvier 2013 au GIE SERM-SAAM.

ARTICLE 2 – DUREE

Le bail consenti jusqu'au 31 mai 2012 est prolongé pour une durée de 4 années supplémentaires du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2016, date théorique de fin de la concession d'aménagement.

ARTICLE 3 – RENOUVELLEMENT

Arrivé à son terme le bail pourra être renouvelé par période de 1 an pour se terminer à la date de la fin d'amortissement des travaux prévue au 31 mai 2018.

.../...

477

ARTICLE 2 – LOYER ET CHARGES

Le montant du loyer annuel révisé au 1^{er} avril 2012 s'élève à 25 990,75 €.

Conformément aux termes du contrat initial en date du 28 juin 2008, ce montant est réévalué chaque année au 1^{er} avril en fonction de la variation de l'Indice National du Coût de la Construction établi par l'INSEE (l'indice de base étant du 3^{ème} trimestre 2007). En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

Le loyer est payable trimestriellement par virement effectués les 31 mai, 31 août, 30 novembre et 28 février.

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe des ordures ménagères, minuterie, espaces verts, chauffage collectif, électricité, ect...)

Les factures relatives au paiement du loyer et des charges locatives seront établies au nom du GIE SERM-SAAM.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Le preneur :

**Pour le GIE SERM-SAAM
L'Administrateur**

Thierry LAGET

Le propriétaire :

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour la mise à disposition d'hôtesse par
l'intermédiaire d'un prestataire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la mise à disposition d'hôtesse par l'intermédiaire d'un prestataire ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 20/11/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Haute Sécurité a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Haute Sécurité pour un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 15 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, avec possibilité de reconduction 3 fois;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929.

Montpellier, le 18/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/11/2013

Notifiée le :

**Mission de relevé cartographique des zones d'intérêt
écologique à protéger**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2178 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il a lieu de procéder à une mission de relevé cartographique des zones considérées comme « d'intérêt écologique » sur le territoire communal ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études spécialisés, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 7 août 2012, le bureau d'études BIOTOPE sise 22, boulevard du Maréchal Foch 34130 Meze, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché 2M235 à l'entreprise BIOTOPE, pour une durée totale de 13 mois et pour un montant de 44 265 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, section fonctionnement 928 et section d'investissement 908 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 / 01 / 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 21 / 01 / 2013

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2013/0003

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: réalisation, installation et pose de la structure
conçue par 1024 Architecture à la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que l'agence 1024 Architecture est titulaire du marché 2M1355 relatif à la conception et au suivi de réalisation d'aménagement de l'espace d'accueil et du bar-restaurant de la Panacée
- Que les contraintes techniques, artistiques et budgétaires de réalisation de ce projet artistique peuvent être assumées par la société SIRC ;
- Que, compte tenu des circonstances, conformément à l'article 28 II du Code des Marchés Publics, ce marché peut être attribué sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 2M2064) à la société SIRC, 9 rue de l'industrie, 67240 Bischwiller, pour un montant maximum de 89 500 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/01/2013

Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE
11, rue Magulone (Lots 27 et 37)
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu l'extension du plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 23 septembre 1981;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 21 novembre 2012, la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial avec cave formant les lots 27 et 37 de l'immeuble situé 11 rue de Maguelone et cadastrée section HM 49, au prix de 320.000 €;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »;

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus;
- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;
- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II;
- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle de la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE, située 11 Rue de Maguelone (lots 27 et 37), et cadastrée section HM 49, au prix de 113.000 €;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 18 JAN. 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 21/01/2013
Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
**Contrat de cession du spectacle *Un fil à la patte*, du 20
au 22 février 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2012-2013 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte le spectacle *Un fil à la patte*, par la compagnie La Manufacture, qui sera présenté du 20 au 22 février 2013 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 3B0014) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Un fil à la patte* avec la compagnie La Manufacture, pour un montant de 21 000.00 € HT, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif ;
- De dire que seront également pris en charge les défraiements repas des artistes et techniciens (1060.20 € HT) et les frais de transport du décor (estimés à 780.00 € HT), sur présentation de justificatifs ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/01/2013
Notifiée le :

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

(Article 279 b bis du CGI)

Entre les soussignés :

LA MANUFACTURE – CIE JEAN-CLAUDE FALL

2903 route de Mende - 34090 Montpellier

Téléphone : **06.44.27.44.91** - Fax : /

Courriel : fall.jean-claude@wanadoo.fr

SIRET : **520 674 714 000 16**

Code APE : **9001Z**

Licence d'entrepreneur de spectacles : **2-1036543** catégorie n°2 valables jusqu'au 3 juin 2013

Titulaire de la licence : **Jean-Claude Fall**

N° TVA intracommunautaire : **77 520 674 714**

N° URSSAF: **340 153 1000 565**

N° PÔLE EMPLOI : **00 345 427 4**

N° PÔLE EMPLOI SPECTACLE : **80003065863**

N° AUDIENS: **183946/0100**

N° CS: **0 085 031 001 B / GCA**

N° FNAS: **520674714/183946**

N° AFDAS : **16127**

Représenté par son Gérant, **Mr Jean-Claude Fall**

Ci-après dénommé le **Producteur**, d'une part,

Et

Ville de Montpellier

Direction de la Culture et du Patrimoine

Théâtre Jean Vilar

1, place Georges Frêche

34267 Montpellier

Téléphone : **04.67.40.41.39** - Fax : **04.67.40.28.65**

Courriel: martine.compan@ville-montpellier.fr

N° SIRET : **213 401 722 017 87**

Code APE: **751 A**

Forme juridique : **théâtre municipal**

Licences d'entrepreneur de spectacles: n° **1-10486.94**

Titulaire des licences : **Ville de Montpellier**

Représenté par : **Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier**

Signataire : **Monsieur SAUREL, Adjoint Délégué à la Culture.**

Ci-après dénommé l'**Organisateur**, d'autre part,

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A- Le Producteur s'est assuré le concours des artistes : **David Ayala, Roxane Borgna, Dominique Ratonnat, Gregory Nardella, Patty Hannock, Vanessa Liautey, Anna Andreotti, Vincent Leenhardt, Didier Chaix, Isabelle Fürst, Jean-Claude Fall, Samuel Carneiro** (nombre d'artistes interprètes : 12), et **Ghislain Hervet, Philippe Limoge, Marie Arnaud** (nombre d'artistes musiciens : 3) nécessaires à la présentation du spectacle suivant :

Un Fil à la Patte

Texte : **Georges Feydeau**

Mise en scène de : **Jean-Claude Fall**

Durée : **2h30 avec entractes**

Le Producteur dispose des droits de représentation de ce spectacle en France.



B - L'Organisateur s'est assuré de la disponibilité du :

Théâtre Jean Vilar – 155, rue de Bologne – 34 080 Montpellier

dont le Producteur déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques après avoir eu connaissance de la fiche technique du lieu précité.

En aucun cas, l'Organisateur ne pourra changer le lieu du spectacle sans l'accord écrit du Producteur.

C - Les deux parties disposent des autorisations nécessaires pour employer du personnel et s'acquittent de leurs obligations fiscales et sociales en la matière.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le Producteur s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation du spectacle, **3 représentations** le :

Mercredi	20	février	2013	à	20h
Jeudi	21	février	2013	à	20h
Vendredi	22	février	2013	à	20h

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle (Audiens, URSSAF, Pôle emploi, Congés spectacles, FNAS, AFDAS...). Le Producteur est responsable, en ce qui concerne son personnel, de l'application de la législation du travail. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle, le cas échéant.

Conformément à la réglementation pour tous les contrats supérieurs à 3 000 €, le PRODUCTEUR communiquera à l'ORGANISATEUR :

- une attestation de fourniture de déclaration des cotisations sociales datant de moins de six mois (URSSAF),
- une attestation sur l'honneur certifiant que ses salariés sont employés régulièrement au regard du Code du Travail,
- une photocopie du récépissé de déclaration de l'association (ou photocopie de parution au journal officiel).

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le Producteur s'engage à ce que les acteurs (comédiens, metteur en scène, décorateur, ...) du projet, objet du présent contrat, prêtent leur concours aux interviews, rencontres et photos qui seraient nécessaires à l'information, à la promotion et à la publicité du spectacle.

Le Producteur certifie :

- qu'à la fin de l'exploitation chez l'Organisateur, le spectacle, objet du présent contrat, aura été représenté moins de 141 fois au sens défini par l'article 89 ter, annexe 3, du GGI,
- que les décors, ou éléments de décors de son spectacle sont dûment ignifugés et réalisés dans les règles de l'art,
- que tous documents (photos, vidéos, dossier de presse ...) remis à l'Organisateur sont exempts de droits et servitudes pour toute reproduction dans la presse, le programme, les sites Internet, les bandes annonces téléphoniques ou autres...



Le Producteur prend à sa charge :

- l'organisation et l'avance des frais du transport (aller et retour) des décors, costumes et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières,
- l'organisation et l'avance des frais des voyages de l'ensemble de son personnel,
- le cas échéant, les matériels et équipements autres que ceux dont dispose l'Organisateur (par référence au paragraphe B du préambule), à savoir, leur location ou achat, leur transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement,
- les droits voisins, en particulier les droits SPEDIDAM et ADAMI, ainsi que les droits vidéo s'il y a lieu.

Le Producteur fournit :

- tous les éléments pour la publicité (dossier de presse, photographies...) au plus tard deux mois avant la représentation,
- une copie de la licence d'entrepreneur du spectacle,
- tout document certifiant que le Producteur a reçu une subvention au cours d'une des trois dernières années (2010, 2011 et 2012) de l'État ou d'une collectivité locale, afin de prouver à l'Organisateur qu'il n'est pas redevable de la taxe sur le théâtre privé,

Le Producteur fournira :

- la fiche technique du spectacle à l'issue de la création, soit au plus tard le 30 novembre 2012.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'Organisateur prend à sa charge :

- en qualité d'employeur, les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel
- le lieu de représentation en ordre de marche,
- le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité,
- la publicité, en tenant compte des indications fournies par le Producteur. L'Organisateur s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le Producteur. Il observera scrupuleusement les mentions obligatoires suivantes :

« Production LA MANUFACTURE Cie Jean-Claude Fall - Spectacle présenté pour la première fois dans le cadre d'une résidence de création à la Scène Nationale de Sète – LA MANUFACTURE bénéficie d'une aide à la création/diffusion de spectacle vivant de la SPEDIDAM - LA MANUFACTURE bénéficie d'une aide à la production de la REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON - LA MANUFACTURE est une compagnie conventionnée par la DRAC LANGUEDOC-ROUSSILLON »

- les droits des auteurs et des compositeurs. Les droits d'auteurs, dont le montant tous droits confondus (droits auteur, droits musique, droits chorégraphique, fonds de développement) ne pourra excéder 13% (CCSA et AGESEA inclus) du montant TTC de la cession ou de la recette nette lorsque celle-ci s'avère supérieure et s'en acquittera auprès de l'organisme de perception concerné. S'il s'avère que le cumul des droits exigibles par la SACD et la SACEM est supérieur à ce taux, la prise en charge de cet éventuel excédent incombera au seul producteur

L'Organisateur s'engage à :

- respecter la fiche technique, établie en accord avec les directions techniques des deux parties, il fournira le personnel nécessaire au fonctionnement du matériel ainsi qu'aux déchargement et rechargement, aux pré-montage, montage et démontage, et au service des répétitions et des représentations.



- envoyer au **Producteur**, dans un délai de quinze jours après la dernière représentation, la revue de presse, tous les supports de communication liés au spectacle (programme, feuille de salle, tract...)
- communiquer au **Producteur**, dans un délai de quinze jours après la dernière représentation, le nombre de spectateurs présents en précisant, soir par soir, le nombre d'entrées payantes et exonérées.
- fournir la liste des professionnels venus voir le spectacle (programmeur/presse)

ARTICLE 4 - PRIX DE LA CESSION

L'**Organisateur** s'engage à verser au **Producteur**, en contrepartie de la présente cession, sur présentation de facture, la somme de **21 000 € H.T. + 1 470 € de TVA (7%)** soit un total de **22 470 € T.T.C.** (vingt-deux mille quatre cent soixante-dix euros).

Les frais annexes seront facturés en sus :

- transport du décor
- défraiements repas

Les modalités et les montants de ces frais feront l'objet de *l'annexe n°1* au présent contrat.

Le règlement des sommes dues au **Producteur** sera effectué au plus tard le jour de la dernière représentation par virement bancaire à l'ordre de La Manufacture, Cie Jean-Claude Fall.

Coordonnées bancaires : Crédit Coopératif
 Domiciliation : CREDITCOOP MONTPELLIER
 BIC : CCOPFRPPXXX
 IBAN : FR76 4255 9000 3441 0000 0016 068
 Code banque : 42559
 Code guichet : 00034
 N° de compte : 41000000160
 Clé : 68

ARTICLE 5 - PRIX DES PLACES

Le prix des places sera fixé par l'**Organisateur**.

La recette issue de billetterie sera entièrement acquise à l'**Organisateur**.

La jauge du Théâtre Jean Vilar est de **374** places.

Le nombre de spectateurs admis dans la salle sera limité à **374** places par représentation.

L'**Organisateur** mettra à disposition du **Producteur** 18 places exonérées par représentation pour chacune des représentations. Les places non retirées auprès du service d'accueil une demi-heure avant le début du spectacle seront remises à la vente. En dehors de quota, le **Producteur** pourra bénéficier de détaxes à 5€ dans la limite des places disponibles.

ARTICLE 6 - MONTAGE, RÉPÉTITIONS, EXPLOITATION, DÉMONTAGE

Le lieu de représentation sera à la disposition du **Producteur** à partir du jeudi 19 février 2013 à 09 heures pour permettre d'effectuer le montage, des réglages et d'éventuels raccords.

Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la dernière représentation

ARTICLE 7 - ASSURANCES

L'**Organisateur** déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu. Il déclare avoir notamment garanti contre les risques d'incendie tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

Dans le même temps le **Producteur** est tenu d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel, et tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Le matériel qu'il utilisera, qu'il lui appartienne, soit loué ou prêté, sera assuré par ses soins



contre l'incendie et le vol avec effraction, ou tout autre dégât dont les éventuelles dégradations subies par le lieu.

En cas d'accident du travail impliquant les employés du Producteur, celui-ci est tenu d'effectuer les formalités légales.

ARTICLE 8 - ENREGISTREMENT, DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques et télévisées d'une durée de trois minutes au plus et de l'enregistrement éventuellement pratiqué par l'Organisateur à fin d'archive et utilisé exclusivement comme tel, tout enregistrement ou diffusion, même partielle du spectacle devra faire l'objet d'un accord particulier.

ARTICLE 9 - ANNULATION ET MANQUEMENT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

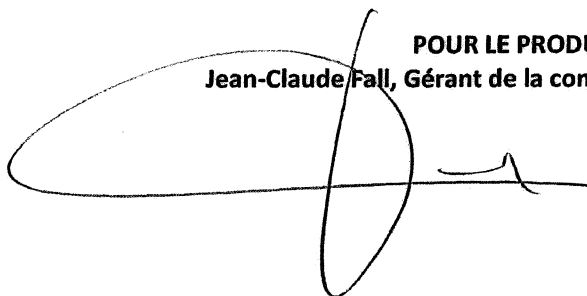
ARTICLE 10 - COMPÉTENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...) ;

Fait à Montpellier en deux exemplaires originaux,
Le 20 novembre 2012

POUR L'ORGANISATEUR
Mr Philippe Saurel,
Adjoint délégué à la culture

POUR LE PRODUCTEUR
Jean-Claude Fall, Gérant de la compagnie

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke, followed by a smaller, more delicate signature.

Lu et approuvé pour les 5 pages du contrat et les annexes.
Chaque page du présent contrat doit être paraphée par les deux parties.



URSSAF DE L'HERAULT
35 Rue de la Haye
34937 MONTPELLIER CEDEX 9

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: <http://www.contact.urssaf.fr>
Tel.: 0820003435

REFERENCES

N°SIREN 520674714

Page 1/2

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

H140F3T94QX7FU

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur www.urssaf.fr

A MONTPELLIER, le 30/07/2012

SARL LA MANUFACTURE CIE JEAN
CLAUDE FALL
2903 ROUTE DE MENDE
34090 MONTPELLIER

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales des candidats à une commande au moins égale à 3000 €.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales des candidats à une commande au moins égale à 3000 euros.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur


Mme Olivia Peyret
Directrice par intérim

URSSAF de l'HERAULT
35, Rue de la Haye
34937 MONTPELLIER CEDEX 9
0820 00 34 35

ANNEXE N° 1
AU CONTRAT DE CESSIION DU DROIT D'EXPLOITATION
DU SPECTACLE « UN FIL A LA PATTE »

(Article 279 b bis du CGI)

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA MANUFACTURE CIE JEAN-CLAUDE FALL

2903 route de Mende

34000 MONTPELLIER

N° SIRET : 520 674 714 00016 code APE : 9001Z

Licence : 2-1036543

Tel : 04 99 58 13 73 / 06 44 27 44 91

Courriel : fall.jean-claude@wanadoo.fr

Représenté par M. Jean-Claude FALL, en sa qualité de Gérant de la compagnie

Ci-après dénommé "le producteur" d'une part,

ET

VILLE DE MONTPELLIER

Direction de la Culture et du Patrimoine

Théâtre Jean Vilar

1, place Georges Frêche

34267 Montpellier

N° SIRET : 213 401 722 017 87 Code APE : 751A

Licence : n° 1-10486.94

Tél : 04.67.40.41.39 / Fax : 04.67.40.28.65

Courriel : martine.compan@ville-montpellier.fr

Représenté par Madame Hélène MANDROUX, en sa qualité de Mair de Montpellier

Ci-après dénommé "l'organisateur" d'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

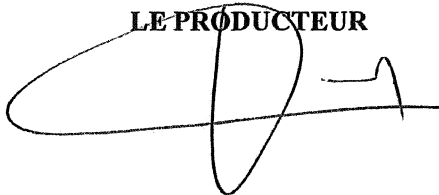
L'organisateur prend à sa charge les frais annexes au contrat de cession, selon les modalités suivantes, règlement par virement bancaire sur présentation de facture :

- Transport décor par camion (estimation) 780 € H.T sur présentation des justificatifs
- Défraiement du personnel, 62 repas à 17,10 € (tarif SYNDEAC) soit un total de **1 060,20 €** (mille soixante euros et vingt centimes), répartis comme suit :

Nombre de pers.	19.02.13 TECHNIQUE	20.02.13 TECHNIQUE ET ARTISTIQUE	21.02.13 TECHNIQUE ET ARTISTIQUE	22.02.13 TECHNIQUE ET ARTISTIQUE	Total
18	(2*4)*17,10	18*17,10	18*17,10	18*17,10	62

Fait à Montpellier, le 20 novembre 2012 en deux exemplaires originaux.

LE PRODUCTEUR



L'ORGANISATEUR (1)

(1) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "lu et approuvé"



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE
11, rue Maguelone (Lot 39)
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu l'extension du plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 23 septembre 1981;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 21 novembre 2012, la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial formant le lot 39 de l'immeuble situé 11 rue de Maguelone et cadastrée section HM 49, au prix de 140.000 €;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »;

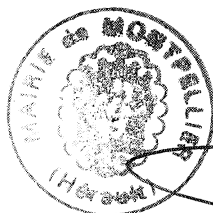
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus;
- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;
- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II;
- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle de la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE, située 11 Rue de Maguelone (lot 39), et cadastrée section HM 49, au prix de 90.000 €;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 18 JAN. 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 21/11/2013
Notifiée le :